

Le Sahara occidental demeure un territoire international
déclare au « Monde » le ministre espagnol des affaires étrangères.
LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F
Algérie, 1,30 DA ; Arabie, 1,00 dir. ; Argentine, 1,20 pt. ; Belgique, 15 fr. ; Canada, 50 cts ; Cuba, 100 cts ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 100 cts ; France, 100 fr. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 200 li. ; Japon, 100 y. ; Liban, 100 l. ; Luxembourg, 100 fr. ; Maroc, 100 dir. ; Pays-Bas, 100 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Royaume-Uni, 100 p. ; Suède, 100 kr. ; Suisse, 100 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kčs ; Tunisie, 100 din. ; Yougoslavie, 100 din.
Tarif des abonnements page 12
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 6297-23 Paris
Tél. Paris n° 836372
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Cambodge menacé de disparition

Les chefs du régime khmer rouge déchu, MM. Pol Pot et Ieng Sary, ont été « condamnés à mort » par contumace, dimanche 19 août, au terme d'un « procès » de cinq jours qui s'apparente plus à un spectacle de propagande qu'à une justice sérieuse. De celle-ci, les dirigeants cambodgiens d'aujourd'hui ne semblent pas plus faire grand cas que ceux d'hier. Ils n'ont même pas jugé bon de créer un ministère de la justice, et c'est le ministre de l'information qui dirigeait les débats du « tribunal populaire révolutionnaire ». Absolument convaincus de « génocide », les deux « condamnés » ont sept jours pour « faire appel ». Dans leur marais, ils doivent s'en soucier assez peu.

Cette mise en scène, due à d'anciens Khmers rouges transfuges arrivés à Phnom-Penh, avec d'autres Cambodgiens longtemps réfugiés à Hanoï, dans les fourgons de l'armée vietnamienne, avait en fait pour objectif de redorer le blason d'un régime qui a moins d'appuis internationaux que le précédent. Mais en avait été choisie la fonction de la conférence des non-alignés, qui se réunit au début de septembre à La Havane et qui aura à se prononcer sur deux questions brûlantes : la représentation du Cambodge, revendiquée par deux gouvernements adverses, et, surtout, l'invocation de ce pays par le Vietnam. En tentant de discréditer davantage — à supposer que ce soit possible — le régime sanglant de MM. Pol Pot et Ieng Sary, les dirigeants de Hanoï veulent renforcer la position de leurs alliés de Phnom-Penh.

Ces promesses juridiques politiques prennent un aspect plus sinistre que divertissant au moment où des millions de Cambodgiens sont menacés de mourir de faim dans les mois qui viennent et où la race khmère risque, comme jadis celle des Chams qui occupaient une partie du Vietnam, de disparaître de la surface du globe. La faim qui sévit sous le régime imposé par le Vietnam pourrait se révéler au moins aussi meurtrière que les exterminations des Khmers rouges. Alors que Hanoï, au nom de Phnom-Penh qui n'a guère son mot à dire, lie l'octroi d'une aide alimentaire et médicale urgente de l'étranger à la reconnaissance par lui de ses protégés et refuse tout contrôle sur sa distribution, les chiffres sont effrayants : seulement 5 % des terres sont cultivées, 10 morts pour une naissance, 20 à 30 % seulement d'hommes parmi la population adulte. Un génocide par omission ou par calcul politique serait-il moins condamnable que les massacres organisés ?

Cela n'empêche pas l'agence Tass de citer avec satisfaction un dirigeant de Phnom-Penh, qui affirme sans sourciller qu'« il n'existe pas de problème cambodgien ». L'homme fort du régime, M. Pen Sovan, se félicite du fait que « le prestige du comité révolutionnaire de la République populaire du Kampuchéa a atteint de nouveaux sommets ».

Le martyre du peuple cambodgien s'arrêtera-t-il avant qu'il ne soit trop tard ? Enjeu de la rivalité sino-soviétique et des ambitions vietnamiennes, convoité aussi par la Thaïlande voisine, le Cambodge pourrait-il encore être sauvé par une conférence internationale, comme le demande le prince Norodom Sihanouk, réfugié dans son palais de l'extrême nord ? Ou sait le peu d'effet de telles réunions. Il faudrait d'abord que le prince parvienne à rassembler ses partisans divisés, et dont certains commencent déjà à se désoler des postes hypothétiques, et à présenter sur le terrain une alternative militaire crédible avant de prétendre à une reconnaissance internationale. Le congrès des réfugiés khmers, qui doit se tenir prochainement à Bruxelles, et qui pourrait ériger un front au gouvernement en exil, serait le premier pas dans cette direction. Mais l'infortuné Cambodge peut-il attendre ?

(Lire nos informations page 4.)

La rébellion kurde s'étend en dépit de la contre-offensive de l'armée iranienne

La foudroyante offensive déclenchée le samedi 18 août par l'armée Khomény contre les diverses oppositions qu'il affronte a porté ses premiers fruits. On ignorait encore, lundi en fin de matinée, si les forces armées, mises en état d'alerte générale, ont participé massivement à la répression du mouvement kurde. En toute hypothèse, certaines unités, soutenues par les Pasdars (militants islamiques) sont parvenues à déloger les Peshmargas (guérilleros kurdes) des villes de Paveh et de Sanandaj. Cependant, la rébellion kurde s'étend.

L'une des trois formations politiques nommément désignées par l'imam Khomény comme étant « corrompues », le parti démocratique kurde, a été écartée et déjà interdite. Les Fedayins du peuple s'attendent à être frappés par une mesure analogue. En attendant la mise hors la loi du Front démocratique national, la résistance et les biens de l'un de ses dirigeants, M. Mahme-Dajani, auraient été saisis.

D'autre part, vingt personnes ont été exécutées au cours des dernières vingt-quatre heures : onze guérilleros kurdes à Kermanshah, quatre anciens officiers du chah (dont deux généraux) à Téhéran, trois terroristes arabes à Abadan et, enfin, deux contrebandiers d'héroïne à Qazvin.

« Je ne pense pas que Khomény puisse se maintenir au pouvoir au-delà du mois de janvier », a déclaré à Paris, dans une interview à l'A.F.P., M. Chapoutier, ancien premier ministre iranien.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — L'imam Khomény, qui s'était retiré à Qom en avril dernier pour laisser le champ libre à M. Basargan, reviendra-t-il à Téhéran ? Et, dans ce cas, quel sera le sort du gouvernement provisoire ? D'ores et déjà, nombreux sont ceux qui pensent ici que le cabinet de M. Basargan ne pourra pas survivre longtemps au double canonnet que vient de lui infliger le patriarche de Qom, même si ce dernier ne retourne pas à Téhéran.

« C'est le prétexte à l'élimination du gouvernement Basargan », déclare samedi un des dirigeants de l'opposition laïque après avoir écouté la retransmission par la radio du discours prononcé la veille par l'imam à l'école théologique de Feizolah (le Monde du 20 août). C'est un gouvernement faible, dépourvu de toute ligne politique directrice et de moyens de manœuvre face aux pressions de Khomény. La plupart de ses membres sont profondément religieux, mais totalement apolitiques. Les seuls qui y sont arrivés, notamment le vice-président du conseil Mustapha Chamrany et le ministre de l'intérieur, M. Sabaghian, partagent d'ailleurs les conceptions de l'imam. M. Basargan, lui-même est extrêmement fatigué, n'a aucune ambi-

tion politique et nul désir de s'accrocher au pouvoir. Il suit de tous maîtres qu'il sera le premier à l'Assemblée son rôle prendra fin.

JEAN GUYRAS.
(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Les belles ruines

« Ce que vous apercevez là, Mesdames et Messieurs, entre le grand colosse et sous les deux mille coques du port de plaisance, c'est une petite orque désempée ; plus loin, intérieurement recouverte par les audacieuses architectures des marins, vous devinez la mer ; au-delà des kilomètres de brouillards de l'Estuaire et des parkings de dissipation, actuellement masqués par un nuage de vapeur d'huile et de bronze, il y a, semble-t-il, une délicieuse plage de galets ; enfin, vous reconnaîtrez dans cette imposante masse noire et caillée, qui s'étend à perte de vue, les vestiges d'une pyramide, émuant témoignage de l'attachante végétation méditerranéenne. »

« Voilà, Mesdames et Messieurs, la vision du désastre est terminée. N'oubliez pas le guide et laissez la tête : les Canadair volent dans cette année. »

BERNARD CHAPUIS.

Grève des cheminots du 22 au 24 août
UN TRAIN SUR QUATRE OU CINQ SUR LES GRANDES LIGNES
LIRE PAGE 24

Nouvelle crise en Inde

M. Singh a remis sa démission

Le gouvernement de M. Charan Singh a décidé, lundi 20 août, de démissionner plutôt que d'affronter un vote de confiance au Parlement, qu'il couvrirait grand risque de ne pas obtenir, et annoncé l'agence Press Trust of India.

Le cabinet a pris cette décision à la suite d'une réunion extraordinaire, après que le Congrès Indira de l'ancien premier ministre, Mme Gandhi, ait annoncé qu'il voterait contre le gouvernement, et après la démission des sept ministres et deux secrétaires d'Etat du Parti du Congrès. Cette formation était fortement divisée entre partisans et adversaires d'une participation au gouvernement de M. Singh. Ce dernier, qui avait prêté serment le 18 juillet, devait présenter son gouvernement devant la Chambre basse ce lundi.

Si le chef de l'Etat, M. Sanjiva Reddy, accepte la démission de M. Singh, il devra alors soit demander à M. Jagjivan Ram, chef de l'opposition (Janata), de former un nouveau cabinet, soit dissoudre le gouvernement actuel.

Le parti socialiste veut ouvrir aux luttes sociales une perspective politique

Avant même de formuler, lundi 20 août, devant les participants à un stage du parti socialiste à Anglet (Pyrénées-Atlantiques) ses propositions pour relancer l'union de la gauche sur la base la plus large, M. François Mitterrand savait à quoi s'en tenir sur l'accueil qu'elles rencontreraient. Aurélien-il eu des doutes, ou des illusions, que M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C., les lui aurait enlevés en rappelant, le matin même dans l'Humanité, les positions de son parti sur la priorité donnée à l'union à la base. Le P.S. n'en juge pas moins nécessaire d'ouvrir une perspective politique aux luttes sociales.

Dans le discours traditionnel de la gauche, prôner l'union à la base signifie qu'on la réclame au sommet. M. Georges Marchais a été très clair sur ce point en condamnant le caractère politique des accords d'états-majors et M. Claude Poperen a explicité lundi matin dans l'Humanité la ligne de son parti telle qu'elle a été arrêtée par le XXIII^e congrès : après « l'expérience cuisante » du programme commun, il convient de ne pas refaire les mêmes erreurs : les communistes ne veulent pas rassembler autour de leur parti, car cela relèverait de la « petite manœuvre », mais favoriser l'union, sans exclusive politique ou philosophique, de tous ceux qui se sentent victimes de la politique gouvernementale.

Cette démarche s'appuie sur des objectifs de lutte immédiate liés aux besoins populaires. Le P.C. entend modifier progressivement dans ce sens sa position traditionnelle, complétée par l'action idéologique, le rapport des forces entre le grand capital et les travailleurs. Autant dire que c'est une œuvre de longue haleine et qu'elle ne peut, il est vrai, être l'œuvre d'une étroite collaboration avec le P.S.

Les dirigeants socialistes sont toujours accusés d'avoir provoqué l'échec du programme commun et de ne se préoccuper que de l'élection présidentielle de 1981 (ce qui n'est pas entièrement faux).

(Lire la suite page 7.)
ANDRÉ LAURENS.

LE DÉBAT SUR LA PEINE DE MORT

Qu'aucune sentence ne soit irréversible

par ROBERT BADINTER (*)

On sait maintenant quels sont, en France, les partisans les plus acharnés de la peine de mort. M. Peyrefitte l'a-t-il dit au Monde : « Les véritables adversaires de l'abolition, ce sont ses partisans frénétiques... » (le Monde du 17 juillet 1979).

Les abolitionnistes, en vérité, les abolitionnistes ? Les abolitionnistes, ils descendent dans la rue, organisent des meetings de masse, se couchent sur les marches des palais de justice où l'on requiert la peine de mort ? A-t-on jamais vu les évêques fulminer en chaire contre les partisans de la peine de mort, le président de la Ligue des droits de l'homme ou le secrétaire général d'Amnesty International conduire des défilés de la République à la Bastille, ou les membres de l'Association française contre la peine de mort faire le siège de l'Assemblée quand M. Peyrefitte y discourt ? Si l'on doit parler de frénésie dans ce domaine, c'est du côté de quelques partisans de la peine capitale qu'il faut, hélas ! la constater. J'ai à cet égard des souvenirs très précis de palais de justice où une foule assourdie par une haine à proprement parler frénétique, non seulement contre l'assassin, mais contre ceux qui osaient s'élever à cet instant contre la peine de mort. Il est vrai que M. Peyrefitte ignore ces choses, lui qui ne connaît de la vie judiciaire que les

audiences solennelles de la rentrée, à la manière dont un général d'état-major ne connaît de la réalité militaire que la revue du 14 juillet...

A le lire, on a le sentiment qu'il existerait une sorte de négociation à propos de la peine de mort, que seule bloquerait l'intransigeance des abolitionnistes, refusant la peine de remplacement. De la même façon, les patrons de choc prennent toujours le public à témoin que ce sont les représentants des travailleurs qui interdisent tout progrès social par leurs « positions irréalistes », ou leurs « réactions de blocage », pour reprendre les termes de M. Peyrefitte. Ainsi rejette-t-on sur l'autre partie la responsabilité du refus que, secrètement, l'un a décidé de lui opposer. Cette vieille astuce politique, est mal venue dans le débat sur l'abolition. Et cela pour deux raisons :

La première est que les abolitionnistes ne constituent pas, en France, une force politique ni même un groupe de pression. Les abolitionnistes viennent des horizons religieux, philosophiques, sociaux les plus divers. Ils n'ont en commun qu'une conviction morale. Cette conviction commune ne suffit pas à les constituer en une force organisée, avec

(*) Avocat.

laquelle le gouvernement aurait à compter.

La seconde est que l'abolition ne saurait résulter d'une négociation, d'un accord entre forces opposées, comme l'augmentation du SMIC. L'abolition est une démarche morale — rien d'autre. Sa nature même exclut tout marchandage, tout troc. L'idée même d'une négociation à propos d'un principe moral est absurde, pour ne pas dire inconvenante.

En vérité, les choses sont simples. L'abolition de la peine de mort, comme toute modification de la loi pénale, ne dépend en France que du Parlement. Elle ne relève pas du gouvernement, même si l'agitation du ministre de la Justice à ce sujet pourrait laisser croire le contraire.

Dès lors, si le Parlement est composé en majorité d'abolitionnistes, différer la venue devant l'Assemblée nationale des projets de loi sur l'abolition, c'est tout simplement s'opposer à l'exercice normal de la souveraineté du peuple dont, dans un domaine législatif, le Parlement est le seul dépositaire. S'opposer à la volonté de la commission des lois appelant l'Assemblée nationale à se prononcer sur l'abolition, c'est tenir en mépris l'institution parlementaire et ses règles de la démocratie.

Or, contrairement à ce qu'affirme M. Peyrefitte, il existe une majorité parlementaire en faveur de l'abolition.

D'abord toute la gauche française sera présente, unanime, à ce rendez-vous de notre histoire. Ensuite, parmi les deux cent quatre-vingt députés de la majorité, comment ne s'en trouverait-il pas cinquante au moins pour vouloir en finir avec la guillotine ? Le premier ministre et Mme Veil ne se sont-ils pas publiquement prononcés en faveur de l'abolition ? Il ne peut y avoir un divorce radical à propos d'un choix essentiel de société entre une majorité politique et ses leaders.

(Lire la suite page 2.)

La Tchécoslovaquie à la recherche du temps perdu

I. — Le vaste territoire de l'indifférence

De notre envoyé spécial
MANUEL LUCBERT

Il y a onze ans, le 21 août 1968, les tanks de cinq pays du pacte de Varsovie, U.R.S.S. en tête, envahissaient la Tchécoslovaquie pour mettre fin à l'« expérience d'un « socialisme à visage humain », par trop contraire à l'orthodoxie moscovite. Manuel Lucbert est allé sur place se rendre compte de l'état actuel de ce pays.

Prague. — La première surprise nous attend à la frontière. Après trois ans de purgatoire et de refus de visa répétés, nous nous attendions à un contrôle policier et douanier en règle avant d'entrer dans ce « p'tit coin de paradis » du socialisme réel que veut être la Tchécoslovaquie de M. Husak. Surprise : en une vingtaine de minutes, alors qu'une dizaine de voitures nous précèdent, les formalités indispensables sont expédiées. La barrière métallique se lève, le soldat de service — un appelé, à en juger par son âge — se met au garde-à-vous et déjà apparaît devant nous, au premier détour de la route, la colline où se dresse, surplombant le Danube, le château de Bratislava.

Avant la guerre, une sorte de train de banlieue amenait ici, le samedi soir, une foule de Vénusiens, qui venaient en volants d'écouter un « Casprik » (un tour de vin, un quart d'eau pétillante) dans les guinguettes au bord du fleuve. Aujourd'hui, Vienne et l'ancienne Presbourg des Autrichiens, distantes seulement d'une vingtaine de kilomètres, se situent dans deux mondes radicalement différents. L'empire soviétique a supplanté celui de Habsbourg. Le petit train du samedi soir appartient à la catégorie des souvenirs nostalgiques qui unissent, par-delà les frontières, les peuples d'Europe centrale.

La deuxième bonne surprise nous est réservée à Prague, au Centre d'information pour les journalistes étrangers. A notre arrivée dans cet organisme très officiel, lieu de passage obligé pour tous les correspondants qui veulent avoir accès aux sources d'informations gouvernementales, tout est prêt. Les rendez-vous demandés plusieurs semaines auparavant sont fixés, le program-

me est établi, l'interprète retenu. Situation tellement inhabituelle en Europe de l'Est qu'il faut bien s'interroger sur son sens. A l'évidence, les autorités tchécoslovaques essaient de présenter, depuis quelque temps, à leurs hôtes, un visage sinon souriant, du moins courtois.

(Lire la suite page 5.)

UN DOSSIER SUR L'AUDIO-VISUEL

Le monopole mis à nu

L'action engagée par le parti socialiste sous la forme d'émissions de radio libre, au début de l'été, a provoqué deux sortes de réactions de la part du gouvernement, et ouvert un débat.

Le ministère de la Justice poursuit, par l'intermédiaire des parquets de Paris et de Montpellier — les deux villes où a émis Radio-Riposte — les personnes qui ont participé à ces émissions illicites. M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., est, en particulier, convoqué

par le doyen des juges d'instruction de Paris, le 24 août. Parallèlement, le gouvernement a invité les partis politiques qui mettent en cause le monopole d'Etat sur la radio et la télévision à le faire dans les formes légales en proposant la modification de la loi du 7 août 1974.

Le Monde participe à ce débat en publiant les points de vue et propositions de responsables politiques qui ont étudié le dossier ou qui ont une expérience concrète de cette forme d'expression. (Lire page 16.)

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE SAHARIENNE

Le roi Hassan II ne s'opposerait pas à l'arrivée au pouvoir du Polisario à Nouakchott

La conférence de presse donnée par le roi Hassan II le dimanche 19 août n'avait pas suscité, de réaction officielle, à Alger. De même, Nouakchott n'avait pas encore commenté les propos très durs du souverain sur la « débandade » mauritanienne et l'hypothèse qu'il a évoquée d'une prise de contrôle de ce pays par le Front Polisario, « affaire intérieure » dans laquelle le Maroc n'interviendrait pas.

Fès. — Serein, beaucoup moins fatigué qu'il ne l'avait paru ces derniers temps, le roi du Maroc a mis cartes sur table et exposé son analyse sur l'évolution du conflit saharien avec une franchise inhabituelle aux chefs d'Etat. Le ton était à la Realpolitik. Chiffres et pourcentages des déclarations de Hassan II.

1) Le Polisario — dont le roi a prononcé le nom à plusieurs reprises — est un « mouvement mauritanien », et s'il prendrait demain le pouvoir à Nouakchott, le Maroc, considérant qu'il s'agit d'une « affaire intérieure », n'interviendrait pas.

2) Le royaume est prêt, quant à lui, à défendre ses frontières « jusqu'à la mort », mais il n'a, désormais, plus de revendication territoriale : la question des enclaves espagnoles devrait se résoudre « sans qu'on se fâche », et, surtout, un accord existe avec l'Algérie sur Tindouf et le tracé de la frontière saharienne, qui sera ratifiée aussitôt que le climat général des relations avec l'Algérie le permettra.

3) Si l'Algérie espérait, à travers ce conflit, gagner des « fenêtres » sur l'Atlantique, elle peut maintenant les obtenir de la Mauritanie.

4) Si une guerre éclatait entre le Maroc et l'Algérie, les deux pays en sortiraient « épuisés », que le seul véritable gagnant serait Tripoli.

« Nous avons pris nos responsabilités »

5) Les chances de conclure un accord avec Alger « existent » et sont « peut-être même plus grandes » aujourd'hui qu'il y a deux ans. « Je pense pouvoir vous éclairer d'un mot et d'un au maximum », a répondu le roi.

Ouvrant sa conférence de presse, Hassan II a tout d'abord rappelé que, depuis l'accord signé avec Madrid en 1966, c'était toujours « par la voie juridique » que le Maroc s'était fait restituer, étape par étape, ces territoires par l'Espagne. Brosant le long historique de ce « cheminement », il en voit l'aboutissement dans le rattachement de Tiris-Et-Gharbia au royaume. « En allant à Dakhla, le Maroc a défendu la légalité », dit-il, en qualifiant l'accord d'Alger entre la Mauritanie et le Polisario de « papier signé à l'issue d'un pique-nique ».

A l'appui de sa thèse, le roi rappelle l'arrêt rendu par la Cour internationale de La Haye, qui avait

De notre envoyé spécial

estimé que le Sahara n'était pas un « bien sans maître », une « terra nullius », que des liens d'allégeance l'unissaient au Maroc et que s'il y avait, à l'époque, conflit entre Rabat et Madrid, il n'y en avait pas entre Nouakchott et Madrid. Or poursuit le roi, « l'accord d'Alger allait faire du Rio de Oro une terra nullus car on allait remettre un territoire à quelqu'un qui n'existait pas : le Polisario (...). Cela, le Maroc ne pouvait pas l'accepter (...). Juridiquement, nous estimons que le papier signé à Alger n'engage que ses signataires ».

Le roi pense, en outre, que : « La façon dont les Mauritanais ont quitté la Tiris-Et-Gharbia n'est pas une décolonisation », et que l'application de leur accord avec le Polisario aurait violé les résolutions de l'ONU, prévoyant la consultation des habitants du Sahara. « Jamais le droit et la volonté des populations n'avaient été aussi gravement bafoués », a-t-il dit avant d'ajouter, évoquant la « volonté spontanée exprimée par les gens de Dakhla » : « Nous avons pris nos responsabilités et, ce faisant, nous considérons que les populations ont été consultées ».

A partir de cette position — de droit ou de force suivant les points de vue — Hassan II trace, en répondant aux questions, le cadre d'un éventuel retour à la paix dans le Nord-Ouest africain, tel qu'il l'envisage.

D'abord le point-clé : « Si la Mauritanie était attaquée, nous la défendrions, sauf contre le Polisario (...). J'ai conseillé aux populations mauritanaises, qui se nomment Polisario, ou bien de prendre le pouvoir chez elles, ou bien d'aller reconstruire leur pays (...). On peut remarquer les Algériens d'avoir réconcilié des frères, le Polisario et la Mauritanie. C'est une affaire intérieure ».

Le roi évoque ensuite le pèril que constituerait pour Rabat et Alger une guerre qui opposerait et dont « la Libye serait heureuse, car Kadafi voudrait prendre le leadership dans la région ».

A propos de la frontière avec l'Algérie au Sahara, il observe : « L'accord est signé. Il l'a été en juin 1972. Je ne rai rien de ce qui a été signé par mon ministre des affaires étrangères ».

Les chances d'un accord avec l'Algérie : « Peut-être le président Cheddi attend-il d'avoir les coudées plus franches, mais ses chances ne sont pas minces. Je dirai peut-être qu'elles sont plus grandes. L'accord d'Alger n'a pas encore dit tout ce qu'il avait à dire ».

Sur les intentions d'Alger, le roi formule deux hypothèses : « La Mauritanie allait signer à Tripoli le couronnement dans l'attente mauritanienne et c'est pour cela que les Algériens ont voulu que n'importe quel accord fut signé pourvu qu'il le fût à Alger ».

Par ailleurs, il y avait peut-être dans cette attitude « une façon de dire : je n'ai pas de revendication

territoriale, mais j'ai aussi un droit d'accès à la mer ». Alger peut maintenant exorciser ce droit « par la Mauritanie », à travers ses amis du Polisario », commente Hassan II, et il ajoute : « Du reste, s'ils avaient demandé cela, on aurait pu d'entendre. Je leur aurais donné deux, trois ports entourés de barbelés pour éviter la contrebande, et loués avec des baux de quatre-vingt-dix-neuf ans ».

L'aspect historique

Abordant l'aspect historique du dossier saharien, le roi estime que le Maroc pourrait « un jour ou l'autre demander la démission du gentleman de la France et de l'Espagne », qui auraient, à l'en croire, dans leurs archives, « de quoi démontrer qu'il n'y a jamais eu de peuple sahraoui ».

Dans le domaine diplomatique, c'est surtout la violente charge de Hassan II contre les conditions dans lesquelles Rabat a été mis en minorité au dernier sommet de Monrovia, qui retient l'attention. Parant d'une « conférence tam-tam », le roi a annoncé que tout en n'abandonnant pas son siège à l'organisation pan-africaine, il « resterait peut-être absent quelque temps ».

Sans apparemment se soucier de la dégradation de la position internationale du Maroc dans la crise saharienne, Hassan II a implicitement proposé à l'Algérie, au nom du réalisme, une sorte de marché. On pourrait résumer l'offre en une phrase : laissez-nous en paix à l'intérieur de nos frontières, et nous vous laisserons agir à votre guise en Mauritanie, par Polisario interposé.

Mais reste à savoir, d'une part, ce qui pourrait pousser l'Algérie à répondre positivement, alors que sa position diplomatique a été renforcée et, d'autre part, si le roi croit réellement, de son côté, que son marché pourrait intéresser Alger. Le sombre tableau qu'il a fait connaître, selon lui, très probable, que provoquaient, entre les différents ethnies mauritanaises, le « retour » du Polisario à Nouakchott, laisse penser le contraire.

BERNARD GUETTA.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi KIDJ, souhaite une médiation arabe dans le conflit saharien. Après s'être entretenu avec les représentants algériens et marocains à Tunis, M. KIDJ a adressé, samedi 18 août, une note à tous les pays membres pour les informer de ses contacts et leur proposer d'envisager une action de médiation auprès des parties intéressées, en vue d'éviter un « affrontement armé » et d'élaborer une solution pacifique du problème. — (Corresp.)

« Le Sahara occidental demeure un territoire international »

nous déclare M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères

De notre correspondant

Saint-Sébastien. — « En se retirant du Sahara occidental, la Mauritanie a abandonné son rôle d'administrateur d'un territoire qui doit rester « international ». Les jours qui ont suivi, un territoire international. On ne peut parler sérieusement de provinces au Sahara occidental. Une telle qualification est sans portée internationale lorsqu'elle se réfère à un territoire soumis aux principes des résolutions 1514 et 1541 des Nations unies ».

Ces déclarations de M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, recueillies samedi 18 août, à Saint-Sébastien, où le ministre s'est rendu pour le colloque de la conférence de la première réaction officielle de l'ancienne puissance coloniale au Sahara occidental. M. Oreja prend acte de l'accord de paix signé le 5 août à Alger entre le Front Polisario et la Mauritanie et condamne implicitement l'annexion, par le Maroc, du Tiris-Et-Gharbia, abandonné par la Mauritanie et considéré désormais par Rabat comme l'une de ses « provinces », sous le nom de « Région de Tindouf ».

« Notre position envers l'un des problèmes les plus graves existant en Afrique n'a jamais variée depuis 1976, affirme le chef de la diplomatie espagnole. Nous pourrions qu'un référendum permette à la population sahraoui de s'autodéterminer. Il s'agit d'un problème de décolonisation ».

L'Espagne, poursuit M. Oreja, estime que le Sahara occidental n'est pas une partie représentative du peuple sahraoui. La position de son gouvernement est identique à celle de l'Organisation démocratique (O.D.) parti gouvernement espagnol, qui reconnaît le Polisario comme « unique représentant du peuple sahraoui ». L'importance de cette organisation est néanmoins un fait, qui a été souligné par l'entrevue accordée le 1^{er} mai dernier, à

Alger, par le président du gouvernement espagnol (M. Adolfo Suarez), au secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz.

« Pour nous, estime M. Oreja, la reconnaissance (plénière) du Polisario et de la République arabe sahraoui démocratique (R.A.S.D.) est subordonnée à la conclusion d'un accord de paix et de la libre détermination des populations du Sahara occidental. Nous appuierons toute résolution de l'ONU ou de l'O.N.A. concernant l'organisation d'un référendum et nous sommes prêts à répondre à un appel éventuel, y compris à permettre aux parties concernées de se réunir à Madrid, pour autant que l'Espagne ne soit plus considérée comme puissance administrante du Sahara ».

Divergence d'interprétation avec Rabat

« Je voudrais dire, ajoute le ministre espagnol, que nous avons la plus grande estime pour le peuple et les autorités marocaines, avec lesquels nous voulons développer une politique de coopération dont la base a été jetée lors de la visite du roi Juan Carlos au Maroc (en juin dernier). Nos relations bilatérales sont bonnes, mais il existe entre nous un problème d'interprétation d'une question internationale, que nous voudrions voir résolue, afin de favoriser notre volonté sincère de dialogue ».

Remontant à l'origine de cette divergence d'interprétation, le chef de la diplomatie espagnole précise en substance que l'Espagne considère comme sans effet le serment d'allégeance au roi du Maroc prononcé le 25 février 1976 à El Ayoun par la Djemaa (Assemblée de notables sahraouis créée par l'Espagne). « Les Marocains, poursuit M. Oreja, disent que la Djemaa s'est prononcée et le réplique toujours que ce n'est pas vrai. La Djemaa s'est effectivement réunie, mais pour un

autre motif : la lecture de l'accord de Madrid, conformément à ce qu'avait annoncé la veille l'ambassadeur du Maroc dans notre capitale. C'est au cours de cette séance d'information qu'on a demandé aux membres de la Djemaa de se prononcer sur l'avenir du territoire. Le gouverneur espagnol s'est alors retiré et sa présence était une condition nécessaire à la validité d'une telle décision de la Djemaa. Après cette première entorse à l'accord de Madrid, le Maroc et la Mauritanie se sont parités le territoire, ce qui ne pouvait être fait à la lumière de l'accord de Madrid, qui parle de l'administration du Sahara occidental et de l'exercice d'une souveraineté ». La situation créée depuis le 5 août dans son ancienne colonie va-t-elle isoler l'Espagne à distance de l'accord de Madrid ? A quel bon ? répond M. Oreja. L'accord est déjà vidé d'une bonne part de sa substance et l'Espagne ne peut reconnaître la puissance administrative, comme à la veille du 14 novembre 1975.

Après avoir remarqué que le problème du Sahara occidental sera soulevé au sixième sommet des non-alignés au début septembre à La Havane, M. Oreja saisi l'occasion pour « dissiper les malentendus » suscités par l'annonce de la présence de l'Espagne à cette conférence, à titre de pays invité (le Monde des 3 et 15 août). « En décidant de se rendre au sommet de La Havane, affirme le ministre, l'Espagne a répondu à la demande d'une grande partie des pays d'Amérique latine... Notre présence ne doit pas être jugée « malentendue », mais doit être jugée « bienvenue ». L'Espagne a répondu à la demande d'une grande partie des pays d'Amérique latine... Notre présence ne doit pas être jugée « malentendue », mais doit être jugée « bienvenue ». L'Espagne a répondu à la demande d'une grande partie des pays d'Amérique latine... Notre présence ne doit pas être jugée « malentendue », mais doit être jugée « bienvenue ».

(Interm.)

Dans les « bases arrière » du Polisario près de Tindouf

« Le vent marocain ne peut pas nous atteindre »

De notre envoyé spécial

Région de Tindouf. — « Le vent marocain ne peut pas nous atteindre », a-t-il dit à d'autres chefs de tribus dans la grande tente de cérémonie, le vieux dignitaire sahraoui sourit entre deux gorgées de thé vert. Il ne dit rien d'autre que cette phrase énigmatique. Sa sentence — et son sourire — peut pourtant illustrer l'attitude, ces derniers jours, de tous ceux qui composent les « bases arrière » du Front Polisario en territoire algérien, habitants des camps de réfugiés, combattants, responsables politiques... A en croire les Sahraouis, il n'y aurait « rien de nouveau ».

L'occupation de Dakhla par les Marocains, un simple épisode, alors que « l'armée d'Hassan II est installée en territoire sahraoui depuis 1975 ». Les revendications territoriales du mouvement sahraoui ? « Folle expansionnisme » opposée au « droit légitime du peuple sahraoui ». Les menaces marocaines d'un conflit ouvert ? Une simple « provocation ».

Rien, en apparence, ne semble pouvoir troubler la sérénité du Front. Même les réjouissances organisées, jeudi 16 août, en l'honneur de M. Stefan Solaz, président de la sous-commission des affaires africaines du Congrès américain, qui achevait à Tindouf une tournée des pays concernés par le conflit du Sahara occidental (le Monde des 19-20 août), ne sont en rien, aux yeux du Polisario, une réplique aux cérémonies marocaines de Dakhla.

Si le Front mobilise ses forces, il se garde bien de le montrer dans la « concession » qu'il occupe en territoire algérien. Aucun mouvement de troupes n'est visible. « Tous nos combattants sont dans les territoires libérés », explique un jeune officier. La visiteur ne trouve dans la hammadra rocaillieuse du désert aucun des signes annonçant une quelconque mise en état d'alerte. Passé le dernier poste algérien, le « territoire » du Front se compose de camps de dépôts d'eau ou de carburant, d'un hôpital de campagne et de cantonnements administratifs.

« Nous sommes ici, dit un conseiller du gouvernement, parce que la population sah-

raoui, fuyant l'invasion marocaine de 1975, avait besoin d'un abri. Cette répartition entre les activités civiles et militaires, cette distinction entre « l'arrière » et les « territoires sahraouis », permettant d'observer une grande discrétion sur la force active du mouvement.

Ainsi est-il inutile de demander ici le bilan de l'opération, lancée samedi 11 août, contre le poste de Biranzaran, situé à 150 kilomètres de Dakhla. Le Front Polisario ne donne aucune précision sur le déroulement du raid et ne fournit aucun chiffre de ses pertes.

Les prisonniers marocains

En revanche, les cent soixante-quinze prisonniers marocains sont bien visibles. Alignés dans un coin de désert, près des véhicules et de l'armement récupérés par le Front, ces soldats, appartenant aux compagnies qui défendaient l'accès de Biranzaran, sont arrivés la veille. Blessés à la poitrine, le commandant et le second du bataillon marocain ne descendent pas. Il accuse son état-major d'avoir volontairement coupé les liaisons radio et l'aviation royale d'avoir trop tardé à intervenir. Il ignore, explique-t-il, que 150 kilomètres plus loin, des cérémonies officielles avaient commencé. « Maintenu de force au Sahara occidental deux ans après avoir atteint l'âge de la retraite », cet officier estime que « le Maroc ne pourra jamais gagner la guerre ». Les témoignages de ces soldats constituent, pour le Front Polisario, la plus efficace des répliques aux « visées expansionnistes de Hassan II ».

Ausel laisse-t-on le visiteur avoir de longues conversations avec les prisonniers, écouter ces récits d'une armée enlisée dans le désert, trop lourde, oubliée par Rabat, à 2000 kilomètres de ses bases. « Nos hommes n'ont plus la moral, affirme le lieutenant. La population marocaine, dont on dit qu'elle veut la guerre, est tenue dans l'ignorance de la situation de ses troupes ». Selon cet officier, les pertes marocaines

dans l'engagement de Biranzaran s'élevaient à « plus de deux cents morts ».

Le Front Polisario affirme qu'il n'envisage pas de s'appuyer sur l'éventuelle lassitude de l'armée marocaine. Officiellement, « nul n'a intérêt à chercher à renverser le roi ». « Nous-mêmes, nous expliquent M. Béchir M. a h m o u d Sayed, secrétaire général adjoint du Front, cherchons à trouver un terrain d'entente avec lui. Nous n'avons jamais envisagé non plus une victoire militaire totale. Nous faisons la guerre pour contraindre le roi à accepter un règlement politique du conflit ».

En revanche, les sourires des hommes du désert disparaissent lorsqu'on évoque le comportement mauritanien, à la suite de l'accord d'Alger. Cette fois, la réponse est donnée avec précision : « Notre amie la Mauritanie est une autruche qui se trouble dès qu'elle se sent inquiète », estime M. Sayed. Nouakchott n'aurait pas, selon le secrétaire général adjoint du Front, respecté les clauses énoncées contenues dans l'accord signé le 5 août : les Mauritanais n'auraient pas tenu leur promesse de maintenir une présence provisoire dans le Tiris-Et-Gharbia, « le temps de mettre sur pied l'organisation des conditions d'un règlement politique généralisé auquel le Maroc aurait été associé ».

Les Sahraouis n'en font pas mystère : ils auraient souhaité que les Mauritanais jouent en quelque sorte un rôle tampon dans cette région du Sahara occidental. « Or, explique un combattant, ils ont fui, laissant nos populations aux mains des Marocains, alors qu'ils devaient connaître le risque d'un coup de poker de la part de Hassan II ».

L'ombre de la colère est passée et nos interlocuteurs retournent à leurs alléances tactiques. Le Front frapperait-il vraiment au Sud-Marocain, comme il l'a annoncé ? Cherchera-t-il l'épreuve de force à Mylata. « Notre mouvement de libération a l'éternité devant lui, répète-t-on sous la tente quand le soir tombe sur le désert. Nous ne sommes pas impatients ».

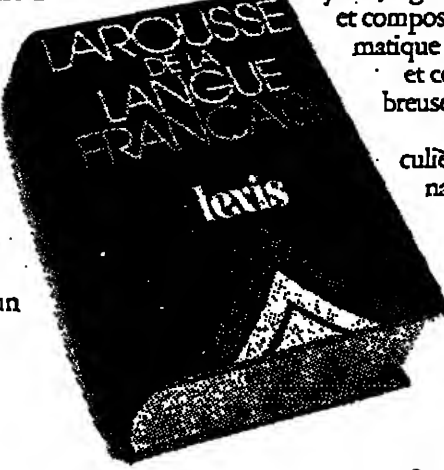
PHILIPPE BOGGIO.

Faites une révision grammaticale.

Bien régler l'accord d'un participe passé, vérifier le pluriel d'un mot composé, c'est nécessaire de temps en temps.

Le Larousse de la langue française est le seul dictionnaire qui contienne une grammaire. A part et complète.

C'est aussi, avec plus de 76.000 mots, le plus riche des dictionnaires de la langue en un seul volume.



Sa grande originalité : la construction des articles avec regroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires.

Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique.

Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

Larousse de la langue française : Le nouveau code de la langue.

EUROPE

Italie

DIRIGEANT PRÉSUMÉ DE L'« AUTONOMIE OUVRIÈRE » M. Franco Piperno a été arrêté à Paris

M. Franco Piperno, un des dirigeants présumés du mouvement autonome en Italie, a été arrêté, samedi soir 18 août, dans un café de la rue Truchet, à Paris (8^e arrondissement), par des policiers de la première brigade territoriale, en exécution d'un mandat d'arrêt international lancé par le procureur de la République de Padoue.

Quelques instants plus tôt, M. Piperno avait accordé au journal « Libération » une interview qui devrait être publiée prochainement. La préfecture de police fait preuve en cette affaire du plus grand mutisme et se refuse notamment à confirmer si l'arrestation de M. Piperno résulte d'une dénonciation par un touriste italien.

De notre correspondant

Rome. — En 1968, dans les assemblées, sur les forums, M. Franco Piperno était sans doute le plus brillant des leaders étudiants. Avec ses amis Toni Negri et Oreste Scalzone, aujourd'hui en prison pour les mêmes chefs d'accusation que ceux qui ont motivé son arrestation, M. Piperno était l'un des plus actifs des organisations d'extrême gauche, Pouvoir ouvrier, dont plusieurs membres devaient se livrer ensuite au terrorisme. En 1972, il abandonne le militantisme politique, avec lequel il renoua cinq ans plus tard. Entre-temps, M. Franco Piperno enseigne à l'université de Calabre. Comme Toni Negri, il devient un des leaders de l'Autonomie ouvrière et prêche la « violence spontanée » comme réponse à celle de l'Etat. Parallèlement, M. Piperno et ses camarades ont de violentes polémiques avec les Brigades rouges. Pour eux, le terrorisme ne pourra être dépassé que par un processus révolutionnaire plus ample, un processus de guérilla.

Le 7 avril dernier, les principaux dirigeants de l'Autonomie ont été arrêtés à Padoue. Ils sont inculpés de participation à bande armée, de création d'association subversive et d'insurrection contre les pouvoirs de l'Etat. En clair, ils sont accusés d'avoir participé à l'enlèvement et au meurtre d'Aldo Moro. Seul, M. Piperno échappe à la police italienne. Pendant ses quatre mois de fuite, il va multiplier les interviews et les articles dans les journaux. Il s'y présente d'abord comme un intellectuel, spécialiste de la révolution, sans doute, mais fort éloigné du terrorisme actif. Il prend même le soin d'avertir la police qu'il n'est pas armé. Récemment, sa situation devient plus difficile, quand on lui reproche d'avoir procuré un refuge à deux dirigeants importants des Brigades rouges. Mais M. Piperno rejette ces accusations comme les précédentes, et propose une trêve et une amnistie entre les terroristes, qualifiés de « seigneurs de la guerre », et l'Etat. Amnistie, ajoutait-il, qui pourrait sauver beaucoup de jeunes de l'engrenage du terrorisme.

Quels sont, ou quels ont été, les rapports exacts entre ces dirigeants de l'Autonomie ouvrière et les Brigades rouges ? Au-delà des accusations lancées — jusqu'ici sans preuve formelle — par la justice italienne, il est bien difficile de répondre à cette question. On sait seulement que, au moment de l'affaire Moro, les partisans d'une négociation avec les Brigades rouges, des dirigeants socialistes notamment, considéraient M. Piperno en vue d'un contact éventuel avec les ravisseurs du président de la démocratie chrétienne.

Portugal

Le Parlement a approuvé le programme de gouvernement de Mme Pintassilgo

De notre correspondant

Lisbonne. — Le Parlement portugais a approuvé le samedi 18 août le programme de gouvernement de Mme Pintassilgo. La motion de rejet présentée par le parti social-démocrate et par le centre démocratique et social n'a obtenu que 79 voix. Socialistes et communistes se sont abstenus et, du même coup, évité de s'associer aux mesures impopulaires que le nouveau gouvernement sera obligé de prendre. Seuls les dissidents du parti social-démocrate de l'ASD.I et les dissidents du PSD, amis de l'ancien ministre de l'Agriculture M. Lopes Cardozo, ont voté contre la motion.

Les débats se sont déroulés dans un climat d'agressivité extrême. Centristes et sociaux-démocrates ont multiplié les attaques contre le premier ministre qui a répondu sur le même ton.

(Interim.)

Union soviétique

Les participants au congrès international des sciences politiques dressent un bilan mitigé de leurs travaux

De notre correspondant

Moscou. — Le onzième congrès de l'Association internationale des sciences politiques s'est tenu à Moscou du 12 au 18 août. Premier congrès à se dérouler dans un pays de l'Est depuis la fondation de l'association, y a trente ans, il a réuni environ mille cinq cents participants d'une cinquantaine de pays. Les délégations les plus importantes étaient celles des Etats-Unis de l'U.R.S.S. (deux cent cinquante personnes chacune). La France était représentée par de nombreux délégués, dont Mme Carrère d'Encausse, MM. Merle, Léo Hamon, Cayrol, etc. Vingt-huit sections, vingt-quatre comités et groupes de recherche, plus de sept cents

communications et interventions autour des thèmes : la politique de paix, la politique de développement et de changement des systèmes, et enfin l'accumulation des connaissances politiques depuis 1945. Voilà pour le bilan officiel, auquel il faut ajouter des thèmes particulièrement chers aux Soviétiques comme : l'Etat, en tant que puissance politique.

Pour de nombreux participants occidentaux, l'intérêt du congrès s'est situé sur un autre plan, celui du débat sur les droits de l'homme. Ce débat a-t-il eu lieu ? Les avis sont pour le moins partagés, tant comme d'ailleurs les réponses à la question que se posent les politologues : « Peut-on réunir à Moscou un congrès de sciences politiques ? » Certains participants, notamment le professeur Karl Deutsch, ancien président de l'Association, se déclarent satisfaits. Ils font remarquer que les Soviétiques ont dû accorder des visas à tous les participants, notamment aux Israéliens (mais aussi aux Coréens du Sud et aux délégués d'autres pays avec lesquels l'Union soviétique n'entretient pas de relations diplomatiques). Ils insistent aussi sur les possibilités de dialogue et de contacts humains entre chercheurs et spécialistes des deux camps. Au passage, ils relèvent qu'il y a eu des surprises sur le nombre et la qualité des politologues soviétiques. Enfin, plusieurs participants, dont M. Léo Hamon, estiment qu'il était bon de venir à Moscou tenir des propos qui ne font pas nécessairement plaisir aux Soviétiques et défendre des principes comme ceux du pluralisme et des libertés individuelles.

Un comité d'étude sur les droits de l'homme

D'autres participants occidentaux ne partagent pas cette opinion. Ils notent que les organisations soviétiques ont refusé d'accepter le professeur Léo Hamon pour participer aux travaux du Comité pour l'approche quantitative et mathématique de la politique, et qu'il était bon de venir à Moscou tenir des propos qui ne font pas nécessairement plaisir aux Soviétiques et défendre des principes comme ceux du pluralisme et des libertés individuelles.

Si des participants ont pu remarquer des dissidents, tout-à-fait remarquable, c'est presque clandestinement et si le professeur Andreï Sakharov a pu se promener une matinée dans les corridors de l'université de Moscou, c'est parce qu'un délégué lui avait prêté son badge et que le service d'ordre ne l'avait pas reconnu (pas plus d'ailleurs que la plupart des congressistes).

Un comité d'étude sur les droits de l'homme a été constitué en marge du congrès. Sous la présidence du professeur Jacques Frémont (Suisse), il se livrera à un travail théorique sur l'application des droits de l'homme.

Le prochain congrès se tiendra en 1983 à Rio-de-Janeiro. Le professeur Claudio Mendez, nouveau président de l'Association internationale des sciences politiques, a souligné la signification de ce choix au moment où certains pays d'Amérique latine s'apprêtent à reprendre le chemin de la démocratie et du pluralisme.

● Un avocat canadien, M. Irwin Collier, a été expulsé, dimanche 19 août, d'U.R.S.S. après avoir tenté de rendre visite aux parents d'Andréï Chicharenko, le dissident juif condamné à treize ans de prison en juillet 1976 sous l'accusation d'espionnage. D'autre part, à Montréal, lors d'un congrès international d'astronomie, quatre-vingts astronomes, dont deux prix Nobel, ont signé une pétition demandant à l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. d'agir pour faire obtenir des visas d'émigration à MM. Jacob Alpert, spécialiste de l'espace, et Vladimir Dechevsky, astrophysicien. — (Reuter.)

● La population soviétique comptait 263,4 millions de personnes au 1^{er} juillet, « ce qui représente un accroissement de 2,2 millions de personnes par rapport à la même période de l'année dernière », indique l'agence Tass. — (A.F.P.)

ASIE

Afghanistan

Un mouvement d'opposition crée un « gouvernement islamique » dans une province « libérée »

« Nous avons la preuve que des rebelles anti-gouvernementaux campent en territoire pakistanois et qu'ils y reçoivent une formation militaire », a déclaré, dimanche 19 août à Kaboul, le premier ministre afghan, M. Habibullah Amin. Il a critiqué les « Etats-Unis, la Chine, l'Iran et le Pakistan, qui aident directement et indirectement » les opposants musulmans. « Nous avons saisi des armes chinoises », a-t-il précisé. « Nous avons reçu une importante aide de l'Union soviétique, financière et politique, a ajouté M. Amin. Nous sommes convaincus que, grâce au traité de paix et d'amitié (avec l'U.R.S.S.), nous pourrions tout faire pour protéger notre révolution. En comparaison avec les six cent mille Afghans qui se trouvent actuellement au Pakistan, pendant la guerre, nous n'avons pas plus de mille six cents conseillers soviétiques, peut-être entre mille et mille cinq cents. »

D'autre part, dans un message adressé aux dirigeants afghans à l'occasion du sixième anniversaire de l'indépendance, MM. Brejnev et Kossyguine se sont déclarés samedi « fermement convaincus » que les relations soviéto-afghanes, faites « d'amitié indissoluble, d'authenticité bon voisinage et d'utile coopération multilatérale », sont constamment se raffermir et s'approfondir.

Pendant ce temps, selon des informations en provenance du Pakistan, où sont réfugiés des dirigeants des mouvements de résistance au régime, trois offensives distinctes se déroulent actuellement en direction de Kaboul : dans la province de Bamyan, où des avions gouvernementaux auraient mitraillé des villages ; dans celle de Kanduz, frontalière de l'Union soviétique ; et dans la province de Paktia, où Kaboul et la frontière afghane.

Le mouvement Hekmé Islami, pour sa part, poursuit la création d'un « gouvernement islamique » dans la province de Rasmat, au centre du pays, qui, selon lui, « a été totalement libérée ». Cette organisation ne fournit toutefois aucune précision sur le nom des membres de ce « gouvernement » ni sur son programme. — (U.P.I., A.F.P.)

Cambodge

Les deux régimes rivaux s'accusent mutuellement d'avoir dévasté les temples d'Angkor

« Le Vietnam a entrepris l'élimination physique de la race khmère », a déclaré lundi 20 août à l'A.P. de Bangkok le prince Sisowath Chulavong, ancien professeur et officier dans l'armée du régime Lon Nol, et qui a fui le Cambodge après avoir vécu quatre ans dans les coopératives khmères rouges et travaillé cinq mois comme ouvrier au service des Vietnamiens dans l'ouest du pays. Le prince, qui se trouve avec sa famille dans un camp de transit en attendant d'aller en France, a ajouté : « Tous les anciens fonctionnaires civils et militaires ayant appartenu à l'administration du prince Sihanouk ou à celle du maréchal Lon Nol sont « ramassés » et envoyés en rééducation au Vietnam. Aucun d'entre eux n'est revenu », a-t-il affirmé. « En revanche, les Vietnamiens récupèrent les cadres khmers rouges subalternes et, après une brève période de rééducation, les renvoient dans leurs villages comme auxiliaires de l'administration vietnamienne (...). Dans les écoles, les enfants doivent chanter : « Les enfants du Cambodge aiment leur pays et l'Union Ho ». Selon lui, la population espère le succès des maquis « Khmer Sereika » (nationalistes anti-communistes).

D'autre part, l'envoyé spécial de l'A.P. à Phnom-Penh raconte qu'il a retrouvé dans l'ancienne prison khmère rouge de Toul-Sleng un dossier sur un prisonnier américain du nom de James William Clark. Selon le dossier, il aurait été capturé le 21 avril 1978, avec un autre Américain appelé Len MacNamara, alors qu'il naviguait à bord d'un voilier au large des côtes khmères ; il aurait « reconnu » être en mission pour la CIA afin de recueillir des renseignements sur la marine cambodgienne.

Enfin, les deux régimes khmers s'accusent mutuellement d'être responsables de destructions dans les temples d'Angkor. Selon Phnom-Penh, les Khmers rouges les ont tortement endommagés ; d'après des derniers, des bas-reliefs et des statues auraient été emmenés vers le Vietnam. Les touristes et diplomates qui avaient visité les temples l'an dernier les avaient trouvés intacts, bien que fort mal entretenus. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Nicaragua

Le ministre de la réforme agraire dénonce les trotskistes et les groupes d'extrême gauche

Managua (A.F.P.). — Le premier mois de gouvernement sandiniste a été marqué dimanche à Managua par une manifestation au cours de laquelle M. Jaime Weolock, chargé de la réforme agraire, a lancé de violentes attaques contre les trotskistes et les groupes d'extrême gauche.

M. Jaime Weolock, membre de la tendance prolétarienne du front sandiniste, a taxé de contre-révolutionnaires « les trotskistes et tous ceux qui veulent accélérer la révolution du régime au Nicaragua ».

Le gouvernement avait déjà, il y a quelques jours, dénoncé une soi-disant tentative de membres de la brigade internationale Simon Bolívar, constituée d'éléments d'extrême gauche latino-américains. Les membres de la brigade, qui avaient combattu sur le front sud, avaient provoqué de nombreux troubles, selon les dirigeants, et incitaient ouvertement à la radicalisation du régime.

Les nouveaux dirigeants ont entamé le redressement du pays ruiné par la guerre et pillé économiquement par les tenants de la dynastie Somoza. Quarante mille personnes ont péri pendant la guerre et quarante mille enfants sont devenus orphelins. Les dégâts sont estimés à 800 millions de dollars, le manque à gagner à 1.100 millions de dollars. Le commerce et l'industrie ont été en grande partie détruits et les caisses de la banque centrale sont vides.

L'aide internationale, trop faible encore selon les dirigeants, et la mise à l'écart rapide des nouvelles structures, ont permis en un mois de normaliser en grande partie la situation, même si la destruction des structures industrielles et commerciales a empêché une reprise économique.

Sur le plan politique, les positions modérées de la junte de reconstruction et du gouvernement, prises avant la victoire sandiniste, n'ont que peu

varié et l'unité faite autour du programme de gouvernement n'a pas été entamée, estime-t-on à Managua. La tâche de reconstruction du pays est tellement vaste, souligne-t-on dans les milieux politiques, que l'unité entre les divers courants du sandinisme est indispensable et ne se brisera pas dans l'immédiat.

Le glissement du régime vers le communisme, prédit par certains, ne s'est pas produit, et, selon M. Alfonso Robelo, membre modéré de la junte, « le Nicaragua suit une voie socialiste, dans la liberté ». De fait, la réforme agraire et les nationalisations n'ont été appliquées qu'aux propriétés et entreprises de la famille Somoza et de ceux qui ont été liés de près au régime.

Autre caractéristique de cette révolution : la vengeance ne s'est pas déchaînée. Aucun garde national ou collaborateur de l'ancien régime n'a été exécuté après la victoire des guérilleros n'a été exécuté. Plusieurs centaines ont même été mis en liberté.

Vingt à trente mille Nicaraguayens ont accueilli samedi à Managua le général Omar Torrijos, chef du gouvernement après la victoire des guérilleros n'a été exécuté. Plusieurs centaines ont même été mis en liberté.

« Je me sens fier, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, d'avoir permis à mon pays de participer au processus de libération du Nicaragua. » Une brigade panaméenne a en effet participé aux combats sur le front sud, pendant la guerre contre le régime du général Somoza. S'adressant à des soldats nicaraguayens, le général Torrijos leur a dit : « Votre processus révolutionnaire est irréversible parce que vous construisez un espoir et un exemple pour les peuples d'Amérique latine. »

On apprend, d'autre part, que M. Fidel Castro a reçu une invitation officielle à se rendre en visite au Nicaragua à la date qu'il choisira « à sa convenance ».

Etats-Unis

M. Carter au fil de l'eau

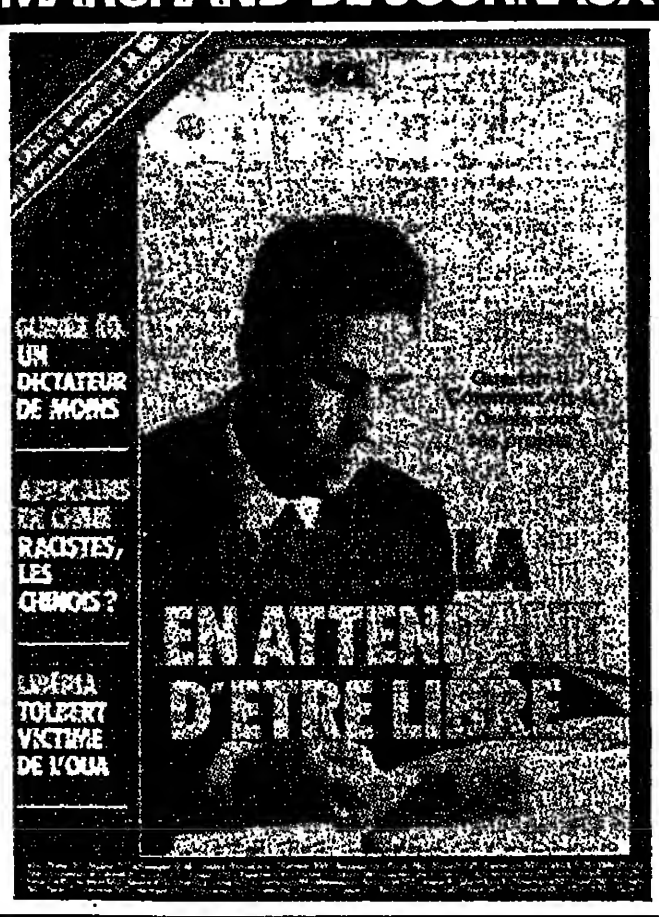
Prairie-du-Chien (Wisconsin) (A.F.P.). — C'est une véritable campagne électorale que le président Carter vient d'entamer à l'occasion d'une croisière d'une semaine officielle des vacances — sur 1.000 km du cours du Mississippi.

Les foules sont partout : sur les rives, massées aux écoles à bord d'une armada de petites embarcations qui ornent, en le suivant, le Delta-Queen, ce bateau à aubes qui semble sortir en droite ligne d'un roman de Mark Twain.

Après l'office religieux dominical à bord du Delta-Queen, M. Carter a participé, dimanche 19 août, à un gigantesque pique-nique à Prairie-du-Chien (Wisconsin).

Équipé d'un costume dimanche matin, à Genoa (Wisconsin), le président harangue, depuis l'un des ponts du bateau, les curieux et sympathisants venus l'apercevoir ou l'écouter. Il parle le plus souvent sur le ton de la supplique. Il les implore de faire front « comme lors de la seconde guerre mon-

EN VENTE CETTE SEMAINE
CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX



Tchécoslovaquie

Le congrès international des sciences politiques se déroule à Moscou. Les participants dressent un bilan mitigé de leurs travaux. Le ministre de la réforme agraire dénonce les trotskistes et les groupes d'extrême gauche. Un mouvement d'opposition crée un « gouvernement islamique » dans une province « libérée ».

Le mouvement d'opposition crée un « gouvernement islamique » dans une province « libérée ». Le ministre de la réforme agraire dénonce les trotskistes et les groupes d'extrême gauche. Un comité d'étude sur les droits de l'homme.

Le ministre de la réforme agraire dénonce les trotskistes et les groupes d'extrême gauche. Un comité d'étude sur les droits de l'homme. Le prochain congrès se tiendra en 1983 à Rio-de-Janeiro.

Attention, glissement de se. Larousse de la langue française. Le nouveau code de la langue.

EUROPE

La Tchécoslovaquie à la recherche du temps perdu

(Suite de la première page.)

La présence persistante, alors que leur stationnement devait être provisoire, de troupes soviétiques accourues voilà onze ans pour sauver le pays d'une contre-révolution imaginaire, la purge imputable menée au sein du P.C. par le régime de M. Husak contre les tenants du « printemps de Prague » (cinq cent mille expulsions), l'organisation de procès politiques malgré les promesses en sens contraire, un certain nombre de « barons » politiques dans la répression de la Charte 77 et un immobilisme politique et culturel désolant ont fini par donner à l'extérieur une image peu réjouissante de la Tchécoslovaquie. On conçoit que certains responsables soient désireux d'apporter des retouches au tableau.

Entreprise herculéenne, mais pas obligatoirement sans espoir. La réalité est rarement manichéenne, surtout à Prague, dont les foies d'été sont si agréables. Mais même la plus belle ville du monde ne peut offrir que ce qu'elle a. Nous entrons pour la cinquième fois de la journée au moins dans une librairie, à la recherche d'un plan de la cité. La vendeuse nous jette un regard désolé, qui ne laisse guère de doute sur le sens de sa réponse. « Curieux, curieux », faisons-nous remarquer, en pleine saison touristique ? « La vendeuse, arrivée par cette logique trop cartésienne au pays de Schweik : « Précisément, c'est parce qu'il y a des touristes que nous ne pouvons pas de plans. » Bel exemple de planification ! » objections nous. « Entre autres choses », nous répond, sans se démonter, la jeune femme, avant de s'intéresser à un autre client. Ce qui est vrai dans la vie quotidienne ne l'est pas moins dans le domaine politique. Que peut raisonnablement attendre le régime de quelques sourires et ouvertures, à vrai dire encore un peu crispés, vers l'extérieur si, sur place, rien ne change, si, imperceptiblement, les mêmes méthodes autoritaires, voire arbitraires, de gouvernement, sont employées par une équipe qui n'a pas réussi en dix ans à améliorer sensiblement son contact avec le peuple ?

Contre les « anciens » de 1968, c'est toujours, en dépit des promesses de M. Husak, le chef du parti, au quinzième congrès du P.C. en 1978, l'esprit de vengeance qui domine. Et à l'égard des défenseurs des droits civils, signataires de la Charte 77, le pouvoir ne connaît guère d'autres méthodes que les brimades, la surveillance policière, les interdictions de travail, les humiliations de toutes sortes et l'emprisonnement. Sept ans après la première grande vague de procès politiques, une autre opération d'envergure de ce genre, aux motifs encore plus dérisoires, se prépare.

Certains des accusés de l'été 1978 avaient au moins participé à une distribution de tracts dans

la rue, quelques mois plus tôt, pour appeler la population à boycotter les élections à l'Assemblée fédérale. Aux inculpés de l'été 1978, poursuivis au titre de leurs activités au sein du Comité pour la défense des personnes injustement persécutées (VONS), que peut concrètement reprocher le pouvoir ? En informant l'opinion de façon précise, plus juridique que politique, sur les cas d'arrestation et de condamnation d'opposants, ont-ils outrepassé leurs droits constitutionnels de citoyens ? La répression est-elle plus honteuse parce qu'elle est révélée, ou du fait qu'elle existe ? Et si, aux yeux des dirigeants, elle se justifie, pourquoi donc auraient-ils peur de l'assumer publiquement puisque, de toute façon, ils ne se gênent pas pour la pratiquer, fût-ce en catimini ?

restant) et gauchistes (socialistes-révolutionnaires de tendance trotskiste regroupés autour de M. Petr Uhl actuellement emprisonné). Mais ces groupes qui, en soi, représentent un enrichissement pour l'opposition sont aussi des cibles plus faciles à combattre pour le pouvoir.

Entre ces deux camps inégaux de la « vie » politique, enfermés dans la logique destructrice de l'action et de la réaction, somme toute une masse désabusée, dépolitisée, et dont l'unicité de la façade n'est maintenue que par la peur qu'inspirent les diverses facettes de l'appareil de répression. Dans une étude consacrée à la mentalité politique tchécoslovaque à la fin des années 70 », et publiée sous la signature E. Mernert par la revue *Listy*, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque (n° 11, avril-juin 1979), on pouvait lire ce jugement : « A la terreur de masse s'est substituée la terreur généralisée du fait que le citoyen peut être n'importe quand soumis à n'importe quel degré de répression, depuis le retrait des primes dans son emploi jusqu'à l'incarcération. »

MANUEL LUCBERT.

Il) Karel Capek, célèbre écrivain tchécoslovaque (1890-1938), auteur notamment de la *Fabrique à tabac* et des *Robots universels de Rossum* où les Robots (mot forgé par Capek d'après le radical du verbe slave anciens travailler) se révoltent contre le créateur.

Prochain article :

LES TECHNOGRATES
FACE A LA CRISE

L'instruction de l'affaire des onze « chartistes » est terminée

Selon des informations en provenance de Prague, les avocats des onze personnes appartenant à la Charte 77 et au VONS (Comité pour la défense des personnes injustement persécutées), arrêtés en mai dernier, ont commencé à communiquer à leurs clients, le mercredi 15 août, les chefs d'accusation retenus contre eux. Une seconde séance de « communication » est prévue pour le mercredi 22 août. Mais la date du procès n'est toujours pas connue. En effet, si l'instruction est terminée, le procureur a demandé différentes « expertises » qui doivent évaluer les différents « préjudices » causés par l'activité des inculpés.

Une Française, Mme Hala. Celle-ci fit huit mois de prison en Hongrie pour avoir tenté d'aider M. Buchler à gagner l'Occident. MM. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères, et le philosophe Ladislav Hejzlanek, membre à vie du Comité de la Charte 77, ont annoncé qu'ils représenteront leurs fonctions à titre provisoire tant que les titulaires, MM. Benda et Dienstbier, n'auront pas été libérés. D'autre part, le fils du philosophe Patocka (porteur de la Charte 77, mort après des interrogatoires sur son lit d'hôpital) a été passé à tabac par des inconnus.

garden un très grand prestige, mais ont une liberté de mouvement limitée. Les forces les plus vives de renouvellement intellectuel viennent des milieux religieux laïcs (catholique et pro-

« Je ne pense pas, donc je suis ! »

Mais plus cette réflexion fondamentale s'approfondit et plus semble se croquer, entre une masse apathique et une minorité activiste, mais marginalisée, le fossé de l'indifférence, par force est de constater que M. Milan Kundera, l'un des dirigeants du « printemps de Prague » condamné en 1972, avait tragiquement raison lorsqu'il écrivait l'an dernier dans *Rinascita*, l'hebdomadaire du parti communiste italien : « Les années de la prétendue consolidation n'ont pas eu de minces conséquences dans la conscience de toutes les générations. Elles ont conduit à répandre cet état d'esprit : « Je ne pense pas, donc je suis. »

Le camp des communistes réformistes de 1968, au fil des années, s'est aminci. Certains ont préféré l'exil à la mort lente au pays ; d'autres se réfugient dans l'attentisme et placent leurs espoirs dans les changements qui se produiront inévitablement, selon eux, dans l'ère post-bénoïvienne. Ceux qui continuent le combat pour un « socialisme à visage humain », tels MM. Frantisek Kriegel ou Jiri Hajek,

GAGNEZ UNE PIECE avec le lit abattable CHARRON

Souple, robuste, indéformable (système breveté) le lit abattable Charron se fait en 30 et en 40 ans modernes et estyle et est finitions différentes (tous bois, laques, etc.).

LE PLUS GRAND SPECIALISTE de la literie abattable de la région

Concessionnaires agréés en Août

Charron

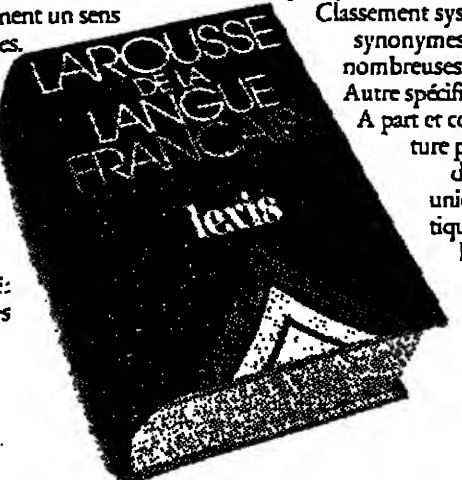
3 TER, 80 de CHARONNE, PARIS 11 - M. NATION - Tél. 372.45.35 - PARKING OUVERT EN AOUT et Centres Claux de Belle Epine et Vélizy 2

Lits concessionnaires province, demande

Attention, glissement de sens.

« Célibataire » signifie aussi un atome non apparié. Les mots sont instables, ils changent de sens, ou prennent un sens nouveau au cours des siècles. Le Larousse de la langue française enregistre aussi ces nuances. Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

Sa grande originalité : la construction des articles



Larousse de la langue française :
Le nouveau code de la langue.

avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires. Autre spécificité : une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

soir ? vos yeux méritent LEROY OPTICIEN

124, Champs-Élysées
18, bd Haussmann
11, bd du Palais

152, rue de Lyon
147, rue de Rennes

LE GRAND THRILLER DE VOTRE ETE

LEN DEIGHTON SS-GB

Les Allemands ont envahi l'Angleterre roman



Len Deighton accède au tout premier rang des maîtres du genre à côté de Eric Ambler, Graham Greene et John le Carré.

Maurice Bernard
Endrèbe
Les Nouvelles Littéraires

Un livre passionnant et plein d'humour acerbé, réalisant le parfait mariage de l'histoire fictive et du roman d'espionnage.

J. Bourdier
Mimosa

Ecriture rapide, désinvolte et haletante.

Jean Clémentin
La Canard enchaîné

400 pages d'espionnage bien ficelées - rondement mené.

Le Matin

FAYARD

PROCHE-ORIENT

Iran

La rébellion kurde s'étend

(Suite de la première page.)

Les critiques contre l'inaction du gouvernement se multiplient parmi les membres du Conseil de la révolution, et M. Bani Sadr, l'un des conseillers les plus écoutés de l'imam Khomeiny, a écrit dans le journal *Inqilab Islami* que l'équipe gouvernementale actuelle « résolument réformatrice » ne convient pas à la situation révolutionnaire que connaît le pays. Selon l'analyse de M. Bani Sadr, c'est la faiblesse du gouvernement qui est à l'origine de la multiplicité des centres de décision et non le contraire. C'est à peu près ce qu'il dit vendredi l'imam, et il l'a réaffirmé samedi devant l'assemblée des experts chargée de réviser le projet de constitution en reprochant au gouvernement d'« avoir laissé tous ces gens libres de leurs paroles ».

Quelques heures plus tard, s'étant proclamé « commandant en chef des forces armées », l'imam Khomeiny a ordonné aux chefs d'état-major d'expédier d'urgence les unités de gendarmerie et de l'armée à Pavah. Il agit désormais tout à la fois comme chef d'état et président du conseil. M. Bazargan observe la scène depuis quarante-huit heures.

Dans les deux discours qu'il a prononcés en moins de vingt-quatre heures d'intervalle, l'imam a exposé les trois objectifs prioritaires : le retour à l'ordre au Kurdistan ; la reprise en main de l'armée, et l'élimination de l'opposition libérale.

Saboteurs corrompus

LES KURDES : L'imam a été, de loin, le plus violent à l'égard des dirigeants autonomistes qu'il a qualifiés de « corrompus » et d'« infidèles ». Il s'en est pris surtout au parti démocratique du Kurdistan iranien, à son président, M. Abdol Rahman Ghassemlou, ainsi qu'au chef spirituel kurde, le cheikh Esseddine Hosséini.

« Le P.D.K.I., a-t-il déclaré, est un nid de saboteurs et de corrompus. Il est impossible de continuer à le laisser agir librement. Son seul objectif est de combattre la révolution. Ce parti devra donc être interdit, et le cheikh Hosséini et M. Ghassemlou devront être chassés ». L'attaque contre M. Ghassemlou est surprenante dans la mesure où ce dernier est considéré par les formations kurdes extrémistes comme trop modéré. M. Ghassemlou avait d'ailleurs pris part aux élections à l'assemblée des experts et devait être, dimanche, à Téhéran pour y exposer sa conception de l'autonomie. Quant au cheikh Hosséini, les termes injurieux utilisés contre lui ont été vraisemblablement jugés excessifs par la radio qui les a censurés dans ses émissions de dimanche.

Tout semble indiquer que le régime de Téhéran commet la même erreur que les Irakiens en lançant contre les Kurdes une offensive qui risque fort de ne pas aboutir. Dans les milieux kurdes de Téhéran on affirme que les différentes versions diffusées par les autorités au sujet des événements de Pavah ne correspondent pas à la réalité et ont pour but de mobiliser l'ensemble du pays contre le mouvement autonomiste kurde. Ces milieux rappellent que depuis le début des troubles au Kurdistan iranien, en mars dernier, la responsabilité des heurts incombait essentiellement aux « pasdars » (gardiens de la révolution).

A ses lecteurs qui vivent hors de France **Le Monde** présente une **Sélection hebdomadaire**. Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

HYPOKHAGNE SC-PO
d'octobre à juin, préparation à temps complet à l'examen d'entrée à SC-PO
CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.02.13
Groupement libre de professeurs

On dénonce dans les milieux kurdes de Téhéran le rôle négatif joué par le chef des pasdars, le vice-président du conseil, M. Mustapha Chamrany, qui était il y a encore quelques mois un des commandants militaires des unités libanaises Al Amal, de l'imam Moussa Sadr. Ces mêmes milieux démentent catégoriquement les informations selon lesquelles les troupes de Jafar Taibani, le leader de l'Union populaire du Kurdistan irakien, ainsi que celles du général Faislan et du chef de la tribu Salaf Jaf — ces deux derniers étant des fidèles de l'ancien régime — participeraient aux combats. Ils rejettent également l'accusation selon laquelle les Kurdes auraient décapité quatre pasdars qui étaient soignés à l'hôpital de Pavah.

L'ARMÉE : Dans son discours de vendredi, l'imam Khomeiny s'est amèrement plaint du fait que « le gouvernement et l'armée ne faisaient rien pour ramener l'ordre dans la région de Pavah ». Le porte-parole du gouvernement, M. Tabataba'i, a annoncé, dimanche, que « tout militaire coupable de désobéissance sera traduit devant les tribunaux révolutionnaires qui pourront prononcer des verdicts allant jusqu'à la peine capitale ».

L'OPPOSITION LAÏQUE : Dans ses déclarations, l'imam Khomeiny est revenu sur le comportement des « journalistes, écrivains, intellectuels », qui, a-t-il dit, « ont abusé de la liberté de leur plume et de leur langue ». Il a exprimé le désir « qu'il ne soit plus désormais permis à ces gens d'écrire n'importe quoi » et que « leurs écrits soient dirigés par la loi ». Il a dit, à ce sujet, « que les journalistes de la voie qui devraient emprunter le peuple, mais le peuple sait ce qu'il veut. Ces gens-là devraient se souvenir qu'ils ne

représentent que 2 % de la population (...) ». Les partis qu'il a menacés d'interdire sont, outre le Parti kurde, le Front démocratique et national (centre gauche) et les Fedayin du peuple (marxistes).

L'imam Khomeiny a encore déclaré : « Ceux qui parlent de liberté, de progrès pour les ouvriers, sont ceux-là mêmes qui mettent le feu aux champs de blé, ne permettent pas aux ouvriers de reprendre le travail et même de voter. Ils prétendent que c'est le turban qui est en train de détruire le pays alors que le turban, qui est le plus d'influence dans le peuple, a, au cours des cinq derniers mois, fait de son mieux pour reconstruire le pays et pour assurer l'indépendance et le droit des contre-révolutionnaires et des présumés partisans de la liberté occidentale. Ces intellectuels sont ceux mêmes qui défendent la révolution (socialiste) d'Octobre qui, jusqu'à présent, n'a qu'un seul parti et un seul journal. Si la révolution islamique s'était comportée comme les autres révolutions et si elle avait exécuté rapidement quelques milliers de malfaiteurs, il n'y aurait plus actuellement de problèmes. »

La fermeture de « Peygham Enrouz »

Dimanche, le procureur général a décrété la fermeture de *Peygham Enrouz*, l'un des rares quotidiens d'opposition paraissant encore à Téhéran, dans des conditions de semi-clandestinité, ainsi que trois autres hebdomadaires. Il a précisé que le cas d'une dizaine de publications, dont *Asad*, était récemment parvenu à la justice. Les journaux de *Keyhan* par un comité islamique, et *Asad*, l'hebdomadaire du Front démocratique national, était à l'étude et qu'une décision



La rébellion kurde s'intensifie et s'étend aux trois provinces du nord-ouest de l'Irak (région arabe du sud). Les pasdars (gardiens de la révolution), qui avaient tenté de s'emparer des villes de Pavah et de Sanandaj, ont été repoussés par les forces de l'ordre. Les batailles des samedi 18 et dimanche 19 août se seraient soldées par quatre cents morts de part et d'autre. Simultanément, des troubles ont éclaté à Zandjan (400 km au nord-ouest de Téhéran), le procureur général de la ville a été gravement blessé dans un attentat.

En représailles, semble-t-il, au massacre de dix-huit militaires islamiques, décapités vendredi dans un hôpital de Pavah, onze pasdars, capturés dans cette même ville, ont été fusillés à l'aube, dimanche 19 août, dans la prison de Kermanshah.

La zone de peuplement kurde s'étend au-delà de l'Irak, en Irak, en Syrie, en Turquie et en U.R.S.S. Pour empêcher qu'une aide étrangère ne parvienne aux Kurdes, l'imam Khomeiny a demandé aux forces de l'ordre de chasser les pasdars des zones frontalières avec l'Irak pour en reprendre le contrôle. La Turquie, pour sa part, a décidé de fermer sa frontière avec l'Irak. — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

Chili

LE PARTI COMMUNISTE CHILIEN (clandestin) demande la formation d'un gouvernement provisoire pour remplacer le régime présidé par le général Pinochet. Dans un manifeste diffusé dimanche 19 août à Santiago, le secrétaire général du P.C.C., M. Luis Corvalan, qui se trouve actuellement en exil à Moscou, se prononce pour une alliance qui comprendrait la démocratie chrétienne et « d'autres courants démocratiques ». Selon M. Corvalan, il

existe aujourd'hui au Chili les bases « pour créer un vaste mouvement social et conclure une large alliance des forces démocratiques ». Le responsable du P.C. chilien cite en exemple le cas du Nicaragua où se sont regroupées toutes les forces démocratiques sous l'étiquette du Front sandiniste de libération nationale. — (A.F.P.)

El Salvador

UN GROUPE DE PRETRES observe depuis dimanche un jeûne volontaire dans une église de la capitale pour protester contre les assassinats de religieux. Par ailleurs, plusieurs ouvriers continuent leur grève de la faim à l'extérieur de l'église. Ils l'avaient entamée le 6 août dernier pour appuyer leurs revendications. Pour sa part, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Arnulfo Romero, a qualifié l'action des prêtres de « fête de protestation contre la persécution de l'Eglise catholique ce pays » et non de « grève de

serait prise rapidement. Le procureur général, fort des nouvelles instructions de l'imam, n'a même pas pris la peine d'invoquer la nouvelle loi sur la presse pour interdire *Peygham Enrouz*, qu'il a seulement accusé d'avoir publié de fausses informations sur la situation au Kurdistan.

Son rédacteur en chef, M. Reza Marzban, qui avait fait il y a quatre jours l'objet d'un mandat d'arrêt, a pour injures à l'égard de l'imam et a contre lequel l'ayatollah Kalkhali avait réclamé la peine de mort, nous avait reçu vendredi dans un appartement du sud de Téhéran où il s'était réfugié. « De toute manière, la cause est entendue — nous avait-il dit alors — mon journal sera fermé avec ou sans votre loi. Les journaux ne peuvent tolérer une opposition quelconque et sont destinés à faire définitivement taire les voix dissidentes. »

Un grand désarroi règne dans les milieux de l'opposition laïque, totalement désarçonnée par l'offensive foudroyante de l'imam. Les rares journaux non conformistes qui continuent à paraître se contentent de publier, sans commentaires, les récits des événements et ne se font guère d'illusions sur les chances de survie. Les organisateurs et partis politiques directement placés sur le banc d'infortuné par l'imam Khomeiny se contentent dans un silence prudent et leurs dirigeants sont souvent absents de leur domicile.

« L'Islam est victorieux »

Avant d'être nommément mis en cause par l'imam, les Fedayin du peuple avaient fait savoir samedi qu'ils étaient en pourparlers avec les autorités pour récupérer leur siège, gardé actuellement par les pasdars. Ils ont même pu se vanter d'avoir affirmé qu'ils l'auraient par des moyens pacifiques pour reprendre possession de leur immeuble. Il n'a cependant pas été dit que les milieux de gauche ont refusé de rentrer dans la clandestinité, sans toutefois, a-t-il ajouté, « que cela signifie que nous aurons recours à la violence ». Les pasdars ont demandé samedi à leurs sympathisants qu'ils depuis près d'une semaine montaient une garde vigilante devant leur immeuble de l'avenue Moaddegh, de quitter les lieux, estimant sans doute que le danger était passé. Dimanche après-midi, ils y sont revenus encore plus nombreux, à la suite de l'arrivée soudaine des pasdars, munis cette fois d'un ordre d'expulsion délivré par le tribunal révolutionnaire au bout de deux heures de pourparlers laborieux, les pasdars ont repartis en leur donnant un délai de réflexion de quarante-huit heures.

Samedi, des milliers de jeunes s'étaient rassemblés devant la présidence du conseil pour protester leur intention de se rendre à Pavah pour combattre les « contre-révolutionnaires ». Le radio et la télévision ont retransmis de larges extraits de ces manifestations « spontanées » au cours desquelles, divers orateurs ont pris la parole pour déclarer qu'ils étaient prêts à verser leur sang pour la patrie.

Au cours de l'après-midi, des groupes de jeunes ont défilé les livres exposés devant les grilles de l'université au cri de : « L'Islam est victorieux, le communisme sera vaincu ! ». Les pasdars qui étaient sur place ont intervenus pour les désavouer en répétant : « Ceux qui déchirent les livres des pasdars sont des contre-révolutionnaires ». En début de soirée, l'avenue qui longe l'université était jonchée de livres et de journaux lacérés.

JEAN GUEYRAS.

LA MISSION DE M. STRAUSS

Jérusalem et Le Caire sont hostiles à toute résolution précisant les droits des Palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. — L'envoyé spécial du président Carter au Proche-Orient, l'ambassadeur Robert Strauss, rentre ce lundi 20 août les mains vides de Jérusalem à Washington. La thèse d'une « nouvelle » entre Jérusalem et Le Caire, M. Strauss n'a pas plus réussi à convaincre les Israéliens que les Palestiniens de souscrire au projet américain de nouvelle résolution du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient incluant la solution du problème palestinien.

Arrivé vendredi 17 août en Israël, le diplomate américain avait rencontré le premier ministre, M. Menahem Begin, qui lui avait confirmé l'opposition d'Israël à toute modification de la résolution 242 du Conseil de sécurité. M. Begin avait réitéré également le point de vue israélien selon lequel l'adoption d'une nouvelle résolution qui évoquerait les droits des Palestiniens remettrait en question les accords de Camp David et risquerait de bloquer ainsi tout le processus de paix.

Bien que les nouvelles propositions américaines n'aient pas été publiées, des sources arabes à New York ont cru savoir que le projet que M. Strauss a tenté sans succès de faire accepter par les Israéliens et par les Egyptiens, était un projet de résolution 242 et 338 du Conseil de sécurité, ainsi que sur les déclarations du président Carter concernant la question palestinienne, déclarées comme suit le nom de la formule d'Israël de 1977.

Le projet américain, qui aurait été mis au point par le conseiller du secrétaire d'Etat, M. Harold Saunders, et l'ambassadeur de l'ONU, M. Andrew Young, comprendrait trois nouveaux articles évoquant : les justes besoins du peuple palestinien ; les droits légitimes du peuple palestinien ; et le droit des Palestiniens de participer à la détermination de leur destin.

Alors que la position de principe d'Israël était connue d'avance, l'attitude négative exprimée par le président Sadate et le vice-président Mubarak, à l'encontre de toute modification de ce qui constitue la pierre angulaire des accords de Camp David, a été une surprise.

Le président Sadate approuve M. Andrew Young. New-York (A.F.P.). — Un rapport sur sa rencontre avec M. Zehdi Labib Terzi, représentant de l'O.L.P. à l'ONU, était en possession du département d'Etat dès le 30 juillet dernier, indique M. Young dans une longue interview publiée dimanche 19 août par le *New York Times*.

Selon M. Young, cité par le quotidien new-yorkais, ce rapport, précis et très détaillé, circulait au département d'Etat quatre jours après la rencontre. L'interview qu'il a eue avec le représentant palestinien, M. Young, qui déclare avoir lu ce rapport après sa démission de son poste à l'ONU, ne précise pas dans l'interview l'origine du document. Le *New York Times* suggère cependant que les services de renseignements américains sont à l'origine de ce rapport.

Lois de regretter la démarche qui l'a conduit à se démettre, M. Young a déclaré qu'il était satisfait de l'attitude officielle des Etats-Unis à l'égard de l'O.L.P. Pour lui, « la politique américaine au Proche-Orient est assez ridicule ». Le public américain croit aux vertus du dialogue, a-t-il poursuivi. En fait, le dialogue, les Etats-Unis refusent de parler avec l'O.L.P. avant que celle-ci reconnaisse le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, mais cela est, après, il n'y a plus de raison de

guler des accords de Camp David à quelques semaines de l'entourage de l'envoyé spécial du président des Etats-Unis. M. Strauss, arrivé vendredi soir au Caire, s'attendait à trouver plus de compréhension de la part des Egyptiens. Or, au cours de sa rencontre avec le président Sadate, samedi 18 août à Israël, on indiqua au Caire que le rais lui a annoncé que l'Egypte n'était pas à toute initiative risquant de porter atteinte au cadre des négociations sur l'autonomie. L'Egypte craint de voir ses efforts réduits par un bouleversement des bases mêmes de la négociation. L'adoption d'une nouvelle résolution, estime-t-on actuellement au Caire, risque de servir le « Front arabe anti-egyptien », à savoir les pays qui rejettent les accords de Camp David.

A Jérusalem, le conseil des ministres de dimanche 19 août a opposé une fin de non recevoir aux propositions américaines de nouvelles résolutions du Conseil de sécurité « qui vont à l'encontre de l'engagement contracté par les Etats-Unis à l'égard de l'Etat d'Israël le 1er septembre 1975, réitéré par les accords de Camp David du 17 septembre 1978 et confirmé le 26 mars 1979 par le traité de paix ».

M. Robert Strauss n'a pas été insensible à tous ces arguments, puisqu'il a déclaré dimanche, avant son retour à Washington, que « à l'audition des graves réserves exprimées au Caire comme à Jérusalem, je conseillerai au président Carter de reculer sur son projet de soumettre de nouvelles résolutions au Conseil de sécurité ». Si à Jérusalem on considère cette déclaration comme un demi-succès, on n'en attend pas moins avec anxiété de connaître la décision du président Carter, placé devant le dilemme suivant : décaler au Soudan le rôle de « grottoir » les Américains tout l'hiver, ou déplaire aux Israéliens et aux Egyptiens au risque de voir se gripper tout le processus de paix. — (Inter.)

Le président Sadate approuve M. Andrew Young

refuser le dialogue avec une organisation qui jouit de l'appui de la majeure partie du monde arabe. « Cela surtout », a précisé M. Young, lorsqu'il est question de présenter au Conseil de sécurité une résolution qui stipule l'acceptation par les Palestiniens d'un demi-succès, on n'en attend pas moins avec anxiété de connaître la décision du président Carter, placé devant le dilemme suivant : décaler au Soudan le rôle de « grottoir » les Américains tout l'hiver, ou déplaire aux Israéliens et aux Egyptiens au risque de voir se gripper tout le processus de paix. — (Inter.)

De son côté, dans une interview télévisée à la chaîne O.B.S. qui l'a retransmise le samedi 18 août, le président Sadate a approuvé à 100 % la rencontre de M. Young et l'adoption de l'O.L.P. auprès des Nations unies, M. Zehdi El Terzi. Le président Sadate a ajouté : « A vrai dire, la nouvelle de la démission de M. Andrew Young nous a profondément chagriné. M. Young a déployé le maximum de ses efforts pour donner une nouvelle image des Etats-Unis, cette image que chacun de nous espère voir confirmée. Mais malheureusement M. Young n'a pas eu de chance. Il demeurera dans notre esprit un homme sincère. »

A TRAVERS LE MONDE

Chili

LE PARTI COMMUNISTE CHILIEN (clandestin) demande la formation d'un gouvernement provisoire pour remplacer le régime présidé par le général Pinochet. Dans un manifeste diffusé dimanche 19 août à Santiago, le secrétaire général du P.C.C., M. Luis Corvalan, qui se trouve actuellement en exil à Moscou, se prononce pour une alliance qui comprendrait la démocratie chrétienne et « d'autres courants démocratiques ». Selon M. Corvalan, il

Guyana

LA POLICE A CHARGE, dimanche 19 août à Georgetown, sur des grévistes venus fermer un grand magasin d'Etat, à l'appel du Syndicat des commerçants et des employés. Le dirigeant de ce syndicat, M. Gordon Todd, aurait été arrêté, ainsi que d'autres militants. Le premier ministre, M. Forbes Burnham, a déclaré que la fermeture des magasins de l'Etat et la grève des fonctionnaires étaient des actes de désobéissance civile. Le premier ministre, M. Forbes Burnham, a déclaré que la fermeture des magasins de l'Etat et la grève des fonctionnaires étaient des actes de désobéissance civile. Le premier ministre, M. Forbes Burnham, a déclaré que la fermeture des magasins de l'Etat et la grève des fonctionnaires étaient des actes de désobéissance civile.

El Salvador

UN GROUPE DE PRETRES observe depuis dimanche un jeûne volontaire dans une église de la capitale pour protester contre les assassinats de religieux. Par ailleurs, plusieurs ouvriers continuent leur grève de la faim à l'extérieur de l'église. Ils l'avaient entamée le 6 août dernier pour appuyer leurs revendications. Pour sa part, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Arnulfo Romero, a qualifié l'action des prêtres de « fête de protestation contre la persécution de l'Eglise catholique ce pays » et non de « grève de

la faim » ou « d'occupation d'église » — (A.F.P.)

ment) par le peuple, et non plus par le Parlement (comme c'est actuellement le cas). La nouvelle Constitution fait mention de tous les droits et libertés reconnus par la Constitution de 1966 (propriété privée, libre entreprise, héritage, égalité de la femme et abolition des mesures raciales discriminatoires). Le texte prévoit également que la Guyana continuera de faire partie du Commonwealth, sous son nom de République coopérative de Guyana. — (A.F.P.)

Nigéria

HUIT CONDAMNÉS pour vols à main armée ont été fusillés en public, samedi 18 août, rapporte la radio de Lagos. Dix-sept coupables du même crime ont été exécutés au cours des quatre derniers mois. — (Reuters.)

Rwanda

LE GOUVERNEMENT RWANDAIS a décidé d'expulser vers

Syrie

M. ABDEL HALIM KHADDAM, vice-président du conseil et ministre syrien des affaires étrangères, a dans une première réaction officielle syrienne, dément les informations selon lesquelles la Syrie aurait soutenu le « coup d'Etat » déjoué le 28 juillet dernier à Bagdad. « Les allégations des médias occidentaux et israéliens sont dénuées de tout fondement et visent à porter atteinte au front hostile aux accords de Camp David », a déclaré M. Khaddam dans une interview au journal irakien *Es-Sabah*, reproduite dimanche 19 août par l'agence officielle syrienne d'information Sana. — (A.F.P.)

Belgique

La Belgique dix des douze mercenaires belges jugés et condamnés au Rwanda en juin dernier pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (le Monde du 16 juin). Les deux autres avaient pu repartir en Belgique au lendemain du procès. — (A.F.P.)

Libé boko

Allo Libé boko

Blonde

EX. 101 contre les lettres scellées un p...

la plume de papier de substitution

la plume de papier de substitution

M. Claude Pigeon l'élection présidentielle des dirigeants

la plume de papier de substitution

la plume de papier de substitution

la plume de papier de substitution

la plume de papier de substitution

la plume de papier de substitution

la plume de papier de substitution

Le Monde

politique

Le P.S. veut ouvrir aux luttes sociales une perspective politique

(Suite de la première page.)

Les communistes ont relevé, sans le dire, la formule d'un récent communiqué du P.S. dénonçant les poursuites engagées contre certains de ses responsables à la suite des émissions de Radio-Riposte, et qui parlait de « la répression policière contre celui qui incarne l'alternative démocratique au pouvoir de la droite ». C'est précisément, cette image, héritée de l'élection présidentielle de 1974 qu'ils veulent effacer.

M. Mitterrand sait aussi qu'il n'aura pas beaucoup plus de succès auprès du monde syndical, F.O. et la C.F.D.T. se méfient pour des raisons différentes de l'intervention politique des partis: la C.G.T. a fait un pas timide vers une large concertation qui supposait un accord général, et la C.G.T. a décidé d'organiser pour son propre compte la rentrée sociale.

En dépit de ces obstacles et d'un isolement qui connaît aussi le P.C., le P.S. entend, au minimum, témoigner de son existence et réaffirmer son ancrage à gauche — si contesté par son ancien partenaire — et sa fidélité à la stratégie d'union. Il y a quelques mois, après l'échec électoral de

mars, il ne pouvait prétendre faire plus que prendre l'opinion à témoin de la constance de ses choix politiques afin, notamment, que le P.C. ne puisse trouver de nouveaux motifs ou prétextes pour aller plus loin dans la rupture, en revenant, par exemple, sur la pratique des désistements.

Un phénomène général de mécontentement

Aujourd'hui la situation se présente sous un jour différent, ainsi que l'a expliqué lundi matin M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, aux stagiaires réunis à Anglet. Selon lui, les conditions économiques et sociales sont telles qu'elles ne peuvent que provoquer un phénomène général de mécontentement. Les partis doivent en tenir compte et même le P.C. quelle que soit sa stratégie. Ainsi est-il nécessaire, a expliqué M. Poperen, que le P.S. prouve sa capacité à ouvrir une perspective politique aux luttes sociales qui, sans cela, risqueraient d'être sans effet profond.

Les dirigeants socialistes poursuivent donc leur action contre le pouvoir sur deux plans: ils mettent en cause, bien sûr, la politique économique et sociale de

M. Barre, mais aussi les orientations, selon eux, antidémocratiques d'un régime qui se déclare libéral. C'est M. Giscard d'Estaing qui est directement visé par cette campagne. Le P.S. est ainsi parti en guerre contre « la confiscation du monopole sur la radio et la télévision », en organisant des émissions de radio libre et contre les poursuites judiciaires auxquelles elles ont donné lieu. M. Pierre Joxe a annoncé qu'une radio socialiste est prête à fonctionner dans son département de la Seine-et-Marne, et il a ajouté: « Région par région, département par département, nous nous exprimons sur les ondes, en réponse à la plainte déposée par le gouvernement contre François Mitterrand ».

L'objectif des giscardiens, rappelle par M. Michel Pinton, délégué général de l'U.D.F., dans une interview publiée par le Point, qui est de faire entrer un jour les socialistes dans la majorité, n'est pas encore en vue, puisque le P.S. n'a même pas obtenu l'opposition. Et, en même temps, sa cohésion car MM. Mauroy et Rocard, animateurs de la minorité, approuvent sur ce point la direction du parti.

ANDRÉ LAURENS.

M. GISCARD D'ESTAING A REÇU LES ÉLUS VAROIS

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu à dîner, samedi 18 août, au fort de Brégayon (Var), MM. Maurice Arreckx, maire de Toulon, François Léotard, maire de Fréjus, et Arthur Paecht, tous trois députés (U.D.F.), ainsi que MM. Henri Dekon, maire de Bormes-les-Mimosas, Pierre Manière, préfet du Var, et l'amiral Jean Acoria, préfet maritime de Toulon.

Le président de la République a insisté à M. Paecht, rapporteur de la loi de programmation militaire, que la France entreprendra, au travers du budget de 1980, un effort d'équipement jamais encore réalisé pour ses armées, car « la défense nationale est la défense de la démocratie ».

Au sujet des incendies de forêt, M. Giscard d'Estaing a insisté à nouveau, selon les députés, sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour assurer la protection des forêts méditerranéennes. « Que les intérêts se mettent d'accord, l'Etat les aidera à réaliser », a déclaré le chef de l'Etat.

Le problème du chômage dans le Var a été évoqué. Le président de la République a donné acte à ses interlocuteurs que la solution passe, par l'industrialisation de la région toulonnaise autour des installations, en cours de réalisation, du port de commerce de la Seyne-Bregayon. La construction navale a également occupé une bonne part des entretiens. Pour ce qui concerne les Chantiers navals industriels de la Méditerranée, le chef de l'Etat a indiqué que l'orientation prise par l'Etat est définitive. Il a souligné que la diversification est indispensable, en même temps, qu'un effort de commercialisation et de compétitivité. Il a assuré ses hôtes qu'il veillerait personnellement à ce qu'il n'y ait plus de problème de construction navale sur la façade méditerranéenne.

M. Giscard d'Estaing et son épouse ont assisté à la messe, dimanche, en l'église de Bormes-les-Mimosas, où se trouvait également M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications. Dimanche soir, le président de la République et Mme Giscard d'Estaing ont dîné dans un restaurant de La Napoule (Alpes-Maritimes), en compagnie de Mme Louise Morvan, députée (U.D.F.) des Alpes-Maritimes, de M. et Mme Michel Poniatowski et d'une trentaine d'autres convives.

● A propos de Charles Spinasse. — M. Georges Lefranc, auteur d'une Histoire du Front populaire, et suppléant de Charles Spinasse comme professeur au Conservatoire des arts et métiers, lorsque ce dernier occupait un poste ministériel dans le cabinet Léon Blum (1936-1937), nous signale que Charles Spinasse était déjà député, quand un chaire d'histoire du travail fut créée pour lui au Conservatoire des arts et métiers. D'autre part, nous écrit-il, Spinasse ne peut être considéré comme un « théoricien marxiste », ainsi que le disait sa notice nécrologique (Le Monde du 11 août). « Quand il donnait des conférences, précise M. Lefranc, c'était, en général, sous l'égide de Théodora, la Vie socialiste, dirigée par Renaudel et qui se réclamait de Jaurès bien plus que de Marx ».

Allô Libé bobo...
JEUNE HOMME vingt ans, rendu à moitié sourd par la moustache cherche femme libérée pour éviter solitude totale.
Editions CANDEAU

M. Claude Poperen (P.C.F.) : l'élection présidentielle hante l'esprit des dirigeants socialistes

M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C.F., écrit, dans l'Humanité du 20 août, sous le titre: « Coup, priorité à l'union à la base ».

« C'est l'attentisme, l'inaction, l'absence de maîtres libres au pouvoir en attendant... les élections présidentielles de 1981, qui hantent l'esprit des dirigeants socialistes. Dans la lutte contre le pouvoir et le grand patronat nous n'attendons ni invasions ni crises, nous ne croyons ni à la vertu de formules-chocs ni ne nous sommes intéressés ni aux discussions de salon ».

« Notre volonté est claire: tout faire pour imposer des reculs à l'adversaire, et pour cela rassembler sans exclusion sur tel ou tel point précis les convergences: tous ceux qui sont victimes de la politique giscardienne, diversifier les initiatives, les actions, faire appel plus que jamais à l'imaginaire individuel et collectif, s'appuyer sur chaque succès, si modeste soit-il pour aller plus loin ».

M. Claude Poperen ajoute: « Il ne s'agit pas, pour les communistes, de rassembler autour de leur parti; en une période aussi grave cela relèverait de la petite manœuvre, mais l'expérience constante du programme commun de la gauche et de son échec voulu par les dirigeants socialistes nous reste aussi présente à la mémoire. » Nous sommes trop attachés à l'union de toutes les forces populaires pour faire de l'union la chasse gardée des états-majors politiques derrière lesquels les travailleurs, les démocrates, les patriotes s'abaissent, plus qu'ils ne se regroupent dans des démarches communes pour la défense des salariés, des consommateurs, de l'emploi, de la Sécurité sociale et, au-delà, autour d'un même projet de société ».

Il poursuit: « Ce que nous voulons, c'est l'union de tous ceux, quelle que soit leur opinion sur telle ou telle question, indépendamment de leur engagement politique ou philosophique, qui aujourd'hui sont victimes de la politique giscardienne de hausse des prix. Ce sont des millions de salariés, de retraités qui sont intéressés par le relèvement du SMIC, des bus scolaires, pensions et retraites et qui bien sûr, ne doivent pas se priver, y compris sur le strict nécessaire. Les propositions d'actualisation du programme commun de la gauche que nous faisons voici deux ans auraient permis, si elles avaient été acceptées par nos partenaires, d'éviter cette aggravation de la misère; mais aujourd'hui il s'agit d'un projet pour et dans la lutte, indépendamment du jugement qu'elles pourraient porter à l'époque, les victimes de la politique giscardienne en faveur des grandes sociétés ».

● M. Eric Hentermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate, a déclaré: « Le parti socialiste propose une relance de l'union de la gauche que les pratiques communistes condamnent à un nouvel échec, comme le montrent les récentes initiatives du parti communiste et de la C.G.T., prises sans aucune concertation avec les autres partis et syndicats. Les réformistes, les socialistes affaiblis par leur éparpillement, doivent faire face au double durcissement de la droite et du parti communiste et se regrouper dans des démarches communes pour la défense des salariés, des consommateurs, de l'emploi, de la Sécurité sociale et, au-delà, autour d'un même projet de société ».

Bienheureux les retardataires.

(Ils paieront moins cher leur voyage vers l'Irlande).

De quelque façon qu'ils s'y prennent, ceux qui ont attendu pour partir que tout le monde ou presque soit rentré seront récompensés.

Voulez-vous laisser leur voiture en France écouter de belles histoires de bouchon? A partir du 1^{er} septembre, ils auront, s'ils sont au moins 2, un jet Aer Lingus et une voiture à kilométrage illimité pour explorer l'Irlande pendant 6 jours avec volévolant à droite, histoire de changer un peu. Le tout pour 1.475 F par personne.

Voulez-vous aller directement en Irlande avec leur voiture? Toujours à partir du 1^{er} septembre, il leur suffira

de partir à 4 pour qu'elle ne paye rien sur le Saint-Patrick et le Saint-Killian, les bateaux qui partent tous les jours du Havre ou de Cherbourg vers l'Irlande (s'ils ne sont que 2 ou 3, elle paiera demi-tarif).

Bref, si on n'est pas parti, il n'y a vraiment aucune raison de rester. Et plein de raisons d'aller voir un Agent de Voyages et de lui parler de l'Irlande à cet homme.

J'aimerais recevoir votre documentation "Irlande pour les retardataires".
Nom _____
Adresse _____
Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais ou venez nous voir 9 Bd de la Madeleine 75001 Paris ou téléphonez au 261.84.26

Irlande
Allez loin sans aller loin.

LE CONGRÈS D'AJACCIO

Les autonomistes corses jouent la solidarité européenne

De notre envoyé spécial

« Les corses sont nos frères de lutte », dit le porte-parole de l'U.P.C.; leur détresse est notre détresse, nous avons souffert de la même liberté. A ces mots, la salle a longuement applaudi, scandant « F.L.N. / F.L.N. / », le sigle du Front de libération nationale de la Corse.

Demain à Strasbourg?

Le responsable autonomiste a ensuite réaffirmé sa volonté d'obtenir le statut « d'autonomie interne » pour la Corse et a proposé une consultation de la population par la voie d'un référendum « scrutin impartial ». Demandant à toute la « famille nationaliste » de s'unir, il a assuré n'être l'homme d'aucun appareil politique. Enfin, et surtout, M. Simeoni et toute l'U.P.C. ont insisté sur la nécessité d'une internationalisation de leur action, souhaitée et promise au congrès de Paris. Il y a deux ans (Le Monde du 16 août 1977), « L'isolatisme est contraire à nos aspirations, a-t-il été affirmé. Le Corse est européen de par sa situation géographique, méditerranéenne de par sa sensibilité ».

L'Europe? Voilà qui est nouveau. L'Europe de demain, estime l'U.P.C., sera celle de tous les peuples du vieux continent (1). Les cinq délégations de mouvements nationalistes en

Europe étaient un peu là pour en témoigner. Première de toutes, celle du parti nationaliste basque modéré (P.N.V.), qui prêche la voie de la négociation, et puis celle de la Convergencia democràtica de Catalunya (C.D.C. Catalogne), du Plaid Cymru (Pays de Galles), du P.D.B. (représentant la minorité germanophone de Belgique) et de la Volksunie (Flamands).

M. Maurice Coppieters (Volksunie), parlementaire européen, n'a pas coupé les cheveux en quatre. Follement ovationné, il a déclaré: « L'Europe c'est nous, c'est nous (L.) Vous êtes absents à Strasbourg mais tous les peuples sans Etat y sont absents. Je suis là-bas votre député, nous serons vos ambassadeurs dans l'Europe. Dans cinq ans, il faudra un nationaliste corse sur nos sièges ».

L'Union du peuple corse, à défaut de perspectives très claires dans un contexte qui ne l'est pas, place ainsi ses espoirs, après s'être, durant de longues années, « ancrée » sur son territoire, dans une « solidarité internationale agissante ». La solidarité de minorités, celle des « petits ». Comme en conclusion, M. Vidal Benito, Catalan, s'est écrié: « Small is beautiful » (1). Seul, le petit est démocratique ».

LAURENT GRELSAMER.

(1) Projets pour la Corse, cahier numéro 1 (mars 1979).

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AUT

DÉSARROI A LA MAISON BLANCHE

(Jacques Cernoni)

La crise fiscale

des grandes villes américaines

(Thierry Novelle)

Canada: les conservateurs anglophones

face aux revendications du Québec

(Keith Spicer)

Comment l'Amérique latine alimente

la prospérité des États-Unis

(James F. Petrus)

RÉFUGIÉS DU TIERS-MONDE

Domination, conflits, déracinement...

Une protection juridique encore insuffisante (Mario Bottani). — Du droit d'asile aux conventions internationales (Charles Zoghbi). — D'où viennent-ils, où vont-ils? (Claude Bontemps). — L'Afrique, exemple des obstacles à surmonter (E. Jouvet). — La conférence d'Aruha et les droits de l'homme (Christophe Batschi).

VERS QUELLE ASIE DU SUD-EST?

L'ASIE MÉRIDIONALE, EXPORTATRICE DE MAIN-D'ŒUVRE

(Gérard Viratelle)

LA NEUTRALISATION D'ISRAËL, CONDITION D'UNE PAIX DURABLE

(Nahum Goldmann)

LE VENEZUELA, OU LA RICHESSE NON MAÎTRISÉE

(Reportage de Bernard Cassen)

LE PRÉSIDENT, LE PAPE ET LE COMMUNISME

(Armando Uribe)

Un récit de Leonardo Sciascia:

L'IMAGE-SOUVENIR

INTERROGATIONS: La défaite travestie en liberté (Henri Gabard).

LIVRES: Sociobiologie et politique (Pierre Domergues). — La

fausse querelle du protectionnisme (Alain Weil). — « Les derniers Blancs », de Cl. Méliès (Antoine Bouillon). —

« L'autre regard », de Jacques Berque (J. G.). — Psychanalyse

du politique (Y. Florenne).

POLITIQUE ET LITTÉRATURE: Exilés ou déportés d'une culture

(Jacques Borell)

RECHERCHES UNIVERSITAIRES: Du tiers-mondisme (Charles

Zoghbi). — L'activité des organisations internationales. —

La soixante-cinquième conférence internationale du travail

(Francis Blanchard).

RELIGION

UNE INITIATIVE DIPLOMATIQUE MAJEURE

Jean-Paul II souhaite une reprise des relations entre le Saint-Siège et l'Eglise chinoise

Castelgandolfo (A.P., A.F.P.). — Jean-Paul II a souhaité une reprise des relations officielles entre le Saint-Siège et l'Eglise catholique de Chine, rompues en 1967 après la nomination d'évêques « schismatiques » lors de l'accession au pouvoir du régime communiste.

Pendant trente ans, nous n'avons jamais cessé de nourrir l'espoir de renouer dans un nouveau contact le lien qui n'a jamais été rompu spirituellement, a dit le pape au cours de sa bénédiction dominicale, de sa résidence d'été, le 19 août. Le Saint-Siège, a-t-il ajouté, est prêt à « saisir tous les moyens possibles » pour rétablir « l'union parfaite » qui existait entre le Saint-Siège et l'Eglise catholique de Chine. De source autorisée au Vatican, on qualifie cette déclaration d'initiative diplomatique majeure en direction non seulement des catholiques chinois, mais aussi des autorités communistes de Pékin.

Selon les observateurs, la présence à Pékin, depuis plus d'un mois, d'un légation de Radio-Vatican, le Père Michel Chiu, n'est pas étrangère à l'évolution positive de la situation. Les autorités chinoises, en acceptant la présence de professeurs jésuites à l'ancienne université Aurore de Shanghai, avaient fait un premier geste que le général des jésuites, le Père Pedro Arrupe, avait saisi lors d'une conférence de presse en mars dernier.

Des obstacles demeurent pourtant. Outre la question de la hiérarchie dissidente chinoise, déclarée schismatique par Jean XXIII, le 15 décembre 1958, question de Rome devra être réglée. Pour l'instant, le pape n'a pas fait allusion à cette dernière question, sans doute la plus difficile à résoudre selon les observateurs. Un fonctionnaire de l'ambassade de Chine à Rome a cependant été très net à ce sujet au cours d'une conversation avec un religieux italien : le Saint-

Siège, selon lui, doit renoncer à sa nonciature à Taiwan. Les évêques de Formose se sont inquiétés de la nouvelle diplomatie du Vatican et ils ont lancé, le 3 mars dernier, un appel angoissé à Rome.

Bien que plus facile, semble-t-il, à régler, le problème de la hiérarchie dissidente chinoise suscite encore de vives réactions. C'est ainsi que, le 19 août, également, l'Association catholique patriotique chinoise a dénoncé comme une « inséquence grossière » la récente déclaration du directeur de la salle de presse du Saint-Siège prédisant que le Vatican refusait de reconnaître la nomination de Mgr Michael Fu Tieshan comme archevêque de Pékin (le Monde daté 12-13 août).

Le porte-parole de l'association a estimé que le Vatican « n'a aucun droit de regard dans les affaires des Eglises d'autres pays ». Il a fait valoir que le pouvoir de nommer des évêques « vient directement de Dieu » et que « la voix du peuple est la voix de Dieu ». Mgr Fu Tieshan, ayant été nommé au cours d'une réunion de tout le clergé du diocèse de Pékin, sa nomination est « parfaitement légitime », a ajouté le porte-parole.

Jean-Paul II a loué, le 19 août, l'« Opus Dei », devant trois cents professeurs et étudiants de cette institution, fondée il y a un demi-siècle par le prêtre espagnol Escrivá de Balaguer.

C'est vraiment un grand idéal que le « Opus Dei », leur a-t-il dit dans l'édifice qu'il a prononcé au cours d'une messe célébrée en leur honneur dans les jardins de Castelgandolfo. C'est l'idéal d'un homme qui a consacré sa vie à la théologie du laïc, qui a caractérisé ensuite l'Eglise du concile et l'Eglise post-conciliaire. — (A.F.P.)

TÉMOIGNAGE

L'Evangile passe avant l'Institution

par MARIE-DOMINIQUE CHENU (*)

Les agences de presse ont récemment fait état de la nomination d'un nouvel évêque de Pékin, élu par ses collègues, Mgr Michel Fu Tieshan, jeune prêtre de quarante-sept ans, qui sera prochainement consacré avec l'assentiment du gouvernement.

Les informateurs nous font savoir que le Vatican ne voit pas sans désagrément ni contestation non pas cette élection elle-même, qui est valide, mais le fait que, comme ses confrères chinois, le nouvel évêque prend sa charge sans se mettre en relation avec l'évêque de Rome, ce qui pose un problème de légitimité juridique. Le ton des réflexions faites à ce propos, même dans les informations religieuses, ne va pas sans ambiguïté, et appelle précision sur les contextes. Voici une petite anecdote qui peut éclairer la signification de cet épisode.

Un évêque de nationalité hollandaise, Mgr Van Melckebeke, qui exerce son ministère en Chine depuis trente ans, dut quitter le pays, vers les années 60, et primum inter primum, parmi les nombreuses communautés chrétiennes de la diaspora chinoise dans l'Asie du Sud-Est. Arrivant à Rome, pour le concile, en 1962, il rendit visite au pape Jean XXIII, et lui tint ces propos : « Très Saint-Père, à plusieurs reprises, vous avez fait des allusions à des évêques catholiques qui, en Chine, exercent leur ministère à votre insu, refusant expressément tout rapport avec l'évêque de Rome. De ce fait, sont d'une certaine manière en situation schismatique. Ces évêques, Très Saint-Père, je les connais un par un, je vous assure que ce sont de bons prêtres ; et ils ont raison de s'entretenir au moins avec vous. En Chine, le pape est considéré comme le plus

notable des souverains « impériaux » de l'Occident, qui, pendant plus d'un siècle, a opprimé la Chine, non seulement au plan économique et politique, mais dans sa culture même. Vue de l'Occident, cette position nous paraît erronée, mais elle exprime le sentiment commun, entretenu par le nouveau régime, à partir de mauvaises souvenirs.

En vérité, sans parler de la collusion des missionnaires avec les pouvoirs colonisateurs, l'Eglise romaine a condamné pendant deux siècles comme une « idolâtrie » le culte des ancêtres, qui est un élément essentiel de la culture chinoise, répétant dans toute la mentalité et constituant l'une des bases de l'étonnante vie communautaire de ce peuple. Ce n'est qu'après 1949 que l'Eglise romaine reconnut son erreur.

« Si donc un évêque se tient séparé de vous, Très Saint-Père, est-ce que, pour poursuivre son ministère, il ne doit pas, à condition essentielle, être agréé par le peuple que des pouvoirs établis. Sinon, il devrait remonter l'évangile, passe avant l'institution. »

Entendant ces propos d'un homme qualifié par son expérience et sa compétence, Jean XXIII se mit à pleurer : « Revenez me voir, un mois, dit-il à l'évêque, pour me redire cela. » Dès la fin de la session conciliaire, Jean XXIII rejeta l'évangile, bonne nouvelle, depuis lors, ni lui ni son successeur, même lorsqu'ils expriment leur tristesse de cette situation, n'employaient ce mot. Au contraire, ils ne manquèrent pas de relever les indices d'un « nouvel esprit ».

C'est de Mgr Van Melckebeke même que je tiens ce récit, dont on peut retrouver tous les éléments dans l'ouvrage, parfaitement documenté, de R. Laurentin, Chine et christianisme. Après les occasions manquées, (Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1977, p. 188-189).

Il n'est pas inopportuniste de résumer cette anecdote face aux commentaires maladroits de la presse, même religieuse. Mieux encore, elle nous éclaire sur la relation radicale à définir entre l'Evangile, bonne nouvelle, aux pauvres et l'institution naissante de pouvoirs.

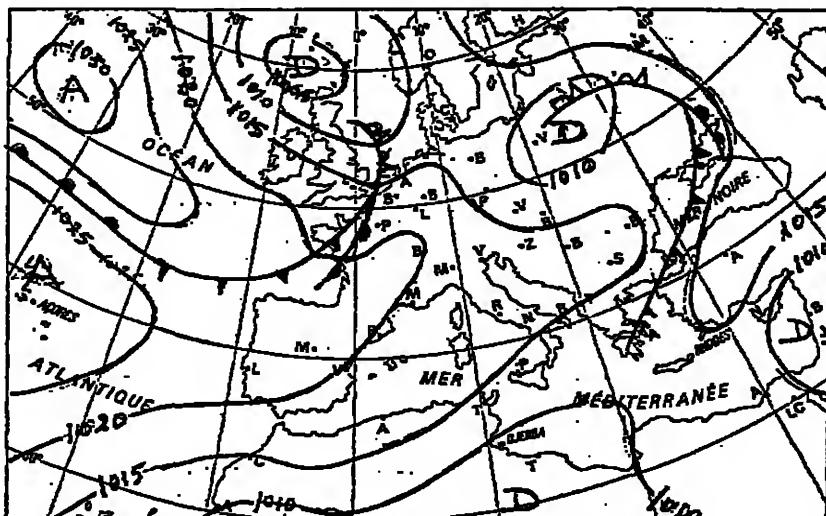
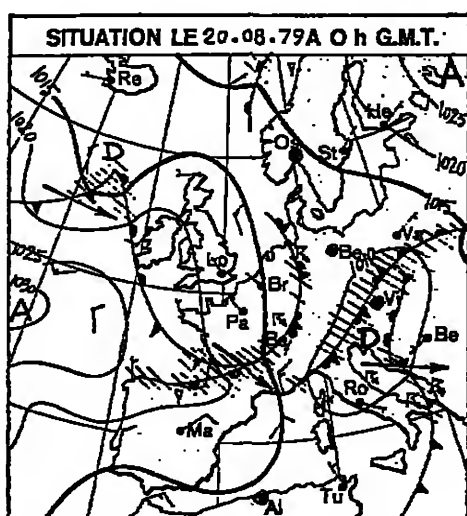
L'histoire est à suivre, car l'évolution se poursuit, au-delà des entretiens juridiques et diplomatiques, et il s'agit, dit excellemment R. Laurentin, de renouer l'éthocentrisme occidental, et de regarder la Chine à neuf, de manière ouverte, pour elle-même, non comme champ d'action ou zone d'influence. Il s'agit de se laisser interpeller par cette réalité, devenue un signe d'espérance dans la jeunesse et dans la tiernité.

(*) Dominica.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 20 AOÛT À 6 HEURES (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige / Averses / Orages / Brouillard / Verges

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent / Force du vent / 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds

— Sens de la marche des fronts / Front chaud / Front froid / Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 août à 6 heures et le mardi 21 août à 6 heures :

Une perturbation donnera quelques pluies lundi matin de l'Alsace à la Bretagne, ainsi que sur l'Atlantique. Elle s'écoulera vers l'Europe centrale et la Méditerranée. Une autre perturbation venant des îles Britanniques et de la Corse, région où soufflent des vents de nord, assez forts près des côtes et en mer le matin, mais faiblissant dans la journée. Les températures seront en hausse.

Le lundi 20 août, sur la moitié nord-ouest de la France, le ciel sera passagèrement couvert, et il risque de pleuvoir un peu au voisinage de la Manche et de la mer du Nord. L'après-midi, les éclaircies devien-

dront assez belles en Bretagne, en Vendée et en Normandie. Les vents, d'ouest à nord-ouest, seront assez forts en Manche et en mer du Nord, modérés ailleurs. Les températures varieront peu.

Sur le reste de la France, après une matinée passagèrement brumeuse, le temps sera assez ensoleillé. Les éclaircies seront importantes dans la vallée du Rhône, sur les Languedoc, le Roussillon, la Provence et la Corse, régions où souffleront des vents de nord, assez forts près des côtes et en mer le matin, mais faiblissant dans la journée. Les températures seront en hausse.

Le lundi 20 août, à 6 heures, la

pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018,4 millibars, soit 783,9 millibars de mercure.

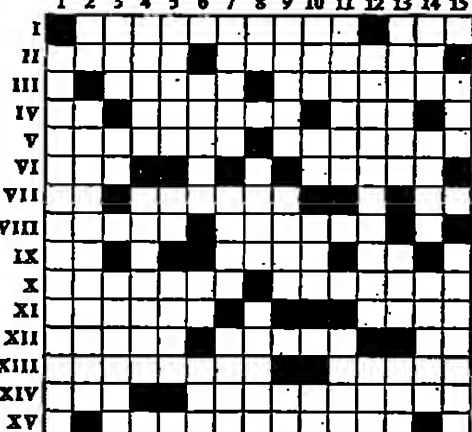
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 19 août ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Ajaccio, 22 et 13 degrés ; Biarritz, 20 et 13 ; Bordeaux, 20 et 14 ; Brét, 16 et 14 ; Clermont-Ferrand, 18 et 13 ; Dijon, 17 et 15 ; Grenoble, 22 et 14 ; Lille, 18 et 13 ; Lyon, 18 et 14 ; Marseille, 24 et 18 ; Nancy, 21 et 13 ; Nantes, 17 et 11 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 22 et 13 ; Pau, 20 et 13 ; Perpignan, 22 et 18 ; Rennes, 17 et 9 ; Strasbourg, 22 et 13 ; Toulon, 19 et 14 ; Toulouse, 22 et 13 ; Valenciennes, 22 et 14.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2467

HORIZONTALEMENT

I. C'est une vue de l'esprit : Rejeton des pays chauds. — II. Pour l'hygiène, ce fut le vent de l'Université. Sur le dos du combattant. — III. Résultat d'un mélange, d'un alliage, voire de combinaisons diverses. Ne ferment pas souvent les yeux. — IV. Bienheureux. — V. On ne peut plus claires. — VI. Grande cuvette. — VII. Susceptibles de rester. — VIII. Libération : le républicain. — IX. Rarement noir par un simple mot. — X. L'ensemble. — XI. Hante les cieux pourpre. — XII. On ne peut les couper qu'en les coupant. — XIII. Pas vraiment blanches. — XIV. Désigne une période de révolution. — XV. Orientation ; résultats d'une décomposition. — XVI. Secrétaire particulier.



VERTICALEMENT

1. Leurs invités s'en vont après avoir bu. — 2. D'un auxiliaire. Qui portent dans leur chair quelques fragments de fêles. — 3. Saïe et potée. Fermet de régle. Coiffent fort cher quand elles sont économiques. — 4. Fut peu discret. Edges d'argentées réparations. — 5. Se plait aux caprices de la main : plénitude. Antique voyageur. — 6. Difficulté majeure pour ceux qui s'écourent parler. Vis. Revisité. — 7. Modèle la fougue d'un jeune exécutant. Rous. N'a plus cours. — 8. Suffisamment (épilé). Perd

Solution du problème n° 2466

HORIZONTALEMENT

I. Instant. — II. Lien. Amie. — III. Lerne. — IV. Bore. — V. Tui. — VI. Sardinie. — VII. Ra. — VIII. Entassent. — IX. Sert. — X. Dé. — XI. Mées. — XII. Asie. Ces.

VERTICALEMENT

1. Milette. — 2. Née. — 3. Anses. — 4. Servite. — 5. Tné. — 6. Alarme. — 7. Evariste. — 8. Te. — 9. Indus. — 10. L. — 11. Emile. — 12. Irénée. — 13. Nide. — 14. Nénie. — 15. Te. — 16. Estas.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELIA
12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6^e)
Tél. : 322-51-44

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.
Importation de « Le Monde »
5, r. des Halles
PARIS-IX^e
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

UN COIN POUR JOUER

Solution du problème n° 17

Été gag

Voici un mot correspondant à chaque structure :

ELLE - ANTAN - TAYAUT - RIZIERE - RECYCLER - SATIRISAT - INTONATION - APPAREILLER - ATTERRISSAGE - COMMISSIONNES - ASSAISON.

PIERRE BERLOQUIN.
© Copyright « Le Monde » et Pierre Berloquin.

Tourisme

DEUX « DOCUMENTS » POUR LES VACANCES : LE LITTORAL

Le littoral français par l'image et le son. Tel pourrait être le titre des deux documents édités conjointement par le Conservatoire du littoral et la Documentation française. Le premier est une brochure de vingt-cinq pages, illustrée de photographies et de cartes, qui présente quelques-uns des sites les plus intéressants, récemment achetés par le Conservatoire. Un texte d'accompagnement souligne la valeur de ces sites, désormais préservés de toute construction.

Le second document élaboré par l'association « Jeunes et Nature » et la Société nationale de protection de la nature est une cassette de vingt-cinq minutes sur la bande de laquelle sont enregistrées six séquences sonores captées dans des points caractéristiques de nos côtes. On peut entendre ainsi le cri plaintif des goélands sur les falaises du cap Bénou (Finistère), le bruissement des peupliers et des grenouilles dans les roseaux de Camargne, les bruits d'un port de pêche, le bourdonnement des insectes dans le maquis du littoral corse, etc. La puissance d'évocation de ces mille bruits de la nature vient évidemment renforter l'intérêt des diapositives. Ces deux types de documents seront fort utiles pour les maîtres qui veulent rendre réellement vivants leurs leçons de géographie.

* Dispositifs : 35 F. A la Documentation française, 25, quai Voltaire, 75340 Paris. Cassette : 75 F. S.N.P.N., 57, rue Cuvier, 75221 Paris Cedex 05.

Foires

● Brocante à Villefranche. — Les samedi 25 et dimanche 26 août, de 9 à 10 heures, sur la place de la Liberté, le syndicat d'initiative de Villefranche-du-Périgord, en Dordogne, organise sa neuvième foire à la brocante. Cinquante exposants sont attendus. Renseignements au (05-53) 29-50-34.

Le Monde DE L'ECCLÉSIASTIQUE

A situation ex réplique ex

UN BENEFICE PAR PLUS DE HUIT EN CINQ ANS

Le Monde de l'Ecclesiastique est une revue mensuelle de 128 pages, illustrée, qui traite de l'actualité religieuse, sociale, culturelle, politique, économique, scientifique, sportive, etc. Elle est destinée à tous les catholiques, qu'ils soient ou non croyants, et à tous ceux qui s'intéressent à la religion.

Abonnements de vacances :

Quatre jours : 31 F.
Trois semaines : 48 F.
Un mois : 49 F.
Un mois et demi : 88 F.
Deux mois : 89 F.
Trois mois : 128 F.

ETRANGER (valeur normale) :

Quatre jours : 46 F.
Trois semaines : 63 F.
Un mois : 64 F.
Un mois et demi : 113 F.
Deux mois : 114 F.
Trois mois : 152 F.

EUROPE (valeur) :

Quatre jours : 37 F.
Trois semaines : 54 F.
Un mois : 55 F.
Un mois et demi : 94 F.
Deux mois : 95 F.
Trois mois : 133 F.

Dans les tarifs sont compris les frais d'expédition, d'abonnement, de livraison, de service client, de gestion, de comptabilité, de publicité, etc.

Le Monde de l'Ecclesiastique est une revue mensuelle de 128 pages, illustrée, qui traite de l'actualité religieuse, sociale, culturelle, politique, économique, scientifique, sportive, etc. Elle est destinée à tous les catholiques, qu'ils soient ou non croyants, et à tous ceux qui s'intéressent à la religion.

Le Monde DE L'ECONOMIE

A situation exceptionnelle réplique exceptionnelle...

L'AUTOUR de ces lignes s'exprime non pas en tant que journaliste du Conseil économique et social, mais en tant que simple citoyen. Sur le plan intérieur, nous approchons d'une équilibre double, celle des trois premières années du Plan de redressement des grands équilibres de l'économie et celle de l'expérience, à bien des égards inédite, d'un an de libéralisme économique en France.

Sur le plan extérieur, les deux sommets internationaux, celui de l'OPEP et celui de l'Occident, ont confirmé, s'il en était besoin, le facteur primordial qui commande la prospérité, du moins la paix mondiale des pro-

chaines années : le renouveau économique et social réside dans la nécessaire conciliation de notre société, dans le degré d'information, de concertation et d'adhésion qui pourra être obtenu. On comprendra des Français la poursuite de l'effort, sans toutefois de l'effort, que ce dernier-ci est effectif et équilibré, réparti entre les citoyens.

Quatre critères leur permettront de juger : l'emploi, les prix, les revenus, les économies d'énergie. Dans chacun de ces domaines, la solidarité nationale devra jouer à plein laute de quoi l'adhésion manquera aux gouvernants et à la guerre économique mondiale s'ajoutera la guerre sociale intérieure.

Et d'abord l'emploi : la situation actuelle sur le marché du travail fait craindre à beaucoup « relance », ce à quoi le gouvernement répond « assainissement » et « grands équilibres ».

Pour réussir cette reconversion sociale, il nous faut, Européens et Français, compter d'abord sur nos propres forces. Ce n'est pas d'ailleurs que viendront les secours : l'extérieur nous promet plutôt des désagréments, pour n'employer qu'un faible mot. Compter sur nous-mêmes, c'est chercher dans la société française les ressources d'une croissance autre, celle qui s'accommodera des nouvelles conditions du monde.

Le débat est, après tout, assez clair.

● Une première thèse, celle des pouvoirs publics, fait de la relance en état de l'économie la condition première du rétablissement d'un niveau d'emploi. En ce sens la rigueur économique et financière est présentée comme le meilleur moyen de sauvegarder l'emploi de demain. Celui-ci est traité comme une conséquence de la politique économique.

● Une seconde thèse, qui admet l'importance du maintien des grands équilibres, soutient que tout gain d'emploi est lié à la croissance, parce qu'il est porteur de risques politiques et sociaux considérables, n'est pas acceptable. Une manière de dire que lorsque la révolution et la réforme seront là, on se moquera bien du respect des grands équilibres, en ce sens effectivement, l'entretien des grands équilibres économiques.

de demain et non pas seulement une conséquence des grands équilibres d'aujourd'hui.

Les deux thèses ne sont pas vraiment inconciliables. Le gouvernement le reconnaît d'ailleurs lui-même par les mesures qu'il prend en vue de soutenir l'emploi, encore plus menacé en 1980.

Au-delà des querelles stériles sur le keynésianisme et l'origine de la stagnation, il faut reconnaître la liaison inévitable entre la croissance et l'emploi. Le niveau particulièrement inquiétant de ce dernier requiert de manière absolue un soutien effectif durable.

Le soutien de l'activité doit reposer sur la sélectivité et la lutte contre l'inflation. Une politique de « stop and go » semblable à celle qui a été menée du milieu de l'année 1974 jusqu'au mois d'août 1976 est une mauvaise réponse au problème de l'emploi. Elle ne fait que renforcer les tendances déflationnistes ayant pour origine la crise énergétique. D'autre part, une relance globale, aveugle et sans nuances romprait inévitablement les grands équilibres.

Le soutien de l'activité doit suivre les axes qui viennent :

- la relance doit être européenne, concertée entre les pays membres de la C.E.E. Des effets multiplicateurs de croissance sont à attendre d'une action commune ;
- la relance doit s'appuyer sur certains secteurs de l'économie.

(Lire la suite page 12.)

par JEAN DELEAU (*)

chaines années : le renouveau économique et social réside dans la nécessaire conciliation de notre société, dans le degré d'information, de concertation et d'adhésion qui pourra être obtenu. On comprendra des Français la poursuite de l'effort, sans toutefois de l'effort, que ce dernier-ci est effectif et équilibré, réparti entre les citoyens.

Quatre critères leur permettront de juger : l'emploi, les prix, les revenus, les économies d'énergie. Dans chacun de ces domaines, la solidarité nationale devra jouer à plein laute de quoi l'adhésion manquera aux gouvernants et à la guerre économique mondiale s'ajoutera la guerre sociale intérieure.

Et d'abord l'emploi : la situation actuelle sur le marché du travail fait craindre à beaucoup « relance », ce à quoi le gouvernement répond « assainissement » et « grands équilibres ».

(*) Vice-président du Conseil économique et social.

Comment le lion Peugeot digérera-t-il l'oursin Chrysler ?

Dans le flot des flashes tonitruants, sur fond de disco, diffusés par les radios périphériques, la voix surprend. Grave, posée, presque laborieuse, elle explique qu'« il y aura toujours des Talbot-Simca-Horizon, des Talbot-Simca-Sunbeam, des Talbot-Matra Bagheera ». Une « pub » sans musique, sans effets spéciaux. Pourtant, on écoute. Pas brillant, mais efficace. « Peugeot-tissime », diront certains... Et on daubera une fois encore sur le « paradoxe », le « mystère », le « secret » de la firme de Sochaux.

Le « mystère » se nourrit du contraste de deux images sans cesse ressassées. D'un côté le cliché traditionnel, à peine terni par cent ans d'usage : Peugeot la huguenote, austère, guindée et secrète ; Peugeot la bourgeoise, prudente, économe et paterna-

liste ; Peugeot la provinciale, étouffant dans les replis de ses vallées jurassiennes ; Peugeot la famille, le travail, la patrie, etc... De l'autre côté, le portrait d'une réussite presque trop belle pour être vraie. Celle d'une firme modeste devenue en quelques années une multinationale puissante, troisième mondiale et première européenne de son secteur par les effectifs (267.300 personnes), la production (2.475.699 véhicules), le chiffre d'affaires (59,54 milliards de francs) et même la marge bénéficiaire (3,85 milliards de francs de cash-flow net). A en faire crever de dépit ses concurrents et d'orgueil le Français moyen.

Entre ces deux images : cinq ans seulement, cinq années d'audace récompensant cent ans de sagesse et de bonne gestion. La firme de Sochaux entre bien vivante dans la légende.

LORSQUE, en 1972, M. François, Ganthier, succède à M. Jordan, le groupe n'est encore qu'une entreprise moyenne, saine, bien gérée. Pourtant tout est prêt, depuis des années, pour saisir l'occasion. Dès le début des années 60, les dirigeants du groupe ont compris que la croissance « interne » ne suffirait pas à lui donner la taille nécessaire. En 1966, après un premier filin manqué avec Citroën, Peugeot a signé avec la régie Renault un accord de « coopération ouverte ». « C'est ce qui nous a donné confiance en nous », explique M. Parayre, directeur financier de P.S.A. « Nous nous sommes rendus compte que finalement on ne faisait pas plus mal que la Régie, et dans le domaine de la gestion, plutôt mieux ».

Lorsque la crise de 1974 conduit Citroën, empêtré dans des problèmes financiers endémiques, au bord du gouffre, le groupe, saisi sur un confortables coussin de réserves financières, hésite à peine. En décembre 1974, après six mois d'études intensives, Peugeot saute le pas et prend la direction de la firme au double chevron.

Le pas est de taille. Peugeot double d'un coup ses effectifs, sa production, son chiffre d'affaires. Courageux mais pas téméraire, les dirigeants de la firme s'en-tourent d'innombrables précautions. Le rachat des actions Citroën s'éta-lera sur un an. Pour financer le

redressement l'actionnaire principal, l'Etat (par un prêt de 1 milliard) sont largement mis à contribution. Douze mois après, le pari est gagné. Peugeot rachète à Michelin la totalité du capital de Citroën.

Trois ans plus tard, c'est au tour de Chrysler de chanceler. Après quelques mois de négociations menées par une équipe très réduite, Peugeot en août 1978 rachète les filiales européennes du groupe américain. « Cela s'est fait presque dans la journée. Le vrai secret, c'était Chrysler », dit M. Parayre, « c'est ce qui nous a fait passer le rachat en chiffres d'affaires des grands du secteur », commente un cadre supérieur.

Le succès agace. On attend Peugeot au tournant. La Bourse, après avoir salué l'opération, s'inquiète quelques mois plus tard. La conjonction de l'automobile n'est guère encourageante en sur un marché incertain. Chrysler-France a perdu des points depuis un an. Le groupe parviendra-t-il à résister avec Chrysler-Europe l'exploit du redressement de Citroën ? Raus-sira-t-il à s'adapter aux nouvelles conditions créées par son changement de taille, sans pour autant perdre les atouts qui ont fait son succès ? L'ensemble Peugeot-Citroën - Talbot-Chrysler représente trois fois ce qu'était Peugeot à l'origine. Ses

éléments sont hétérogènes et, de surcroît, répartis dans trois pays différents (France, Espagne, Grande-Bretagne). L'instabilité croissante du marché automobile risque enfin de ne pas lui faciliter la tâche, notamment parce que l'Etat s'est retiré de la reprise de Citroën.

L'évolution récente de l'industrie automobile mondiale justifie en tout cas la stratégie adoptée. Face à un environnement de

plus en plus concurrentiel, où la concurrence américaine se précise, le groupe apparaît nettement mieux armé qu'il y a trois ans. Quelles que soient les conditions de son redressement, le rachat de Chrysler lui a apporté 2 % du marché européen pour une somme équivalant au tiers des investissements de l'exercice 1978 : la dépense par voiture supplémentaire produite est dérisoire.

Toutes portes ouvertes

Pour l'heure, l'organisation, mise en place par P.S.A. depuis 1976, s'avère, passé les premiers tâtonnements, parfaitement adaptée au problème posé par la reprise de Citroën. M. Parayre, président du directoire de P.S.A., à trois il est devenu évident pour tout le monde que la rationalisation s'imposait. Ce que nous avons dit il y a trois ans, qui apparaît aujourd'hui comme une évidence. « Outre la politique financière et les activités juridiques sont centralisées au niveau du holding P.S.A. la politique des produits, celle des études et des recherches, ainsi que la direction industrielle, soit en gros tout ce qui engage l'avenir commun des trois filiales (voir le schéma page 12). Sont, en revanche, complètement décentralisées la politique sociale, la gestion des achats et la politique commerciale — y compris la fixation des prix de vente, — bref, la gestion courante.

Moins hiérarchique qu'il n'y paraît, cette organisation a été notablement « démocratisée » depuis un an par la mise en place de « comités » qui permettent aux directions des filiales de participer directement à toutes les décisions stratégiques. « Cela fait la plupart des

conférences », assure M. Lombard, président du directoire de Citroën, qui semble comme ses homologues de Peugeot-Automobiles et de Chrysler-Talbot, fort satisfait du système. « P.S.A., c'est nous... »

« Il y a, à la tête du groupe, une douzaine de cadres qui réfléchissent sur le futur, à partir d'éléments précis, solides et peu nombreux », explique un cadre supérieur. Leur force principale ? La disponibilité. Voilà qui surprend. Il suffit pourtant de fréquenter le dernier étage cossu du siège, pour se persuader que l'état-major, ici, travaille bien en équipe et... toutes portes ouvertes.

Grâce à cette organisation bien rodée, la plupart des grandes options engageant l'avenir à moyen et long terme des filiales (y compris Chrysler-Talbot) ont déjà pu être définies. Sur le plan technique notamment (développement d'organes communs, politique de patentes, etc.). L'intégration du nouvel arrivant n'a pas posé de graves problèmes. « La politique d'organes définie pour s'appliquer à Chrysler-Talbot sans grandes difficultés », assure M. Parayre.

La politique industrielle, par contre, a dû être modifiée.

Le groupe a choisi sa voie : la spécialisation des usines et des sociétés par type de produit. Ainsi c'est Citroën, leader pour la fondrie de l'acier, qui développera

La Banque mondiale change de ton

Si les pays industrialisés reviennent au protectionnisme pour défendre leurs entreprises menacées par la concurrence internationale et la crise, d'un sera fin des progrès économiques des nations du tiers-monde. Tel est en filigrane l'avertissement lancé par la Banque mondiale qui, dans son dernier rapport met en garde les pays riches contre le tentation des « gains éphémères » qu'apporteraient de telles politiques.

La Banque mondiale ne fait pas appel à la générosité des pays industrialisés, mais à leurs intérêts bien compris. Multiplier les obstacles aux exportations d'acier, de textiles ou aux articles en cuir des pays en développement ne fera que retarder les indispensables conversions industrielles, mais aussi l'expansion des industries de pointe dans les pays occidentaux.

L'O.C.D.E. avait écrit récemment que les importations en provenance des pays du tiers-monde pourraient supprimer deux cent mille emplois d'ici à 1985. Mais, souligne la Banque mondiale, ces pertes seront presque exactement compensées par des créations d'emplois d'ouvriers qualifiés, de cadres, de dirigeants. Le problème est bien posé : en-on disposé, dans les pays riches à accepter les changements et reclassements qu'exige une nouvelle division internationale du travail ? Si les Allemands sont félicités pour leur libre-échangeisme, les Britanniques subissent un blâme pour un protectionnisme particulièrement virulent.

Le plaidoyer de la Banque mondiale pour le libre-échange ne manque pas d'arguments convaincants : les importations des pays en développement freinent l'inflation et bénéficient aux catégories sociales les plus défavorisées des pays industrialisés, en leur fournissant des produits à bas prix. De plus, lever les barrières tarifaires et autres obstacles aux exportations, c'est accroître le pouvoir d'achat des pays en développement qui importeront davantage.

Si le problème posé par le danger d'une renaissance du protectionnisme préoccupe gravement la Banque mondiale, le point le plus original du rapport est celui qui traite de la politique industrielle et de l'urbanisation. Un mythe est en train de disparaître : celui de la priorité donnée à l'industrie comme facteur décisif du développement économique. Le raisonnement à l'envers : c'est maintenant dans une agriculture prospère — c'est-à-dire favorisée dans les choix et les investissements — qu'on trouvera la solution. La folle croissance des grandes villes qui, jusqu'à présent, ont toujours été le terrain de prédilection des centres industriels relève, pour la Banque mondiale, d'un schéma aussi dangereux qu'illusoire. « Nous avons vu le temps du retour à la petite industrie campagnarde. Du même coup est remise en cause la politique d'urbanisation jusqu'à présent menée. La priorité devrait être donnée aux constructions d'écoles et aux adductions d'eau qui bénéficieront aux plus pauvres. On ajoute que les sommes colossales dépensées dans la construction d'autoroutes, de gratte-ciels ou de métro rendent surtout service aux plus riches... »

A l'heure où de nombreuses théories économiques se désagrègent dans les difficultés de la récession et de l'inflation, la Banque mondiale semble choisir le parti du réalisme. Que ne l'a-t-elle fait plus tôt ?

AL. V.

la nouvelle maîtresse de Charleville, laquelle approvisionnera, à terme, l'ensemble du groupe. C'est Peugeot qui construira l'unité des boîtes de vitesses prévue dans la région de Valenciennes, etc. « Un usine de quatre mille personnes pour nous, c'est un peu un mini-

Vingt usines de trop

Beste que la réorganisation profonde de l'outil industriel entraînera, à terme, la fermeture, la reconversion ou la mise en veilleuse d'un certain nombre d'usines. « Nous sommes loin d'avoir terminé. On est dans cette affaire jusqu'au cou », assure le directeur financier. Quelle stratégie adopter pour la branche poiss-lourde (Dodges) ? « Achetés à Chrysler avec ses autres filiales européennes ? Pour l'heure, l'activité de cette division est rentable. Dodge détient 50 % du marché espagnol des gros ton-nages, et 10 % du marché britannique. C'est le point de départ pour quelque chose », assure M. Parayre. En l'état actuel, la division n'a pas la taille nécessaire pour résister, à terme, à la concurrence. P.S.A. cherche-t-elle un partenaire ? « C'est un sujet d'interrogation... »

VERONIQUE MAURIS.
(Lire la suite page 12.)

UN BÉNÉFICE MULTIPLIÉ PAR PLUS DE HUIT EN CINQ ANS

(En millions de francs)	1974	1975	1976	1977	1978 (*)
Chiffre d'affaires (R.T.)	14 653	16 359	35 066	41 885	47 810
Valeur ajoutée	5 324	6 216	10 063	16 898	18 645
Résultat brut	1 253	2 598	4 814	5 583	5 671
Marge nette d'autofinancement (cash-flow net)	853	1 101	3 466	3 860	3 853
Bénéfice net social	160	232	1 423	1 251	1 582

(*) Les résultats des filiales européennes de Chrysler ne sont pas consolidés.

UN CONCOURS réservé aux DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AGÉS DE 21 A 26 ANS

(les candidats masculins devront être libérés de leurs obligations militaires)

aura lieu début Octobre 1979

pour le recrutement d'

INSPECTEURS DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renseignements et inscriptions : écrire avec curriculum vitae détaillé au SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

2, rue Edouard-VII - 75009 PARIS ou téléphoner au 266.54.00 (poste 28.88 ou 32.87) Date de clôture des inscriptions : 7 Septembre 1979

Comment le lion Peugeot digérera-t-il l'oursin Chrysler ?

(Suite de la page 11.)

Comment l'imposer sur le marché américain ? La stratégie internationale des trois filiales reste indépendante, mais — hasard ? — une sorte de « partage du monde » existe de facto entre les trois partenaires : Citroën est bien placée dans les pays de l'Est, grâce à une division engineering très performante ; Peugeot consolide ses traditionnelles positions en Afrique, et tente une percée au Proche-Orient et en Asie du Sud-Est ; Chrysler-Talbot n'a rien, reste naturellement bien ancrée en Europe.

Quant aux États-Unis... « Pour y aller, il faut être japonais ou subventionné », explique M. Parayre. Pourtant, le marché est tentant. En attendant, Peugeot Automobiles, qui sera chargée de porter le fanion du groupe outre-Atlantique, prépare en secret des modèles spécialement conçus pour ce marché.

L'essentiel est de construire l'avenir en commun. L'opération ne sera vraiment terminée que dans dix ans, constate M. Parayre. La sécurité apparente des responsables de P.S.A. trahit avec l'agitation des opérations dépechées à la tête de Chrysler-Europe. Si la stratégie est bonne, autre chose est de l'appliquer. Le redressement de Chrysler-Talbot s'avère plus ardu que ne l'a été naguère celui de Citroën.

Les filiales européennes du groupe américain souffrent depuis 1973 d'un sous-investissement chronique. Chrysler-Talbot n'a pas, comme avait Citroën en 1974, d'usines flamboyantes ou de modèles tout frais sortis des cartons. Il faudra donc investir massivement pour améliorer la

productivité des usines et sortir, dès l'an prochain, une « rafale » de modèles neufs. En 1979, le groupe investira 1 milliard de F en France (le double de l'an passé) et 450 millions en Espagne. De plus, l'ancien propriétaire Chrysler Corp. empiète dans ses propres difficultés financières, parait beaucoup moins « coopératif » que ne l'avait été M. Michel. Certes, la firme de Detroit reste associée aux résultats de ses anciennes filiales jusqu'en 1980. Mais déjà l'exercice 1978, pour lequel le groupe américain s'était engagé à financer toute perte dépassant 100 millions, donne lieu à une belle empoignade. Les deux partenaires ne parvenant pas à se mettre d'accord sur l'étendue des pertes, c'est un arrêt de compte spectaculaire, reconnaît M. Parayre, souriant.

Assaillir une entreprise prend du temps, a fortiori lorsque ses activités sont réparties sur trois pays. Chez Citroën, la reprise en main s'effectuait à six mois d'études poussées. Rien de tel chez Chrysler-Talbot, où les études préalables ont été conduites par une « équipe » de quatre personnes seulement. L'inventaire est donc loin d'être terminé. Les nouveaux patrons sont contraints de prendre très vite des décisions vitales, sans avoir pu faire vraiment le tour du problème. En dépit de l'appui de P.S.A., qui prend en charge le moyen terme, les apparences ne sont pas démenties.

P.S.A., fidèle aux méthodes éprouvées, a entrepris, dès son arrivée, d'indiquer à la nouvelle filiale les principes de gestion qui ont fait la fortune du groupe : rigueur, chasse aux doubles emplois et aux dépenses exagérées, minutiosité et suivi de gestion irréprochables.

gration de Citroën n'a apparemment pas altéré cet état d'esprit. « Au total le brassage a été positif. Il y a eu un effet de « cross fertilisation », explique M. Parayre. Reste que l'arrivée de Chrysler-Talbot introduit un nouveau risque de « dilution ».

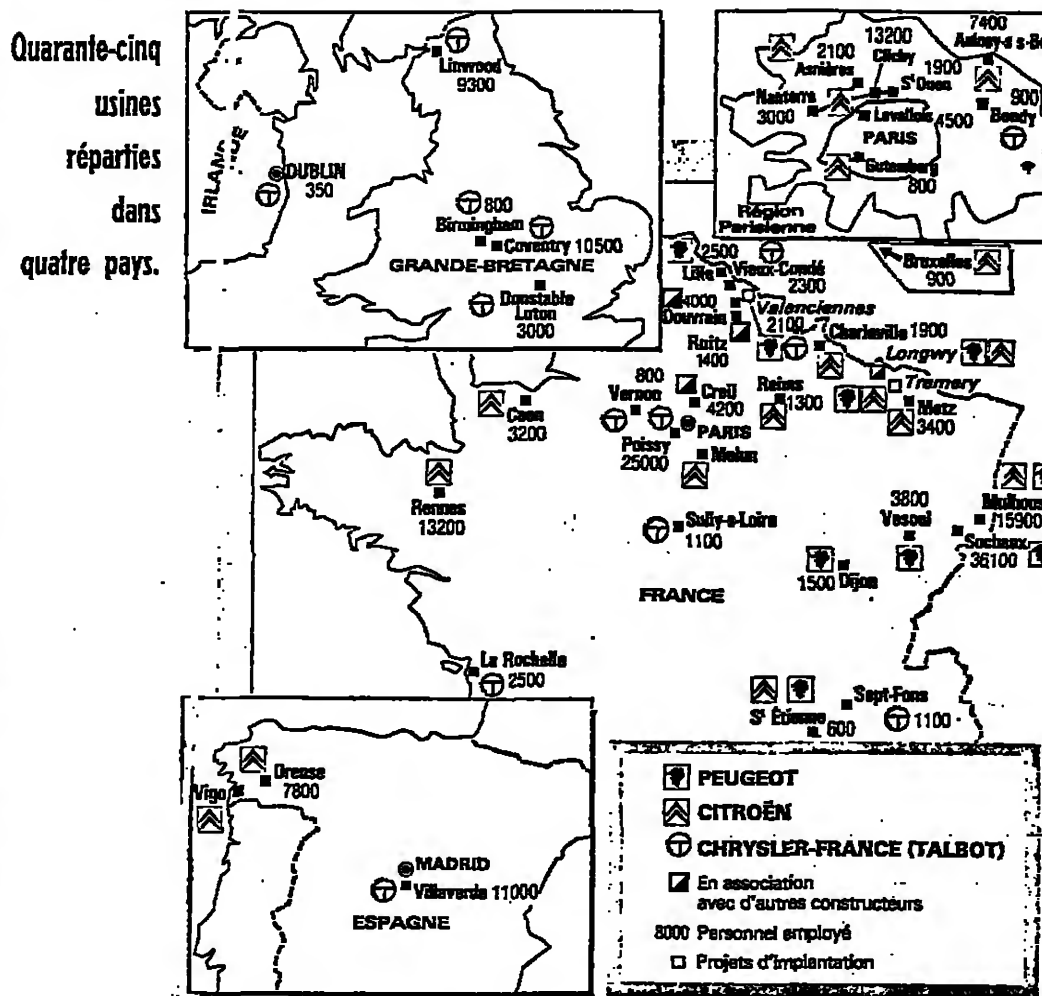
Le réservoir de cadres de haut niveau « formés dans le sillage » n'est pas inépuisable. P.S.A. a dû se résigner à recruter à l'extérieur, à commencer par le tout jeune président de son directoire. Est-ce finalement un mal ? « L'opération Peugeot » cadrait parfaitement à la taille, aux structures d'une firme moyenne d'assise régionale. Ne se révélerait-elle pas inadaptée à une multinationale en pleine mutation ? Nouveau venu dans le groupe, M. Parayre est par nature moins « centralisateur » que son prédécesseur. Une chance affirmée-on. « Si on avait gardé à la tête de P.S.A. un grand patron formé à l'automobile, l'organisation serait restée trop hiérarchique, cela ne marcherait pas », assure M. Lombard.

Le risque, s'il existe, serait plus une perte de cohésion qu'une évolution « normale » toute nécessaire — de l'esprit maison. Quelques indices rassurent : dans le groupe, à tous les niveaux, les mêmes petites phrases reviennent, typiquement « Peugeot » : « Ce n'est pas le moment de se relâcher », « Le plus dur est devant », entend-on partout. La grosse tête n'est pas pour demain.

« On est encore suffisamment près des origines. Lorsqu'on s'est aperçu qu'on était le premier exportateur français, cela faisait un an et demi qu'on l'était ».

VERONIQUE MAURIS.

Quarante-cinq usines réparties dans quatre pays.



Le problème britannique

On a ainsi très vite réduit les stocks (35 000 voitures de trop) et les frais financiers en limitant la production (dix jours de chômage technique au total). On a rugé les effectifs grâce à l'arrêt de l'embauche et une série de mises à la retraite anticipée. Au total 3 000 emplois (sur 88 000) ont pu être ainsi « gagnés ».

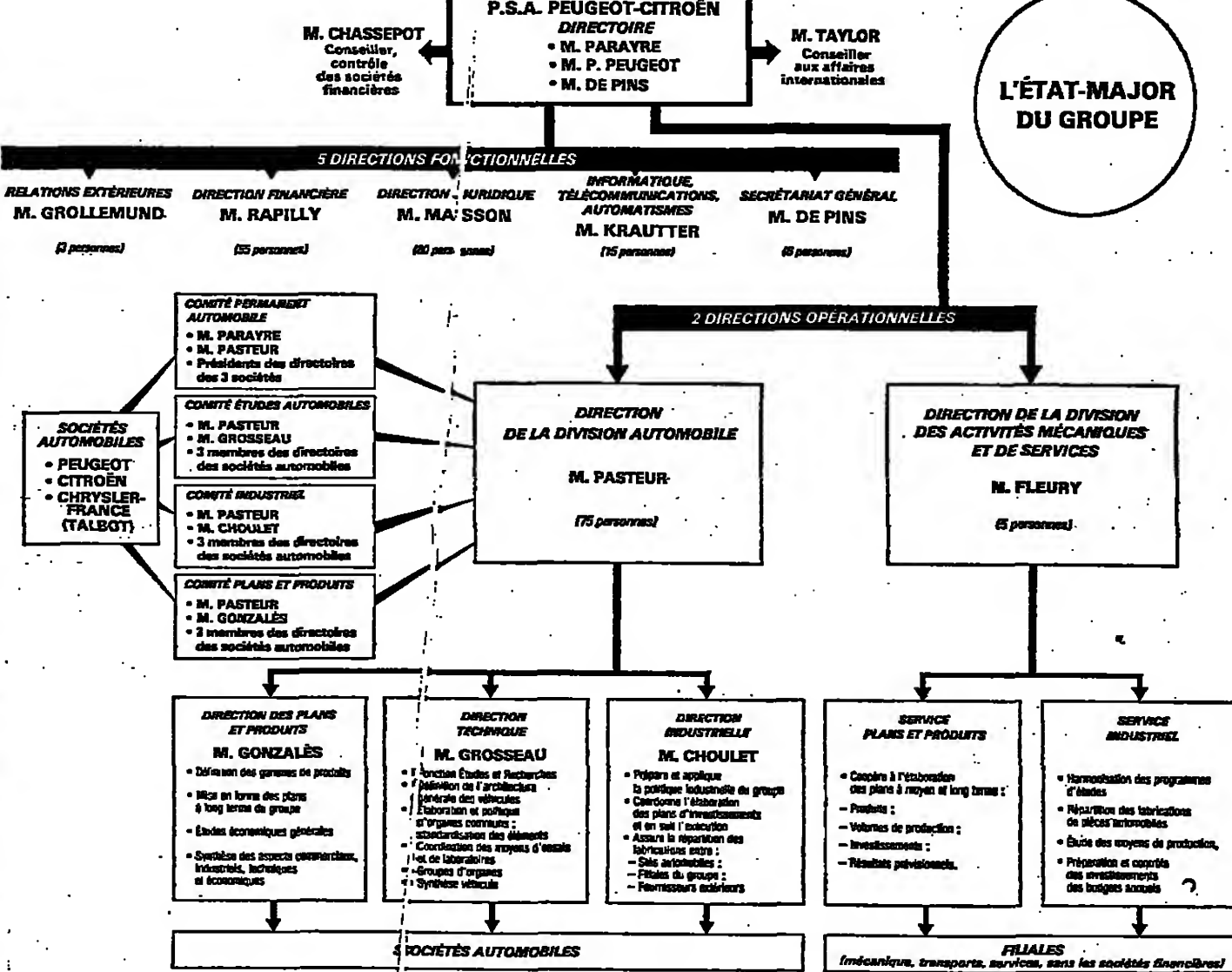
On a résolu ainsi tous les problèmes, « grâce » aux achats et réorganisés le département des études. Mais Chrysler se révèle plus rétif que Citroën. « Les gens d'ici sont très argotiques », se plaint M. Parayre, ex-« Peugeot » chargé de cette délicate mission. C'est d'ores et déjà une évidence : Chrysler perdra de l'argent en 1979 — un peu en France, guère en Espagne et beaucoup en Grande-Bretagne. Les résultats de 1978 et de 1979 ne sont pas significatifs. Ce qui nous intéresse, c'est 1980, tranche M. Parayre. En Espagne et en France, la situation est déjà quasiment contrôlée. En Grande-Bretagne, ce sera plus long.

Le problème britannique reste en effet entier. C'est la cause doute la plus gros point noir. « C'est le cas typique de la poule et de l'œuf », explique M. Parayre. À l'équipement, puis, les charges sociales inférieures en Grande-Bretagne, compensent à peu près la faible productivité des usines. Mais l'équipement des usines françaises est beaucoup plus performant. Il faut donc investir. Mais comment ? Avec un prix de l'argent aussi élevé et une productivité aussi faible ? Pour l'instant, l'état-major de Chrysler apparaît perplexe. De l'autre côté de la Manche, manifestement, « le message n'est pas passé », dit M. Parayre. Le récent grève de Talbot, la ruine exécutée, « Mais nous ne céderons pas », se reprend-il aussitôt. « Nous sommes prêts à aller jusqu'à l'augmentation des salaires proposés, mais à condition qu'on remette en cause les pratiques qui réduisent la productivité. On brève un quart d'heure avant la fin d'un poste, distribution de

laits, départ avancé de cinq minutes... etc. Nous sommes prêts à investir, mais seulement si la productivité augmente ». Le « message » est clair. Le groupe ira-t-il jusqu'à abandonner une partie de ses usines anglaises si rien ne s'améliore ? « Nous ne le souhaitons pas », répond-on en substance.

Peugeot réussira-t-elle à où Chrysler a toujours échoué — en douze ans, Chrysler-U.K. n'a connu que des revers. Pour l'instant, il est difficile de trancher. « Bah ! avec un cash-flow de près de 2 milliards, ils peuvent se permettre de perdre 200 millions de francs par an avec Chrysler, pendant trois ans ! Ce jugement de banquier fait frémir chez P.S.A. Un groupe en moins déterminé que jamais à subventionner une « danseuse ». « Nous refusons d'avoir une société non bénéficiaire », dit M. Parayre, « ce n'est pas une phrase en l'air. Ce n'est pas un hasard si P.S.A. est le seul groupe français dont toutes les filiales — sauf Chrysler-Talbot bien entendu — gagnent de l'argent ».

Parviendra-t-elle à préserver l'un de ses atouts le plus précieux : l'esprit maison ? « Peugeot », comme General Motors, a une politique de comportement de la part d'un banquier. Celui qui étouffe ne reste pas. C'est un fait, on retrouve chez tous les cadres supérieurs « l'esprit maison ». La même réserve, la même solidité tranquille, la même dévouement. Le style bon chic, bon genre, cravate et costume strict, cheveux courts et bien lissés prévaut. « L'attitude est la même vis-à-vis des clients, des fournisseurs, des banquiers. On ne fait pas de cadeaux, mais on tient compte de la situation », dit M. Parayre. « L'attitude est la même vis-à-vis des clients, des fournisseurs, des banquiers. L'ins-



A situation exceptionnelle, réplique exceptionnelle...

(Suite de la page 11.)

À cet égard, il est temps que le gouvernement prenne en compte l'appréciation en termes de bilans énergétiques, de bilans exportations-importations et de besoins de consommation, la contribution des différents secteurs de l'économie. Toute relance sélective suppose, pour être appropriée, que les secteurs les moins dépen-

diendous en énergie et à la fois les plus créateurs d'emplois soient concernés les premiers ;

— la relance doit favoriser les secteurs exportateurs nets ;

— la relance doit s'appuyer sur un déficit contrôlé dans son ampleur et dans sa qualité, et bien utilisé des finances publiques.

Liberté des prix...

Ensuite les prix ; peu à peu tous les secteurs de l'économie sont concernés par la libération des prix et par des mesures visant à restaurer la concurrence et à libérer les initiatives. On a fort peu disserté sur les conséquences de cette politique. Certains s'attendaient à une flamboyante « inflation », d'autres espéraient un renforcement de la concurrence modérant l'évolution des prix vers la hausse. En fin de compte, l'évolution des prix des matières premières et du pétrole incite à interpréter les résultats de la politique de libération des prix. Il paraît sage d'attendre encore un temps avant de se prononcer sur la compatibilité entre le libéralisme économique et l'économie française.

Dans ce domaine, trois réflexions s'imposent : — pour des motifs autant psychologiques (montrer aux Français le résultat de leurs efforts) que tenant à la rigueur scientifique, il apparaît nécessaire d'exprimer parallèlement à l'indice des prix les effets calcula-

bles, non seulement directs mais encore indirects, des hausses du prix du pétrole ;

— l'embellissement des anticipations inflationnistes sera d'autant mieux rompu que les agents économiques auront un minimum de garanties sur la modération des prix. Dans cette perspective, le développement d'un climat de concurrence qui relâche les pressions des prix est une importance primordiale ;

— à l'heure où des adaptations considérables sont demandées aux sociétés occidentales industrialisées, les acteurs sociaux ont besoin d'une marge de manœuvre pour laisser libre cours à leurs capacités d'initiative, de responsabilité et d'invention. La liberté des prix va dans ce sens.

tout être mieux ressentie par les citoyens ;

Un premier débat concerne l'évolution respective des prix et des salaires. Dans une société libérale, la possibilité pour certains de fixer librement le niveau de leurs prix et celui de leur revenu requiert en contrepartie l'acceptation maximale des négociations entre les partenaires sociaux. Il ne doit pas déboucher sur une répercussion de l'amélioration de la situation des plus démunis à tous les niveaux de l'échelle des salaires et des revenus ;

Un autre débat fondamental porte sur la différence de traitement entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux. Sur ce point, les pouvoirs publics se doivent de réduire la suspicion qui empoisonne notre société ;

En période de crise, la répartition du revenu national se fait plus dure, les différences dans les rémunérations deviennent plus perceptibles. La politique de réduction des inégalités doit d'autant plus s'intensifier et sur-

politiquement résolument favorable à la natalité.

Par ailleurs, une réforme approfondie, à laquelle le Parlement et le Conseil économique et social auront à apporter leur contribution, devra être conduite pour que les effets du système de redistribution en France, que ce soit par le canal fiscal ou par celui du régime de protection sociale, soient réellement efficaces. Il est temps notamment de mettre en œuvre la refonte fiscale si souvent réclamée depuis de nombreuses années. La mise en place des propositions du rapport Ventenol-Biot-Mérand constituerait une décision à impact psychologique essentiel.

Austérité partagée

Enfin, les économies d'énergie, tout a été dit sur ce thème, pour que l'on se limite à quelques considérations. Ces économies, qui constituent probablement l'essentiel de l'effort demandé aux Français, doivent porter sur tous les domaines possibles, sans exclusive et en permettant à l'initiative des hommes de s'exercer. Il est certain qu'elles devront être d'une ampleur que celle des réalisations, cependant non négligeables, de ces dernières années.

Il revient aux pouvoirs publics de doser l'effort national et de faire des propositions pour répartir les sacrifices et réduire les inégalités. Notre adaptation ne sera réussie que si l'État obtient le respect absolu des règles du

jeu imposées par les circonstances et qu'il devra lui-même, le premier, observer. Ces règles devront être appliquées dans les quatre domaines vus plus haut : l'emploi, les prix, les revenus et les économies d'énergie.

À l'heure de la Seconde Guerre mondiale, Churchill avait promis à ses compatriotes « de la sueur, du sang et des larmes ». Nous n'en sommes pas là, tout à fait. L'événement historique nous demande « elle » pour l'instant un peu plus de sobriété et de bon sens, un peu moins de légèreté et de matérialisme.

Les Français paraissent aujourd'hui prêts à entendre ce langage ; il faut le leur tenir. Austérité, mais austérité consciente et partagée par tous.

JEAN DELEAU.

Le Monde
Service des Abonnements
3, rue des Filles du Calvaire
75477 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4247-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
135 F 270 F 380 F 500 F

TOUTS PAYS FRANÇAIS
PAR VOIE NORMALE
250 F 450 F 700 F 920 F

ETRANGER (par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
185 F 325 F 485 F 615 F

(1) - SUISSE-TURQUIE
220 F 420 F 615 F 840 F

Par voie aérienne
l'avis sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification ou provision (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande un semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

CHAMPIONNAT D'EUROPE
Deroute française malgré...

ATHLÉTISME
magie des coureurs de...

L'Américain volant

Le champion d'Europe de 100 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 6 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 12 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 25 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 51 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 102 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 204 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 409 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 819 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 638 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 276 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 6 553 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 13 107 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 26 214 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 52 428 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 104 857 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 209 715 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 419 430 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 838 860 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 677 721 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 355 443 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 6 710 886 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 13 421 772 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 26 843 545 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 53 687 091 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 107 374 182 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 214 748 364 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 429 496 729 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 858 993 459 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 717 986 918 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 435 973 836 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 6 871 947 673 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 13 743 895 347 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 27 487 790 694 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 54 975 581 388 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 109 951 162 777 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 219 902 325 555 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 439 804 651 110 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 879 609 302 220 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 759 218 604 441 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 518 437 208 883 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 7 036 874 417 766 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 14 073 748 835 532 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 28 147 497 671 065 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 56 294 995 342 131 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 112 589 990 684 262 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 225 179 981 368 524 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 450 359 962 737 049 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 900 719 925 474 099 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 801 439 850 948 198 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 602 879 701 896 396 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 7 205 759 403 792 793 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 14 411 518 807 585 587 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 28 823 037 615 171 174 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 57 646 075 230 342 348 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 115 292 150 460 684 697 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 230 584 300 921 369 395 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 461 168 601 842 738 790 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 922 337 203 685 477 580 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 844 674 407 370 955 161 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 689 348 814 741 910 323 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 7 378 697 629 483 820 646 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 14 757 395 258 967 641 292 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 29 514 790 517 935 282 585 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 59 029 581 035 870 565 171 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 118 059 162 071 741 130 342 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 236 118 324 143 482 260 684 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 472 236 648 286 964 521 369 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 944 473 296 573 929 042 739 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 888 946 593 147 858 085 478 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 777 893 186 295 716 170 956 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 7 555 786 372 591 432 341 913 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 15 111 572 745 182 864 683 827 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 30 223 145 490 365 729 376 654 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 60 446 290 980 731 458 752 131 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 120 892 581 961 462 917 504 262 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 241 785 163 922 925 835 008 524 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 483 570 327 845 851 670 016 104 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 967 140 655 691 703 340 032 209 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 934 281 311 383 406 680 064 419 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 868 562 622 766 813 360 128 838 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 7 737 125 245 533 626 720 257 676 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 15 474 250 491 067 253 444 515 353 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 30 948 500 982 134 506 888 102 707 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 61 897 001 964 269 013 776 205 414 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 123 794 003 928 538 027 552 410 828 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 247 588 007 857 076 055 104 821 657 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 495 176 015 714 152 110 209 643 315 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 990 352 031 428 304 220 418 286 630 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 980 704 062 856 608 440 836 573 260 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 3 961 408 125 713 216 881 673 146 521 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 7 922 816 251 426 433 763 346 293 043 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 15 845 632 502 852 867 526 692 586 086 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 31 691 265 005 705 735 053 385 172 172 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 63 382 530 011 411 470 106 770 344 344 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 126 765 060 022 822 940 213 540 688 689 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 253 530 120 045 645 880 427 081 377 378 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 507 060 240 091 291 760 854 162 754 756 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 014 120 480 182 583 521 709 325 509 511 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 2 028 240 960 365 167 043 418 651 019 023 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 4 056 481 920 730 334 086 837 302 038 046 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 8 112 963 841 460 668 173 674 604 076 092 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 16 225 927 682 921 336 347 349 212 132 185 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 32 451 855 365 842 672 694 698 424 264 371 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 64 903 710 731 685 345 389 396 848 528 742 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 129 807 421 463 370 690 778 793 697 057 484 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 259 614 842 926 741 381 557 587 394 114 969 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 519 229 685 853 482 763 115 174 788 229 939 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 038 459 371 706 965 526 230 349 576 459 878 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 2 076 918 743 413 931 052 460 699 152 919 756 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 4 153 837 486 827 862 104 921 398 305 839 513 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 8 307 674 973 655 724 209 842 796 611 679 027 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 16 615 349 947 311 448 419 685 593 233 357 854 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 33 230 699 894 622 896 839 371 186 466 715 708 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 66 461 399 789 245 793 678 742 372 933 431 417 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 132 922 799 578 491 587 357 484 745 865 863 835 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 265 845 599 156 983 174 714 969 491 731 731 671 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 531 691 198 313 966 349 429 939 983 463 463 343 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 1 063 382 396 627 932 698 858 879 926 926 926 686 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 2 126 764 793 255 865 397 717 759 853 853 853 372 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 4 253 529 586 511 730 795 435 519 707 707 707 745 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 8 507 059 173 023 461 590 871 039 415 415 415 491 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 17 014 118 346 046 923 181 742 078 830 830 830 982 400 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 34 028 236 692 093 846 363 484 157 661 661 661 964 800 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 68 056 473 384 187 692 726 968 315 327 327 327 929 600 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 136 112 946 768 375 385 453 936 630 654 654 654 859 200 mètres, l'Américain...

Le champion d'Europe de 272 225 893 536 750 770 907 872

Le Monde

culture

LA CULTURE ET L'ÉTAT

La publication de notre enquête sur « la culture et l'Etat », dans « le Monde » des 24, 25 et 26 juillet, nous a valu de nombreuses réactions. Nous publions ci-dessous un point de vue de M. Bernard Faivre-d'Arcier, animateur des Cahiers de l'Atelier (publication dont nous avons présenté les deux premiers numéros dans

« le Monde » des 21 mars et 1^{er} août, et un témoignage de M. Michel Raclet, vice-président de la Fédération nationale des centres culturels communaux, qui relève particulièrement la déclaration de M. Lecat jugeant « dépassée » l'idée de la décentralisation culturelle et invitant les collectivités locales à « mener le jeu ».

POINT DE VUE

Du mécène au consultant

par BERTRAND FAIVRE-D'ARCIER (*)

PLUS d'une centaine d'élèves de l'ENEA travaillent depuis sept mois sur le développement culturel de la France. Nul doute que leurs rapports seront omés de propositions imaginatives et réalistes à l'intention des pouvoirs publics, comme il est de règle dans ces exercices d'école. Mais le réalisme risque de contraindre l'imaginaire et l'Etat doit considérer l'analyse faite par le Monde : l'Etat entendrait laisser la culture en... l'état.

Pour certains observateurs, on assisterait à un changement de politique : au nom de la décentralisation, voire de la démocratisation, l'Etat se désengage au bénéfice ou au détriment d'une part des industries culturelles, d'autre part des collectivités locales.

Depuis 1980, beaucoup de ministères de la culture ont été créés de par le monde. Parfois par volontarisme, tantôt par imitation, souvent pour de la figuration.

En tout cas, la seule définition universelle qu'on puisse donner du côté de ces administrations publiques est assez simple : la culture, c'est ce qui reste quand on a tout dépensé.

Alors, après tout, un ministère en charge de la culture est-ce vraiment indispensable ? Si la culture est partout, elle se retrouvera bien dans d'autres départements. Et si la culture est l'affaire (privée) de chacun, elle est du côté du « local » : mairie plus commerces.

Le raisonnement est, bien sûr, caricatural : dans un pays aussi centralisé que le nôtre, il y aura toujours un département de la culture. Mais ses fonctions pourraient changer :

le ministère ne s'occupe que de ce qui est national. C'est-à-dire de ce qu'aucune autre collectivité publique (ville, département, région, établissement public) ne pourrait, par nature, prendre pour attribution. L'ordre des compétences est inversé : le domaine d'intervention de l'Etat n'est pas défini, de fait, par le volontarisme de sa politique et ses capacités financières, mais elle devient résiduelle.

L'Etat s'occupe donc des relations culturelles internationales, des grandes institutions nationales, de la protection et de la conservation de son domaine, des règles générales des enseignements artistiques, des normes communes jugées indispensables pour certains équipements ou certaines activités, de la correction de certaines inégalités géographiques que lui seul, collectivité supérieure, est en mesure de corriger, etc. Quant à l'aide proprement dite aux activités culturelles : l'aide à la création, à l'innovation, à la formation, à la recherche, à la diffusion, à l'animation... tout cela devrait se discuter, institution par institution, ville par ville, région par région.

Selon le principe qui pourrait être amorcé par la prochaine réforme des collectivités locales : « On vous donne tant (des subventions globales d'équipement ou de fonctionnement) et vous vous achetez ce que vous voulez ». Il reviendrait à chaque collectivité locale le loisir (je n'ai pas dit forcément l'argent) d'élaborer ou de compléter sa propre

politique culturelle, l'Etat s'en retournant à ses propres affaires... culturelles.

Le schéma est simple, séduisant, démocratique et décentralisateur. En sionnels : le « tout dans la tête, rien dans les poches », n'est pas plus, il correspond déjà à la réalité, la plupart des villes de France étant bien obligées de compter (avec plus ou moins de bonheur et d'allant) sur leurs propres forces.

Mais il pose un problème : l'Etat n'a plus, à proprement parler, de politique culturelle. Il n'a plus ni conception générale, ni autorité morale ou technique, ni moyens d'intervention. En tout cas, il n'a plus, dans cette hypothèse grossière, l'ambition d'une politique intégrée de la culture que lui souhaitaient les commissions du VI^e et du VII^e Plan.

Que faire, dès lors ? Si l'Etat veut rester présent sur la scène des activités culturelles (après tout, c'est un partenaire qui vaut bien la FNAC ou la Gaumont...), il lui faut changer de métier. S'il se résigne à ne plus être le promoteur direct des maisons de la culture (variété désormais éteinte, dont des apocryphes existants présenteraient des signes de longévité) ou l'entrepreneur de travaux publics culturels dans les communes, s'il n'entend plus être la maison-mère de missionnaires de terrain, au moins pourrait-il être un conseiller écouté.

Bien française, cette administration de gestion, de contrôle d'intervention, se donnerait un petit côté

anglo-saxon, plus souple et plus oblique.

J'entends que cela ne ferait pas l'affaire des maires ni des professeurs appréciés dans nos communes, où l'on sait de longue date que de bons conseils ne valent pas un petit crédit. Pourtant, l'habitat, l'urbanisme, les transports urbains, les équipements de quartier, tout ce qui est à la mesure des villes a été déconcentré (et sera décentralisé), quitte à recourir au « conseil-contrôle » de l'ingénieur des ponts, du directeur départemental, du sous-préfet. Et autour de tout cela se sont créés des offices, des agences, des sociétés privées ou publiques de conseil et d'études, pour éclairer les choix, instruire les dossiers, présenter des propositions chiffrées, suggérer des solutions.

Il faudra bien, à l'avenir, que le ministère de la culture et de la communication, qui n'a pas un réseau dans des représentants locaux et qui ne dispose que de corps d'inspection techniques spécialisés, prenne (voire reprenne) l'initiative du conseil en développement culturel, s'il doit perdre ses prérogatives de financement.

Or il manque, dans toutes les régions, ces généralistes qui pourraient être, à l'instar des architectes, des urbanistes, des ingénieurs, des aménageurs, des voix compétentes pour ce qui sera demain une forme nouvelle d'ingénierie, qui aura plus à faire avec les hommes qu'avec le béton.

(*) Animateur des Cahiers de l'Atelier.

CORRESPONDANCE

Beau cadeau pour les collectivités locales !

Si je comprends bien, écrit M. Raclet, le ministre passe la main, bien qu'elle soit au parc qu'elle est faible, aux collectivités locales qui assument, à plus de 90 %, la politique culturelle en faveur de la population (finances comprises).

Beau cadeau que de donner aux collectivités locales les fonds qu'elles imputent déjà à cette action : plus le petit quelque chose que représente, sur l'ensemble du territoire, la quote-part de l'Etat.

Si les quelques maisons de la culture en activité perçoivent 50 % de leur budget de fonctionnement, ainsi que les quinze troupes de décentralisation théâtrale, les quelques maisons d'art et loisirs et autres centres d'action culturelle ne perçoivent plus que 35 % ; si quelques grandes opérations musicales telles que l'Opéra du Rhin et certains orchestres régionaux sont aussi bien financés, nous avons, à la F.N.C.C.C., démontré que les quelques conservatoires et écoles de musique auxquelles l'Etat apporte son concours financier ne perçoivent de celui-ci qu'environ 10 % de leurs dépenses, mais les six cents et quelques autres n'ont droit à rien. Il en est de même pour les écoles des beaux-arts, de dessin, pour les bibliothèques, pour les musées, pour l'action théâtrale, etc.

Je peux donc estimer que l'action culturelle de base, qui se situe à l'échelon de la commune, n'est pas financée à plus de 10 % par le ministère.

Dire que les collectivités locales doivent mener le jeu relève donc de la méconnaissance totale de leur action et, surtout, des finances culturelles dont elles font la plus grande partie des frais. On peut se demander ce que

deviendront les modestes fonds que l'Etat attribue à la décentralisation et par quoi ils seront remplacés et qui paiera.

En fait, l'Etat souhaite mener une politique culturelle avec l'argent des collectivités locales, sans s'inquiéter d'ailleurs des problèmes régionaux et des problèmes départementaux.

Je trouve amusant, d'autre part, qu'un ministre, en cette époque de haute centralisation, déclare vouloir décharger de ses prérogatives et de ses devoirs. J'y vois l'aveu de l'insuffisance des moyens dont il dispose et de l'échec des différentes politiques culturelles depuis André Malraux. C'est aussi l'aveu de n'avoir pas su se concerter et coopérer avec les municipalités qui ne demandaient que cela, (les petites et les moyennes, surtout).

Cela fait courir un grand risque au développement culturel de la nation tout entière et conduit à accroître le fossé culturel entre ceux qui pourront continuer et ceux qui ne pourront pas. En fait, c'est, en reconnaissant son impuissance, se débarrasser d'un problème encombrant.

M. L'Ecole de l'acteur dirigée par François Florent inaugure, à la rentrée 1979-1980 une classe libre, entièrement gratuite, limitée à vingt-cinq élèves sélectionnés en trois étapes. Le concours d'entrée a lieu le 25 octobre et le 2 novembre. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Abandonnés par l'Amour,
deux êtres peuvent-ils en se rencontrant,
reconstruire quelque chose qui ressemble au bonheur ?

PREMIERE LE 29 AOÛT

Une production GEORGES-ALAIN VUILLE

CLAIR DE FEMME

YVES MONTAND

UN FILM DE COSTA-GAVRAS

D'après le roman de ROMAIN GARY

ROMY SCHNEIDER

que

FESTIVAL

du chœur

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes. Les candidats — entre seize et vingt-huit ans — doivent se présenter 35, quai d'Anjou munis d'une pièce d'identité nationale ou étrangère.

Le concours de chant de l'été se déroule du 25 août au 2 septembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes.

RADIO-TÉLÉVISION

UN DÉBAT SUR LE MONOPOLE

Pour une nouvelle politique

I. — Une autorité nationale de l'audio-visuel

par JEAN-CLAUDE SERVAN-SCHREIBER (*)

La loi de 1974 sur la radio et la télévision vole en éclats, car elle ne correspond plus aux faits. Dans une société comme la nôtre, avec tous ses défauts, la loi doit suivre le fait, afin d'en contrôler les éventuels abus, mais elle ne peut l'imposer. De quoi s'agit-il au fond ?

C'est simple, la technique va plus vite que l'évolution des mœurs, et celle-ci encore plus vite que les textes en vigueur. Le coût des matériels de radio et de télévision a considérablement baissé, en France constants, et n'est plus l'apanage des gens aisés ou d'organismes puissants.

Un émetteur en modulation de fréquence capable de couvrir un quartier d'une grande ville coûte entre 20 000 et 30 000 F, le prix d'une voiture moyenne.

Par ailleurs, la miniaturisation et les perfectionnements étonnants des appareils électroniques permettent de multiplier les usages des récepteurs de télévision à un degré inconnu il y a seulement dix ans. Nous avons vu apparaître les téléviseurs, mais bientôt nous aurons d'autres possibilités d'informations, de références, qui se situent totalement en dehors du monopole de programmation. Et puis, surtout, n'oublions pas l'apparition très prochaine des satellites de diffusion directe d'images de télévision. Dans quelques années, c'est-à-dire demain, les fonctionnaires effectivement, et les émissions seront reçues sur tout le territoire national, quel que soit le pays émetteur. Ce sera le début d'une véritable révolution dans les habitudes des Français (mais aussi des autres !), sans compter les retombées importantes sur l'emploi, le développement industriel et économique, la consommation, etc.

Ne négligeons pas l'aspect social de cette transformation profonde de la radio et de la télévision. Hier, la puissance des médias électroniques leur donnait un aspect presque magique d'influence et d'action. Aujourd'hui, ces moyens de communication ne sont plus banalisés, ils sont devenus partie intégrante de la vie quotidienne. Cela entraîne un émiettement du public et une diminution de l'importance relative des émissions.

Ces quelques constatations étant énoncées, tout le monde

sent bien qu'il faut changer le système actuel et réviser les principes de base de notre système audiovisuel. Nous ne sommes pas les seuls dans ce cas : les Anglais, les Suédois, les Canadiens, les Italiens et même les Américains cherchent des solutions pour l'avenir, en fonction de leurs caractéristiques nationales.

Quelles pourraient donc être les bases d'une nouvelle politique de l'audiovisuel ?

D'abord, disposons une équivoque : la notion de monopole recouvre deux réalités différentes. Le monopole de diffusion et le monopole de programmation.

Sur un point, tout le monde est d'accord. Le gouvernement, le P.C., le P.S. et le R.P.R. : le monopole de diffusion, c'est-à-dire, la faculté d'émettre, de transmettre des images et des sons doit rester sous la seule responsabilité de l'Etat.

En revanche, il faut prendre acte qu'il n'y a plus de monopole de programmation. Les radios périphériques en sont le vivant témoignage, et les satellites le feront voler en éclats d'ici peu en télévision.

Il est donc souhaitable que les pouvoirs publics admettent l'existence d'une pluralité de radio et de télévision ayant des statuts et des objectifs variés, mais dont les possibilités techniques d'émission et les modalités de financement et de programmation respectent les règles de service public sous le double contrôle d'une autorité nationale de l'audiovisuel et de l'établissement public de diffusion, l'É.T.F.

En un mot, il faut relayer la notion surannée et moribonde de monopole par celle de service public, le monopole de diffusion restant, en tout état de cause, intouchable.

En effet, si les tentations françaises d'émissions non autorisées sont encore peu nombreuses, les moyens mis en œuvre pour les détecter et les brouter sont disproportionnés par rapport à l'objet de l'infraction publique que la loi punit.

D'un autre côté, rien n'est plus que l'anarchie à l'italienne. Combien de Français ont-ils pris conscience que les ondes sont une ressource limitée et que des motifs de sécurité (navigation aérienne, police, défense nationale) nécessitent une répartition de ces ondes hertziennes par l'Etat seul.

Une mission triple

Mais en contrepartie du désaffectement par l'Etat du monopole de programmation, il importe de mettre en place des dispositifs propres à éviter la malveillance de groupes d'intérêts particuliers sur un réseau de déterminer les grandes options de programmation afin d'éviter de dangereuses déséquilibres en matière de diffusion d'informations, de films, de créations originales, d'émissions culturelles, etc., et enfin de veiller scrupuleusement au respect des fréquences attribuées aux sociétés de programmes pour

par la loi du 7 août 1974, la gestion pour le compte de l'Etat de l'ensemble des émetteurs de radio et de télévision fonctionnant sur le territoire national. Cette disposition, pour être efficace, doit être appliquée sans aucune exception. C'est ainsi, par exemple, que l'existence de la radio périphérique à Radio-Monte-Carlo, devra être reprise par l'É.T.F. et traitée de même pour les équipements des futures radios locales. Quant aux « périphériques », nous verrons plus loin qu'ils ne sont pas oubliés.

2) Il reste à déterminer la nature de l'autorité qui veillera au respect des normes de service public.

Il ne me paraît pas souhaitable que ce rôle soit assuré par l'Etat, ou plus particulièrement, par un membre du gouvernement. Le secteur de l'audiovisuel est mouvant, complexe, et l'expérience montre que les interventions publiques ont toujours fait l'objet de vives critiques sans pour autant se révéler très efficaces. Le pouvoir républicain a surindépendamment en prenant lui-même des responsabilités délicates qu'il peut très bien faire assumer par d'autres. Une solution existe dans certains pays occidentaux dotés d'une autorité nationale de l'audiovisuel. Cet organisme pourrait comprendre une dizaine de membres nommés par le gouvernement et

Un nouveau statut des radios périphériques

Comme pour le service public de radiodiffusion, il pourrait évoluer de la façon suivante :

1) Maintien de Radio France. Cette société doit conserver son statut actuel d'organisme public diffusant des programmes nationaux à destination de la France entière, et de certains pays étrangers. Son financement serait intégralement assuré par la redevance, dont la répartition pourrait être assurée par l'É.T.F. Celle-ci serait aussi chargée d'appliquer un cahier des charges analogue à celui actuellement en vigueur pour Radio France. Plus particulièrement, Radio France devrait être renforcée et non pas laissée au bon vouloir financier de tel ou tel ministère.

2) Le statut des postes périphériques, à partir du moment où le monopole de programmation et d'exploitation serait supprimé, les postes périphériques, qui, de fait, jouissent par dénégations spécifiques de certains privilèges, voire exorbitants, se trouveraient ramenés à une situation concurrentielle normale et seraient considérés comme des postes nationaux. Les conséquences pour ces postes périphériques seraient de deux ordres :

a) Europe n° 1, Radio Monte-Carlo, Radio-Télé-Luxembourg et

le Parlement, et aurait une mission triple :

a) Distribuer les fréquences et les autorisations d'émettre aux sociétés de radio.

b) Veiller au respect des clauses de service public définies par la loi et les cahiers des charges, appliquer les sanctions pour non-respect de ces dispositions.

c) Recevoir les recours des citoyens contre d'éventuels abus de telle ou telle de ces sociétés.

Cette ANA (Autorité nationale de l'audiovisuel) devrait publier chaque année un rapport d'activité transmis au gouvernement et aux Assemblées.

Ses décisions pourraient faire l'objet de recours contentieux devant les tribunaux administratifs.

On voit à l'évidence que l'ANA aurait un rôle capital et que sa composition devrait être réglée par un texte législatif pris après un large débat démocratique.

La situation de base étant ainsi définie, le monopole de programmation de la diffusion par T.D.F. pluralité de sociétés de radio et de télévision soumises aux règles de service public, contrôlées par l'Autorité nationale de l'audiovisuel, nous voyons plus en détail comment les choses devraient se passer concrètement. Il est bien évident que la situation sera différente selon qu'il s'agira de radio ou de télévision, la taille des investissements nécessaires à ces deux types de communication n'étant certes pas la même.

longtemps à l'écart de ce mouvement général, qui semble d'ailleurs épouser au besoin de communication de citoyens de plus en plus isolés par les conditions de la vie moderne. Cependant, si l'on admet le principe des radios locales, il faut décider qui les contrôle et qui les finance.

On peut charger l'Autorité de l'audio-visuel d'accorder, sous forme de licences, l'autorisation de fonctionnement aux stations locales et de leur accorder un créneau sur modulation de fréquence. Ces licences seraient données pour une durée limitée, de l'ordre de trois ans, et assorties d'un cahier des charges précisant le contenu des programmes. L'Autorité aurait le pouvoir de ne pas renouveler l'autorisation, au cas où il serait avéré que la station n'aurait pas respecté les clauses essentielles du cahier des charges.

Ces organismes devraient aussi prendre la forme de sociétés d'économie mixte dont le capital serait partagé entre l'établissement public de diffusion, propriétaire des émetteurs, les collectivités locales intéressées et les quotidiens régionaux. Leurs frais de fonctionnement, qui devraient être très limités, seraient assurés pour partie par les subventions et pour partie par la publicité locale couplée avec celle de la presse de la région. Ainsi, ces radios seraient le produit d'une collaboration qui devrait être harmonieuse entre l'Etat, les départements ou communes et les journaux qui leur apporteraient leur expérience et l'assistance de leurs collaborateurs. Le système proposé devrait aller une certaine souplesse à un contrôle rigoureux. Les stations ne devraient être créées qu'à la demande des collectivités locales. Elles seraient tenues de soumettre à l'Autorité de l'audiovisuel un plan de financement et de soumettre, aux conditions fixées par une loi et par un cahier des charges, enfin, elles ne seraient que locataires d'un réseau de diffusion détenu par l'É.T.F. et elles seraient tenues d'utiliser la modulation de fréquence, qui ne permet d'émettre que sur une faible distance, mais avec un bon confort d'écoute.

La radiodiffusion comprendrait donc trois secteurs distincts, tous également soumis aux obligations de service public : une société nationale, des sociétés semi-publiques dépendant de la SCRFAD et des sociétés d'économie mixte gérant des stations locales.

Prochain article :
DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE DE TÉLÉVISION

UNE LETTRE DE M. XAVIER LARÈRE

En réponse à notre article sur les « importations de l'étranger », publié dans le Monde daté 29-30 juillet, M. Xavier Larère, directeur général d'Antenne 2, conteste qu'Antenne 2 ait « recouru de façon massive », comme nous l'affirmons, « aux téléfilms américains ». Il écrit :

En fait, le volume des séries américaines qui aura été diffusé pendant cette période sera sensiblement le même que celui diffusé tout au long de l'année, dans les « tranches horaires » régulièrement réservées à ces programmes : « Emission » aura été la série étrangère programmée le dimanche soir (du 17 juin au 23 juillet), « Super James » a été diffusée du 9 mai au 11 juillet, à 15 heures, dans la « case » habituelle des séries, en début d'après-midi. Lui-même a été diffusé « Kung Fu » (du 12 juillet au 30 juillet), puis « Pilotes » (du 31 juillet au 8 août).

« Hawaii police d'Etat » aura occupé la « case » depuis longtemps réservée aux séries étrangères le dimanche. Il me paraît fâcheux et injuste de donner à penser que les programmes de l'étranger ont été pré-

servant une politique facile d'importation.

Antenne 2 fait au contraire un effort particulier pendant cette période d'été pour maintenir un volume de programmes identiques à celui diffusé au cours de l'année et pour offrir des émissions spéciales de genres divers, sous la responsabilité de Jacques Chancel, désigné à cet effet. Ainsi les retransmissions sportives quotidiennes, et aussi les émissions hebdomadaires produites à l'étranger avec le concours des organismes de télévision nationaux (Grèce, Portugal, Mexique, Koweït, Pologne, Berlin), des émissions de variétés, des retransmissions musicales et théâtrales (cycle de musique sacrée), des documentaires de création (sept jours en Perse). De plus, la reprise des « Jeux sans frontières » le dimanche soir, depuis la fin juillet, a supprimé la diffusion habituelle de la série étrangère. (...)

Je ne puis que regretter que cet effort et ces réalisations n'aient pas été relevés, de préférence à la diffusion de séries étrangères qui ne constituent aucunement un élément significatif des programmes diffusés pendant l'été.

LUNDI 20 AOUT

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Feuilleton : Doris Comédie, 13 h. Journal, 13 h. 30. Série : Les mystères de l'Ouest, 14 h. 20. Vie le Viking, 14 h. 50. Action et sa bande.
18 h. Evadez-vous avec TF 1 : La croisière de l'Eryx, 19 h. Feuilleton : Anne Jour après jour, 19 h. 15. Les jeunes amoureux, 19 h. 35. Caméra au poing, 20 h. Journal.
20 h. 35. FILM (cycle Fernandel) : L'AUBERGE ROUGE, de C. Autant-Lara (1951), avec Fernandel, F. Rosay, Carrette, M.-C. Olivia, G. Aslan, J.-R. Cassini.

En 1933, dans une auberge de l'Alsace où l'on assassinait les voyageurs, la patronne se confesse à un journaliste de la commission de nouvelles nouvelles. Lidé par le secret de la confession, le journaliste s'efforce de lui faire avouer ses secrets.
Une force noire et agressive par laquelle l'autant-lara a justifié les conventions morales et sociales du cinéma français de l'époque. Fernandel y est génial.
22 h. 15. Série : Les Français du bout du monde, la Sierra-Leone, 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? 13 h. Journal, 13 h. 15. Dessin animé, 13 h. 35. Feuilleton : Les arènes vertes, 14 h. 40. Aujourd'hui madame (Auteurs et actrices), 15 h. 5. Série : Sur la piste des Cheyennes, 16 h. Sports : Hippiisme (championnats d'Europe de saut), Athlétisme (à Nice), 16 h. 55. Récré A 2, 18 h. 30. C'est la vie, 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres, 19 h. 45. Les trois caméras, 20 h. Journal.
20 h. 35. FILM : PARIS BRÛLE-T-IL ? de R. Clement (1958), avec J. Belmondo, G. Boyer, L. Caron, J.-P. Cassel, A. Delon, G. Douglas, G. Ford, B. Frick, G. Froese, D. Gélain.
Première partie : Août 1944. Les alliés approchent de Paris. Le général Delmas, représentant de Gaulle, dresse un plan d'insurrection avec les F.F.I. Sur l'ordre de De Gaulle, le général Delmas ordonne la destruction de la ville.
Une trêve historique à grand spectacle, d'après le livre de Dominique Laperrière et Jerry O'Neil, remarquablement réalisée.
22 h. Magazine : Question de temps : La passion de la mer.
La première partie de l'émission est consacrée au drame de l'Admiral Cyprien. Suivent une interview de l'Amiral de Colas et un documentaire sur le souvenir de l'Admiral de Colas.
23 h. 5. Grande parade du jazz, 23 h. 40. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 10. Journal, 19 h. 20. Emissions régionales, 19 h. 40. Pour les jeunes, 20 h. Feuilleton : Les chevaliers du ciel, 20 h. 30. FILM : L'ARDOISE, de C. Bernard-Aubert (1969), avec S. Adamo, J. Hahn, J. Contat, J. Wiener, J. Desailly, S. Valère. (Rediffusion)
Un jeune bourgeois, qui est allé en prison, se fait aider par deux truands pour accomplir une vengeance et effacer sa mémoire de son père mort.
L'acteur du chanteur Adamo dans un drame de série noire parfaitement conventionnel.
21 h. 50. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales : 8 h. Les matinales du mois d'août. Mémoires vivantes : 9 h. 2. Université de l'université, 10 h. De l'autre côté de la frontière. Turin : 11 h. 2. Poésie, théâtre et musique russe : de Fouchette à Blok, 12 h. 4. Œuvres et chefs-d'œuvre de Fouchette à Blok, 13 h. 4. Panorama : 13 h. 45. Panorama : 14 h. 5. Les chemins de la connaissance : Les chemins du rêve (rediff.), 15 h. 2. « Treize et les vagues », de B. Manassès (rediff.), 16 h. 2. L'autre côté de la frontière : la mort de Scarce, 17 h. 2. Histoire des trois premiers siècles de l'Église : en compagnie d'Émile de Oestre, 22 h. 30. Opérette : Quand les chanteurs d'opéra rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien vacances : 9 h. 2. Festivals : Brest, Nice, Rouen, 10 h. 15. Mélo-opéra : La villa des Illusions. Bolshoi, Offenbach, Massenet. Les vacances du musicien : René Gargit, 12 h. 5. Jazz : Summer sequences, 13 h. 5. Gounod : les voyages de Mendelssohn.
14 h. 2. Estivales : ballets (Copland, de Falla, Bartók), 16 h. 10. Nouveaux solistes de Radio-France : G. Bontemps, O. Capelin, piano (Bach, Chopin, Debussy, Liszt, Prokofiev), par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. L. Bernstein, 22 h. 30. Ouvert la nuit. Piano d'ensemble : 23 h. 5. Germaine Tailleferre : 2 h. 15. La Méditerranée.

MARDI 21 AOUT

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Feuilleton : Doris Comédie, 13 h. Journal, 13 h. 30. Série : Les mystères de l'Ouest, 14 h. 20. Vie le Viking, 14 h. 50. Action et sa bande.
18 h. La croisière de l'Eryx : la balle des viroges, 19 h. Feuilleton : Anne Jour après jour, 19 h. 15. Les jeunes amoureux, 19 h. 35. Caméra au poing, 20 h. Journal.
20 h. 35. Soirées d'illusions. (Réal. Québécois). Vendredi 16 h. 45. de F. Gaudreau. (Réal. J. Fauchet).
Ce vendredi-là, Orléans Vieux, André Dupont, sur l'œuvre de la poésie, apprend qu'il est malade.
22 h. Variétés : Tam Ti Delam, avec les Grands Ballets canadiens, réal. P. Morin, sur une musique de Gilles Vigor.

22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Quoi de neuf ? 12 h. 45. Journal, 13 h. 25. Dessin animé, 13 h. 35. Feuilleton : Les arènes vertes, 14 h. 40. Aujourd'hui madame (Auteurs et actrices), 15 h. 5. Série : Sur la piste des Cheyennes, 16 h. Sports : Pelote basque, 16 h. 55. Récré A 2, 18 h. 30. C'est la vie, 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres, 19 h. 45. Les trois caméras, 20 h. Journal.
Les dossiers de l'écran, FILM : PARIS BRÛLE-T-IL ? de R. Clement (1958), avec J.-P. Belmondo, C. Boyer, L. Caron, J.-P. Cassel, B. Cremer, C. Dauphin, A. Delon, G. Douglas, G. Ford, G. Froese, D. Gélain, M. Piccoli. (N.J.)
Deuxième partie : Août 1944. — L'insurrection d'un groupe d'étudiants trahis par un complice de la Gestapo décide le colonel Rol de déclencher l'insurrection parisienne. Les chemins de la connaissance : 2 h. 15. L'insurrection de la 2^e D.B. l'insurrection sur la capitale.
Jazzing bout. René Orléans maintenant, avec musique, la vérité historique des événements de la libération de Paris. Un grand jazz de prestige avec une trentaine de vedettes.
Vers 22 h. Débat : La libération de Paris. Avec M. J. Chaban-Delmas, D. son Arrière, aide de camp du général de Gaulle, H. Kéroux, combattant de la 2^e D.B., le colonel Rol-Témpany, chef des F.F.I. de l'Île-de-France, M. G. Morand, membre du réseau « Libération », et cinq témoins.
23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. 10. Journal, 19 h. 20. Emissions régionales, 19 h. 40. Pour les jeunes, 20 h. Feuilleton : Les chevaliers du ciel, 20 h. 30. FILM : LES GRANDS MOYENS, de H. Cornfield (1975), avec H. Dieudonné, R. Carrel, F. Sarda, C. Rouvel, A. de Beaumont, Y. Maurel.
A Nice, trois jeunes octogénaires entreprennent de supprimer leurs tracas qui ont tué des membres de leur famille et que le nouveau de l'Union, commissaire de police, n'est pas capable d'éliminer.
D'après un roman de Charles Exbrayat, une aventure sur le mode de l'humour noir et l'engagé par un réalisateur américain travaillant en France, Hélène Dieudonné en tête d'une excellente interprétation.
22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Matinales : 8 h. Mémoires vivantes : 9 h. 2. Université de l'université, 10 h. De l'autre côté de la frontière. Turin : 11 h. 2. Poésie, théâtre et musique russe : de Fouchette à Blok (et à 16 h. 40), 12 h. 4. Œuvres et chefs-d'œuvre : les tapisseries de David et Bechambeau, 12 h. 45. Panorama : 13 h. 45. Panorama : 14 h. 5. Les chemins de la connaissance : Les chemins du rêve (rediff.), 15 h. 2. « Treize et les vagues », de B. Manassès (rediff.), 16 h. 2. L'autre côté de la frontière : la mort de Scarce, 17 h. 2. Histoire des trois premiers siècles de l'Église : en compagnie d'Émile de Oestre, 22 h. 30. Opérette : Quand les chanteurs d'opéra rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien vacances : 9 h. 2. Festivals : Brest, Nice, Rouen, 10 h. 15. Mélo-opéra : La villa des Illusions. Bolshoi, Offenbach, Massenet. Les vacances du musicien : René Gargit, 12 h. 5. Jazz : Summer sequences, 13 h. 5. Gounod : les voyages de Mendelssohn.
14 h. 2. Estivales : ballets (Copland, de Falla, Bartók), 16 h. 10. Nouveaux solistes de Radio-France : G. Bontemps, O. Capelin, piano (Bach, Chopin, Debussy, Liszt, Prokofiev), par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. L. Bernstein, 22 h. 30. Ouvert la nuit. Piano d'ensemble : 23 h. 5. Germaine Tailleferre : 2 h. 15. La Méditerranée.

POLE
politique
audio-visuel

OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	58,88
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,76
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	55,00	11,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAHESSEES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOCIÉTÉ 450 PERSONNES
FOURNISSEUR DE L'AUTOMOBILE
à GERMER
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Cadre minimum 25 ans, expérimenté, bons contacts humains. Sous l'autorité du Directeur d'usine et en collaboration étroite avec les services centraux de la Société Mère :

- Assurer le contrôle de gestion et la préparation du budget.
- Diriger le développement de l'information.

Adresser C.V. + Photo et Prêt à SOCIÉTÉ VOSGIENNE de PROFIAGE, Service du Personnel, boulevard de la Jamagne, 88400 GERMER.

Pour son Centre d'Etudes de
LYON
une importante Société d'Electronique Industrielle recherche

UN TECHNICIEN en ELECTRONIQUE

D.U.T. S.T.S. ou équivalent

MICROPROCESSEUR

matériels et logiciels

Il lui sera demandé de pouvoir mettre en œuvre des systèmes de surveillance et de commande. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 8246 à SAVAS, 81, rue de la République, 69002 LYON, qui transmettra.

Un fabricant américain de lentilles intra-oculaires, accessoires optiques implantés dans l'œil humain pendant l'opération de la cataracte cherche un Superviseur de Contrôle de Qualité et un Directeur de Marketing pour une filiale dans la région de Nice. Une installation y est actuellement créée pour la production finale, le lavage final, la stérilisation, l'emballage, l'étiquetage et la distribution des produits. Ceux-ci seront commercialisés directement auprès des chirurgiens et des hôpitaux dans toute l'Europe.

SUPERVISEUR DE CONTROLE DE QUALITE

- Les exigences absolues pour ce poste sont les suivantes :
- 1) Un diplôme universitaire de Sciences de la Santé ;
 - 2) Connaissance des procédés de stérilisation et des qualifications des produits stériles ;
 - 3) Connaissance de l'étiquetage des médicaments et accessoires médicaux ;
 - 4) Maîtrise de la langue anglaise ;
 - 5) Quatre ans au moins d'expérience du contrôle de qualité dans une société pharmaceutique ou fabricant des accessoires médicaux. La préférence sera donnée à une personne capable de rédiger des documents techniques en anglais aussi bien qu'en français et de contrôler les produits de contrôle de qualité et qui serait quelque peu familiarisée avec les termes d'ophtalmologie et d'anatomie.

DIRECTEUR DU MARKETING

- Les obligations absolues pour ce poste sont les suivantes :
- 1) Expérience de la vente et du marketing dans le domaine des soins de santé ;
 - 2) Quatre années au moins d'expérience réelle des ventes ;
 - 3) Deux ans au moins d'expérience de la direction des ventes, y compris la supervision des vendeurs et, de préférence, l'expansion et la promotion des programmes de ventes ;
 - 4) Maîtrise du français et de l'anglais.
- La connaissance de la chirurgie ophtalmique et de l'ophtalmologie, ainsi que la familiarité avec les ophtalmologistes français seraient des atouts, ainsi que la pratique d'autres langues européennes.
- Le salaire de ces deux postes est négociable, selon les titres et l'expérience. Les entretiens auront lieu les 28 et 27 septembre à Cannes et le 29 septembre à Paris.
- Adresser le curriculum vitae au Département du Personnel, aux soins de : CILCO Inc. P.O. Box 1680 - Huntington, West Virginia - 25717 ETATS-UNIS.

Industrie EST (2000 personnes) recrute un

ADJOINT A DIRECTION DU PERSONNEL

Formation supérieure + Droit du Travail + expérience entreprise. Poste d'avenir. Ecr. N° 3292 BLIQUE, 146, avenue de Strasbourg, 54000 NANCY, Tél. (03) 83-45-43.

Vous êtes originaire de LYON OU SA REGION

Vous êtes un professionnel DE L'ANALYSE ET DE LA PROGRAMMATION SUR IBM 370/155 et VOUS CONNAISSEZ PAC

Venez nous voir nous vous aiderons à retourner AU PAYS

Adresser C.V., prêt et photo A.M.P. sous réf. 782/AT, 40, rue Olivier-de-Serres, 75011 PARIS qui transmettra.

Importante Société franc. rech.

INGENIEUR

Organisation Administration Formation universitaire. Langue anglaise, âge min. 30 ans, expérience organisation circuits administratifs, études documents et poste dans le cadre d'une implantation informatique en entreprise industrielle. Remunération 120 000 à 150 000 F selon expérience. Env. C.V. et photo sous réf. 1702, SWEETS, B.P. 269, 75044 PARIS CEDEX 04.



emplois internationaux

directeurs de filiales

LONDRES ou DUSSELDORF
120.000 F.+

Un Groupe Français du SECOND-ŒUVRE BATIMENT (600 M.F. de C.A.J.) vous propose, sous la responsabilité de son Directeur EXPORT, de prendre en main leurs filiales de ventes et de pose de produits de couverture, soit en Angleterre soit en R.F.A. (15 pers. 12 M.F. de C.A.J.). Vos responsabilités : élaborer la politique commerciale, la mettre en œuvre, assurer et développer les ventes, négocier, organiser et suivre les chantiers, gérer les personnes et veiller à la rentabilité. Ces postes requièrent : un diplôme HEC, ESSEC, ESC, d'être bilingue Anglais ou Allemand et un fort potentiel commercial. Atouts complémentaires : connaître la vente auprès des Architectes, S.E. et Entreprises de Constructions, et avoir acquis des talents dans les pays concernés. Adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence : 47 B pour l'Angleterre/47 C pour l'Allemagne à :

Hervé Le Baut-Consultant
11, rue La Botte - 75008 PARIS.

Une importante Société française à vocation internationale recherche des Techniciens expérimentés et aptes à travailler sur des chantiers de routes non revêtues en Afrique noire francophone. Ces postes de

CONDUCTEUR TRAVAUX ROUTIERS

(Réf. 2301)

MECANICIEN

T.P. DE CHANTIER

(Réf. 2304)

concernent des Techniciens ayant au moins 5 ans d'expérience en brigade mécanique itinérante en Afrique. Ils peuvent vivre sur chantier et acceptent les déplacements géographiques (ils sont donc appelés à vivre « en callistes »). Si ce genre de vie vous intéresse, écrivez-nous sans retard (joindre C.V. et mentionner la référence du poste à MEDIA 1300, 13, rue de la République, 75002 PARIS, qui transmettra).

ELECTROMECANICIEN STATIONS DE POMPAGE

Nous recherchons un très bon électromécanicien, d'un niveau de formation B.T.S. ou similaire, âgé d'au moins 25 ans, pour qui les matériels d'électromécanisme sont plus de secrets (moteurs électriques, pompes, armatures électriques). Nous lui proposerons un séjour de longue durée dans une

VILLE D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

(comp. annuel en France, bien sûr).

Nous recherchons un très bon électromécanicien, d'un niveau de formation B.T.S. ou similaire, âgé d'au moins 25 ans, pour qui les matériels d'électromécanisme sont plus de secrets (moteurs électriques, pompes, armatures électriques). Nous lui proposerons un séjour de longue durée dans une

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

INGENIEUR

AGRI OU AGRO

ANGLAIS courant.

Expér. cultures tropicales : riz, sorgho, maïs, coton indigène.

Ecr. avec C.V., prêt et date de disponibilité à : B.P. 72 42, 17, rue Lebel, 42000 VINCENNES.

SA. INGENIERIE

Constructions industrielles recrute un

CHEF DE SECTEUR EXPORTATION

MOYEN-ORIENT/AFRIQUE

bâtiment parlant anglais et ayant vocation claire.

Ecrire N° 3213 - B.L.U.E., 164, avenue de Strasbourg, 92000 NANCY.

Tél. (03) 35-2-63.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

RÉPUBLIQUE DU MALI

Ministère de l'Intérieur et de l'Urbanisme

PROJET URBAIN DU MALI

Projet d'aménagement urbain préparé avec l'aide de la Banque Mondiale

recherchons fin 1979 à BAMAKO (12 à 36 mois)

CONSEILLER DU DIRECTEUR DU PROJET

(Ingénieur V.R.D. ou administrateur)

INGENIEUR TECHNICIEN V.R.D.

(organisation, contrôle des chantiers municipaux)

ANALYSTE

(mise en place et gestion de fichiers)

MECANICIEN

(gestion, entretien, matériel voirie et formation du personnel)

INGENIEUR ARCHITECTE

Spécialiste matériaux locaux de construction (chanter et formation du personnel)

ECONOMISTE

Spécialiste gestion et comptabilité municipales.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite indiquant prétentions de salaire net (hors logement, déplacements, voyages, autres frais) avant le 21 septembre 1979 à : Directeur Projet Urbain S/C, Ministère Intérieur et Urbanisme, B.P. 215, Bamako, Mali, et Madarvo (Projet Urbain Mali) World Bank, 1818 R. Street, Washington D.C. 20433 U.S.A. Renseignements complémentaires : Ministère Intérieur et Urbanisme, Bamako, Ambassade Mali, 88, rue Cherche-Midi, Paris (P).

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

recherche pour missions de démarrage de SUCRIERES A L'ETRANGER

1) UN INGENIEUR MECANICIEN

Formation A.M. ou Marine, confirmé anglais, responsabilité supervision montage.

2) UN INGEN. CHEF DE FABRICATION

Responsabilités contrôle des opérations de production.

3) DEUX INGENIEURS DE LABORATOIRE

Responsabilités contrôle des opérations de production.

Exigences des postes : — Capacité d'organisation, connaissance des hommes, ingénieurs diplômés, expérience en sucreries aux postes considérés.

SALAIRES ELEVES ET POSTES MOTIVANTS

Env. C.V. et lettre manuscrite a/n° T 014963 M. BEGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGENIEUR ROUITERS

Ces ingénieurs, diplômés, ont une large expérience (acquise notamment dans les pays en développement) des problèmes d'infrastructures routières : études, travaux, contrôle de construction, organisation de l'entretien, gestion administrative et financière.

Ces responsables ont entre 5 et 10 ans d'expérience professionnelle et désirent vivre à nouveau une étape de leur carrière dans un pays étranger (notamment anglophone).

Merci de nous écrire (joindre C.V. et mentionner niveau de votre rémunération actuelle) en précisant sur l'enveloppe la réf. 1307 à MEDIA P.A., 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Pour lui confier la responsabilité de supervision de la construction d'un pont en Afrique noire francophone, une société française travaillant à l'exportation recherche un

INGENIEUR OUVRAGES D'ART

Les fonctions qu'il assumera nécessitent : une formation supérieure (diplôme d'ingénieur) ; une expérience d'au moins dix ans dans le domaine des ouvrages d'art (ponts, viaducs, etc.) ; une expérience de supervision de la construction d'un pont en Afrique noire francophone.

Nous vous remercions de prendre contact en écrivant (joindre C.V. et mentionner dernier niveau de rémunération) en spécifiant sur l'enveloppe la réf. 8246 à SAVAS, 81, rue de la République, 75002 PARIS, qui transmettra.

Pour compléter son équipe d'assistance

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

recherche pour le

KENYA

CHEF ENTRETIEN SUCRIERIE

Niveau INGENIEUR

Connaissance Anglais - 56jour : 32 mois

Adr. C.V. photo et prêt à N° 21344 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, G. U.

banque LYON

Banque recherche afin de développer les opérations de sa déléguée régionale

CADRE COMMERCIAL

La poste suppose : — de l'aptitude à l'entreprise, — la faculté de s'intégrer dans une équipe, — une bonne appréciation de risque et des objectifs de la banque.

— Age 25 ans minimum, — formation universitaire ou supérieure, — expérience bancaire indispensable.

Le candidat passe par une implantation de trois ans minimum dans la région lyonnaise.

Envoyer C.V., manuscrit, prétentions et photo sans réf. 104-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Le C.D.E.

(Centre de Diffusion de l'Édition)

pour secteur PROVINCE

REPRESENTANT EXCLUSIF

EN LIBRAIRIE

• Disponible immédiatement ;

• Expérience professionnelle, sans des contacts et de l'animation souhaités.

NOUS OFFRONS :

Salaire fixe + commission + frais de route

Statut cadre

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à GÉRARD XATIN, 30, rue de l'Université, 75007 Paris.

AGENCE D'URBANISME DE METZ

recrute

INGENIEUR TRANSPORTS

pour études de restructuration et promotion des transports collectifs

Expérience dans ce domaine d'activité, en tant que responsable d'études, appréciée.

Les candidatures d'ingénieurs diplômés de grandes écoles seront également étudiées.

Ecrire : AGURAM, 2, place d'Armes, 57000 METZ.

Tél. : (03) 73-31-19.

LA FEDERATION DU CREDIT MUTUEL DE VENDES, CHARENTAIS-MAIRIENS ET DEUX-SEVRES

recherche pour son Siège à La Roche-sur-Yon

1 ANALYSTE FINANCIER

diplômé d'une Ecole de Gestion option financière.

Mission :

• Assister le Responsable de la trésorerie et le Contrôleur de gestion pour la gestion prévisionnelle (plan annuel de trésorerie, plans de financement, prévisions budgétaires...).

• Mettre au point, développer et utiliser des modèles de simulation financière.

• Réaliser le suivi, l'analyse et les études des ratios financiers.

Expérience bancaire appréciée.

Env. lettre manusc. + C.V. complet avec photo à : DIRECTION REL. HUM. - CREDIT MUTUEL, 13, rue Pasteur,

85001 LA ROCHE-SUR-YON Gare - Cedex n° 27.

CEMA

Société implantée à AMIENS

filiale de

PHILIPS

recherche pour son Service Qualité :

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Une à deux années d'expérience des composants électroniques et électroniques (dont microprocesseurs).

Dans sa fonction il aura de fréquents contacts avec les services d'études, de fabrication et d'après-vente ainsi qu'avec les fournisseurs.

Anglais indispensable

Env. lettre man. C.V., photo à Direction Personnel CEMA, 408, route d'Abbeville, 80008 Amiens Cedex.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

67/10/15/10

	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème
ANNONCES ENCADEES	30,00	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,05
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CONTROL DATA FRANCE
DEPARTEMENT CONSEIL ET APPLICATIONS
recherche des spécialistes dans
les grands systèmes IBM en tant que :
INGENIEURS SYSTEMES
Réf. 216 M
PROGRAMMEURS SYSTEMES
Réf. 217 M
ANALYSTES
Réf. 218 M
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Réf. 219 M

Vous avez de bonnes connaissances des systèmes d'exploitation VM, VSI, MVS, DOS/VS et/ou de télétraitement et de bases de données CICS, IMS et DB2. Vous avez le goût des contacts humains. Si vous réunissez toutes ces conditions, le Département Conseil et Applications vous offre de se joindre à son équipe actuelle pour assurer :

- le conseil et l'aide technique auprès des clients,
- le développement de logiciels d'application,
- l'assistance technique à nos ingénieurs commerciaux.

Une bonne pratique de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.

Adressez votre candidature (en précisant la référence du poste souhaité) à CONTROL DATA Service Recrutement 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.



1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL
D'EQUIPEMENTS PERIPHERIQUES

CITROËN
recherche un
**ANIMATEUR
de FRANÇAIS**
Titulaire d'une licence ou DEUG
de lettre moderne et ayant déjà une
expérience d'enseignement -
notamment pour adultes.
Ecrire au Service du Personnel -
Bureau 44 A.F.
133, Quai André Citroën -
75747 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche
**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**
E.S.C.

Pour prospection, vente et suivi des affaires dans
le domaine de la lecture optique de gestion.
ANGLAIS UTILE
Fréquents déplacements
de courte durée
Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest.
Adr. C.V. photo et prés. à ne 21.473 Contesse Publi-
cité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

EFCIS
recherche pour Direction Commerciale basée à VELIZY :
3 ingénieurs technico-commerciaux
(vente clients OEM)
Expérience minimum 2 ans vente circuits intégrés MOS acquise
de préférence dans une firme américaine.
Formation Ingénieur électronicien ou BTS Electronique
complétée par laboratoire.
1 ingénieur d'application microprocesseurs
confirmé -
- utilisation famille 6800 souhaitée
- connaissance produits concurrents
- anglais courant.
3 assistantes commerciales
1 technico-commercial sédentaire
Expérience minimum 2 ans acquise dans une firme commer-
cialisant des semi-conducteurs.
Anglais courant.
1 secrétaire de direction trilingue
(ANGLAIS - ALLEMAND)
pour Secrétariat Direction Commerciale.
Expérience minimum 4 ans dans un poste équivalent exigée.
1 magasinier
Expérience minimum 5 ans gestion magasin expéditions exigée.
ser lettre man. avec C.V. en précisant No de téléphone à
Société pour l'Etude et la Fabrication
de Circuits Intégrés Spéciaux
Boîte Postale 217
38019-Grenoble Cedex France
E.F.C.I.S.

MANUFACTURIERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche
pour son Département
ETUDES DE CREDITS
CHARGE D'ETUDES
Une formation économique (HEC, Sup
de Co, IEP Eco/II) éventuellement
complémentée par un M.B.A., permettant
d'assimiler les techniques d'analyse finan-
cière, et une bonne maîtrise de l'anglais
sont nécessaires.
Adressez lettre + photo à
Direction du Personnel
20, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

emploi régional

POUR SON CENTRE D'ETUDES DE
LYON
une importante Société d'Electronique Industrielle
recherche
**UN TECHNICIEN
en ÉLECTRONIQUE**
D.U.T., B.T.S. ou équivalent
Sont nécessaires :
- Une expérience en
ELECTROTECHNIQUE
- Une connaissance des
SEMI-CONDUCTEURS DE PUISSANCE
La mission l'amené à participer au dimension-
nement de systèmes électroniques et électro-
techniques et à prendre en charge la mise en
œuvre de ces systèmes aux sites d'essais.
Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo
et présentations sous réf. 8.344 à BAVAS, 81, rue de
la République, 69002 LYON, qui transmettra.

**CIDRERIE ET VERGERS
DU DUCHÉ DE LONGUEVILLE**
(ANNEVILLE-SUR-SCIE)
76590 LONGUEVILLE-SUR-SCIE (12 KM DE DIEPPE)
Recherche :
**1 ADJOINT
DE DIRECTION COMMERCIALE
1 INSPECTEUR COMMERCIAL**
Postes pouvant convenir à toutes personnes dyna-
miques, physiquement aptes aux servitudes de
déplacements en France métropolitaine.
Ecrire avec C.V. à CIDRERIE ET VERGERS DU
DUCHÉ DE LONGUEVILLE,
76590 ANNEVILLE-SUR-SCIE

Un des Services de la Direction
du Personnel d'une Société
d'Ingénieurs-Conseils, PARIS,
recherche un (une)

**ASSISTANT
FONCTION PERSONNEL**
Ce jeune collaborateur (né-
cessairement) une première
expérience professionnelle (mi-
nimum 1 an), qui lui a per-
mis de s'imprégner de la vie
d'une Entreprise, de concourir
à son fonctionnement admi-
nistratif, d'en saisir les con-
crets de gestion.
Il est conscient des charges
de la Fonction Personnel et
désire collaborer (pragmati-
quement) avec les Cadres res-
ponsables, au travail desquels
il peut être progressivement
associé.
Pour présenter sa candidature
il faut allier le réalisme du
quotidien professionnel (et
l'assumer) avec une intelli-
gence des problèmes et des
hommes (une formation uni-
versitaire peut favoriser cette
appréhension).
Si vous vous reconnaissez
dans ce profil, écrivez-nous
(joindre C.V. détaillé, men-
tionner dernière rémunéra-
tion, communiquer photo) en
spécifiant la réf. 844, à
MEDIA PA, 64, bd des Filles,
75002 PARIS qui transmettra.

**LABORATOIRE DE
RECHERCHE APPLIQUÉE**
Banlieue Paris
recrute pour sa section
étude et mise au point
DE MATERIELS
ET DE SYSTEMES
**ÉNERGIES
NOUVELLES**
**INGÉNIEUR
GRAND ÉCOLE**
(X - CENTRALE - MINES)
compétent en THERMIQUE
Formation universitaire
complémentaire et quelques
années d'expérience
donneront priorité.
Adressez candidature compo-
sant lettre manuscrite + C.V.
détaillé + présentations en
précisant la référence 819/77 à
Contesse Publicité,
29, av. Opéra, 75040 Paris
Cedex 01 qui transmettra
sous réf. 21.326.

ERIM
recherche
pour développement
de logiciel de base
Applications TR. Matériel
type MITRA-SOLAR-SEL.
● DES INGENIEURS
débutants à 3 ans
d'expérience.
● DES ANALYSTES
PROGRAMMEURS
minimum DUT.

Ecrire avec C.V. et réf. 3.108
à Adm. Pub. 11, Pg-Saint-
Honoré, Paris-8, qui transmettra.
INFORMATIS
Société d'engineering
de systèmes informatiques
pour renforcer son potentiel
technique dans les départements
logiciels de base systèmes
temps réels (Process-control),
automatismes et syst. d'armes.
INGENIEURS LOGICIELS
MITRA-SOLAR-P.D.P. 11
INGENIEURS MICRO
INTEL 8080-2100 88
Recherches possibles de promotion
pour éléments de valeur.
26, r. Daubenton-57. 337-79-22.

AIR FRANCE
recherche pour ses lignes Internationales
**300
Stewards
et
Hôtesses de Bord**
désirant faire carrière dans un métier de service
73 000 F après intégration
Formation assurée par la Compagnie
Possibilité ultérieure de promotion interne (par concours)
vers des postes de chefs de cabine et d'accéder
à l'encadrement du personnel navigant commercial
Les candidats doivent notamment :
- Parler couramment l'anglais et si possible une autre langue
- Etre âgés de 21 à 26 ans
- Etre de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.
Pour les hôtesses : Avoir une taille comprise
entre 1 m 60 et 1 m 73
Pour les stewards : Avoir une taille comprise
entre 1 m 70 et 1 m 86
Etre déchargés des obligations militaires
Expérience professionnelle dans un emploi
en relation avec la clientèle appréciée.
Les candidats de la région parisienne peuvent se présenter à
AIR FRANCE
3, Square Max Hymans - 75015 PARIS
Division Recrutement et Orientation
Bureau 121 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h
Les candidats de province peuvent adresser
leur demande et curriculum-vitae à
AIR FRANCE, Division Recrutement et Orientation
1, Square Max Hymans - 75741 PARIS Cedex 15

**SOCIÉTÉ COMMERCIALE
50 KM OUEST DE PARIS**
recherche
Contrôleurs de gestion
27 ans minimum
Pour suivi et contrôle des Concessionnaires Automobiles
- Anglais (lu - parlé - écrit) indispensable.
- Bonne formation comptable (DECS ou Ecole de Commerce-option
Finances - Comptabilité).
- Expérience de conseil en petites ou moyennes entreprises.
- Qualités humaines pour le dialogue.
Adressez lettre manuscrite avec C.V. (photo retournée) et prétentions
sous réf. 2119 M à :
PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 Paris
qui transmettra

CAP SOGETI LOGICIEL
Recherche
pour postes à pourvoir immédiatement
POUR UN CONSTRUCTEUR DE TERMINAUX
TRES PROCHE BANLIEUE NORD
**1 chef opérateur
sur mitra 125** (Réf. 934/1)
**4 ingénieurs
Grandes Ecoles** (Réf. 934/2)
Connaissant M 6800 matériel-logiciel et ayant un an
d'expérience.
**2 ingénieurs débutants
ou équivalents** (Réf. 934/3)
Pour développement de logiciel de base, connais-
sant l'Assemblage.
Envoyer C.V., photo et présentations à :
CAP SOGETI LOGICIEL
5 rue Louis Lajeune - 92128 MONTROUGE CEDEX

L'HOPITAL AMÉRICAIN DE NEUILLY
recrute
**UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**
Sous l'autorité du Directeur Général, il aura la
responsabilité des secteurs suivants :
SERVICES FINANCIERS :
- Analyse de la gestion et contrôle
budgétaire ;
- Établissement des budgets ;
- Gestion de la trésorerie ;
- Comptabilité ;
- Payer.
PERSONNEL :
- Politique sociale ;
- Législation ;
- Formation continue ;
- Gestion des dossiers.
Une préférence sera accordée au candidat ayant
déjà une expérience hospitalière, connaissant la
comptabilité américaine, bilingue anglais-français,
capable d'organiser.
Curriculum vitae, photo et présentations sont à
adresser au **DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'HOPITAL
AMÉRICAIN**, 63 boulevard Victor-Hugo,
92128 NEUILLY cedex.

Société de Transport - Entreposage - Distribution
National et International
Région Paris, Banlieue Nord-Ouest, recherche :
**RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**
Fonction : Animation des Services Comptables,
Financiers et Informatiques.
Profil : Niveau D.E.C.S. - Age 30 à 40 ans
de préférence Expérience Transport.
Adressez C.V. manuscrite + photo + prés.
n° 8380 « Le Monde » Publicité
5, rue des Italiens, 75237 Paris (9)

offres d'emploi

INGENIEUR ANALYSTE

CHEF DE PRODUIT

INGENIEUR GENIE CIVIL

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TELECOMMUNICATIONS**

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Deux ans après le discours de M. Giscard d'Estaing à Vallouise
La politique de la montagne est en panne

Les ministres de l'environnement, de l'agriculture et du tourisme devaient se réunir mardi 21 août pour préparer la communication que M. Michel d'Ornano, responsable de l'environnement et du cadre de vie, fera lors d'un prochain conseil des ministres sur la politique de la montagne.

L'exposé ministériel n'a pas été programmé, en ce mois d'août, par les hasards du calendrier. Il marque un anniversaire. C'est, en effet, le 23 août 1977, il y a deux ans presque jour pour jour, que le président de la République, profitant d'une visite au Parc national des Ecrins, prononçait à Vallouise (Hautes-Alpes) un discours « écologique » définissant plus particulièrement une nouvelle politique de la montagne.

A l'époque, M. Giscard d'Estaing avait fixé au gouvernement cinq objectifs pour revitaliser un territoire vaste de 10 millions d'hectares, et encore habité par près de trois millions de Français : « Faire reculer le désert humain », créer des activités variées, aider les collectivités locales, entretenir et protéger le patrimoine naturel.

On ne pouvait que tomber d'accord sur une telle entreprise de sauvegarde et d'opposition elle-même n'y avait rien trouvé à redire. Le chef de l'Etat avait précisé par quels moyens pratiques (financiers, réglementaires et institutionnels) il entendait atteindre ses objectifs. D'abord, une série de mesures positives : des dispositions sociales ou fiscales permettant aux montagnards d'exercer plusieurs activités (agriculture, artisanat, tourisme) ; la création de bureaux d'accueil et de renseignements pour aider l'installation des jeunes ; l'allègement des garanties bancaires exigées des jeunes entrepreneurs ; des services publics polyvalents dans les communes ; une aide au déneigement.

Le chef de l'Etat avait même suggéré d'assurer aux municipalités les plus pauvres un plancher de ressources minimales, une sorte de SMIC pour les communes. « L'effort de l'Etat », avait ajouté le président, portera doré-

navant vers un tourisme intégré aux autres activités, bénéficiant à la population locale, accessible au plus grand nombre et respectueux des sites et paysages. Enfin les parcs nationaux (pour la plupart situés en montagne) devaient jouer aussi le rôle d'aménageurs dans leur territoire.

M. Giscard d'Estaing avait souligné avec force que tout cela devait se faire avec un souci accru de la protection du patrimoine naturel. On ne construirait plus sur les terres agricoles, on ne tracera plus de routes inutiles, on regroupait les constructions nouvelles en hameaux.

Pour les grandes stations existantes, elles pourraient continuer à se développer, mais « avec prudence ». Cependant, on n'hésiterait pas à remettre en cause « des projets souvent déraisonnables, mais irréversibles ». Au demeurant, tout projet de station en altitude serait désormais soumis à la décision du gouvernement. En tout cas, pour les sites vierges, « il est souhaitable qu'ils le restent ».

Une directive protectrice

Quelques mois plus tard, le 23 novembre 1977, le programme présidentiel recevait sa traduction réglementaire sous forme d'une « directive nationale de protection et d'aménagement de la montagne ». Ce texte — qui a force de loi — précise que les « unités touristiques nouvelles » ne peuvent être étudiées qu'après élaboration par la commune d'un plan d'occupation du territoire, de l'autorisation du gouvernement, des constructions et travaux en haute montagne (à partir de 800 mètres dans les Vosges, 1 100 mètres en Corse et dans le Jura, 1 200 mètres dans le Massif Central, 1 400 mètres dans les Pyrénées, 1 600 mètres dans les Alpes) sont strictement réglementés : logements en nombre limité, situés dans les hameaux, intégrés au site. Les rives des lacs sont inconstructibles sur 300 mètres de profondeur. L'usage de l'hélicoptère et de la moto en montagne sont limités.

Des programmes de création de forêts de protection et de réserves naturelles doivent être établis. Une série d'autres mesures portent sur le reboisement des pentes après travaux, les plans d'avalanche, la publication des plans de sécurité dans les stations de montagne.

Le discours-programme de Vallouise et la directive qui l'a suivi ont donc indiqué à la fois les actions à entreprendre et les précautions à respecter. A considérer les routes que l'on continue à ouvrir dans la montagne, les pentes que l'on remédie au bulldozer, les constructions qui s'élèvent un peu partout et les projets de grandes stations qui fleurissent, on peut se demander si les intentions ont été suivies d'effet. Il est vrai que ce qui a été épargné à la montagne depuis deux ans reste par définition invisible.

Quant aux mesures de revitalisation, les montagnards aimeraient en apercevoir plus clairement les résultats, car l'exode rural continue de plus belle. Au moment est-il venu de dresser un premier bilan. C'est ce que M. d'Ornano va s'efforcer de faire devant ses collègues du gouvernement et par conséquent devant les Français.

MARC AMBROISE-RENDU.

TRANSPORTS

Polémique à propos des croisières sous pavillon français

- M. Le Theule : la responsabilité du P.C. et de la C.G.T. est inadmissible
- La C.G.T. : nous avons fait des propositions concrètes en 1974 pour sauver le « France »

Tandis que le *Norway* poursuivait le 20 août sa route vers les chantiers de Bremerhaven, une polémique s'est engagée entre le gouvernement et la C.G.T., syndicat majoritaire parmi les marins du commerce, à propos des possibilités d'effectuer des croisières sous pavillon français. Polémique vive mais dont les termes ne sont pas nouveaux puisque la question avait déjà été débattue, à de multiples reprises, lors de la construction de la *Transat*, en 1974, au moment où la *Transat* (devenue depuis Compagnie générale maritime) avait décidé de mettre fin à l'exploitation du paquebot.

M. Joël Le Theule, ministre des transports, de retour d'un voyage à Singapour, où il a visité plusieurs chantiers navals, a déclaré le 18 août : « Nous ne pouvions pas faire ce que l'armateur norvégien va faire, c'est-à-dire réduire l'équipage de mille cent à six cents membres (dont deux tiers ne seront pas Norvégiens), compte tenu de la position des syndicats français. Cette attitude est systématique et unique. On ne la trouve ni chez les syndicats allemands ni chez les

syndicats britanniques, par exemple. » M. Le Theule a ajouté : « La responsabilité prise par la C.G.T. et le parti communiste est inadmissible car le port du Havre, l'un des premiers du monde, ainsi que la réparation et la construction navales françaises ne tiennent que de la confiance de la clientèle nationale et étrangère. »

Ces propos — qu'on eût voulu plus nuancés, car, et sans parler des pertes considérables occasionnées par le programme *Concorde*, par les bâtiments de la Vilette ou d'autres opérations démesurées telles que les villes nouvelles, la zone portuaire de Fos, la Défense, à l'ouest de Paris, le gouvernement a tout de même quelques responsabilités dans les désastres bilans de la *Transat* et de la C.G.M. depuis plusieurs années — ont provoqué parmi les membres du P.C. et de la C.G.T. des répliques non moins amères, alors que le P.C. et le P.S. pour ne parler que de ces deux organisations, campent dans un prudent silence.

Pour M. André Duroméas, maître P.C. du Havre, M. Le Theule a « déformé les faits afin de détourner l'attention sur les responsa-

bilités du gouvernement et du patronat ». Quant aux syndicats mis en cause, M. François Lagain, secrétaire de la Fédération des syndicats maritimes (C.G.T.), nous a déclaré : « C'est pendant l'été 1974 que nous avons appris la décision du gouvernement de supprimer la subvention à la *Transat* relative au France, ce qui condamnait automatiquement le paquebot. Le syndicat C.G.T. des marins s'est immédiatement intervenu auprès des pouvoirs publics pour ouvrir des négociations, mais aucun ministre ne nous a reçus. En revanche, des contacts ont eu lieu avec la *Transat*, à laquelle nous avons proposé de réduire l'équipage du France, qui était de mille cent marins, de cent cinquante à cent quatre-vingts personnes. Nous avons obtenu, en outre, des propositions concrètes ont été faites par les syndicats, par exemple, pour réduire les heures supplémentaires, modifier les menus, alléger les charges d'hébergement, créer un self-service. Mais après étude, la *Transat* a estimé que ces propositions n'étaient pas de nature à alléger sensiblement le déficit du paquebot dont on avait l'impression qu'il était, de toute façon,

condamné politiquement par le gouvernement en place. Mais, en tout état de cause, la C.G.T. n'aurait pas accepté l'introduction sur France de personnel étranger sous-payé. »

On peut toujours refaire l'histoire avec des « si », mais il faut se souvenir du bilan financier du paquebot en 1974. Sur un total de dépenses d'exploitation de 273 millions, les salaires représentaient 101 millions de francs. Le poste « combustible » atteignait 88 millions de francs (avant la crise du pétrole) et le déficit 90 à 100 millions de francs (contre 47 millions en 1973).

Depuis cinq ans, ni les dépenses pour la propulsion des navires ni les rémunérations des équipages n'ont connu une progression moindre que la hausse générale des prix, bien au contraire. Et la concurrence générale sur le marché des croisières s'est considérablement accrue du fait de l'arrivée, à côté des armateurs traditionnels grecs, italiens et britanniques, des bateaux norvégiens et surtout soviétiques.

FRANÇOIS GROSCHARD.

POINT DE VUE

Un triple avertissement

par ANTOINE RUFENACHT*

DANS les remous provoqués par le départ du France, le parti communiste a tenté, comme d'habitude, d'utiliser à son profit une situation que se dégageait en partie contribué à créer. Néanmoins, la population du Havre et d'ailleurs, venue pour rendre un hommage de fidélité à un paquebot qui avait été longtemps considéré comme le symbole de notre prestige maritime et international, a exprimé son émotion avec la réserve et la dignité qui conviennent.

Au-delà de l'émotion, au-delà de l'utilisation démagogique, l'une et l'autre des questions simples qui méritent réflexion. Pourquoi l'armement norvégien accepte-t-il de prendre un risque commercial que rejette l'armement français ? Pourquoi les chantiers navals allemands se sont-ils révélés, dans cette affaire, infiniment plus compétitifs que les chantiers français ?

Ce qui est troublant dans l'énoncé de ces questions, c'est qu'on ne

peut pas leur apporter la réponse passe-partout qui sert souvent d'alibi tantôt aux entreprises, tantôt aux syndicats : il ne s'agit pas d'une concurrence en provenance de pays en voie de développement.

Certains sont aujourd'hui tentés de s'ériger en procureurs. Je crois qu'il est plus utile de regarder vers l'avant. Le départ du France, dans les tristes conditions que l'on sait, aura finalement été utile s'il doit servir de révélateur et d'avertissement sérieux.

Avertissement pour les entreprises, qui, à force d'être tributaires des commandes de l'Etat, des subventions de l'Etat, des équipements que leur fournit l'Etat, et aussi des charges que l'Etat leur impose, finissent par s'enfermer dans une attitude qui exclut le goût du risque, l'agressivité commerciale, le sens des responsabilités et, au bout du compte,

(*) Député (R.P.R.) de la Seine-Maritime.

la compétitivité à l'égard de l'étranger.

Avertissement pour certains syndicats, enfermés dans des privilèges d'un autre âge, animés d'un conservatisme qui les conduit à refuser tout changement, tellement soucieux de défendre des positions indéfectibles que beaucoup de leurs responsables en viennent à reconnaître, en privé, qu'ils risquent de scier la branche sur laquelle ils sont posés.

Avertissement, enfin, pour les pouvoirs publics, qui violent, souvent avec lucidité mais généralement avec impuissance, le blocage progressif de mécanismes si complexes, où les privilèges des uns et des autres sont si étroitement imbriqués que personne n'y retrouve son latin.

Ce ne sont pas les réformes de structures et les regroupements d'entreprises (avec, naturellement, maintien intégral des avantages acquis), ce ne sont pas des équipements de plus en plus coûteux (financés, naturellement, par le contribuable) qui suffiront pour gagner la bataille difficile de la compétition internationale, dans laquelle les ports et l'armement, la construction et la réparation navale se trouvent naturellement en première ligne. Ce qu'il faut, c'est un changement de mentalité de la part des parties intéressées, une volonté redoublée de la part du gouvernement, des efforts et des sacrifices de la part de chacun.

Souhaitons que l'avertissement donné à deux reprises par l'exemple du France soit, enfin, entendu. Il n'y a pas d'autre voie pour assurer à nos ports et à notre armement le développement auquel ils doivent prétendre.

« L'HUMANITÉ » : une politique de démission nationale.

Dans un éditorial de « L'Humanité » du 20 août, Henri Alleg écrit : « Il faut une singulière optimisme... M. Joël Le Theule, en déclarant que la C.G.T. n'a rien fait pour rejeter sur les travailleurs la responsabilité de la perte du France » et de celle des heures de travail perdues par les marins, nous sommes en présence d'une transformation. Aux yeux du ministre des transports, les marins, eux, sont coupables de n'avoir pas accepté à l'époque de se faire remplacer par des travailleurs d'Asie et d'Afrique « plus facilement surexploités, de n'avoir pas compris » non plus que la moitié d'entre eux ou moins étaient aussi « naturellement » condamnés au chômage. »

M. Alleg ajoute : « L'attitude des travailleurs du Havre, exemplaire à plus d'un titre, n'a pas été, comme certains ont fait mine de le croire, un « baroud d'honneur ». Elle a été une lutte pour la dignité. Avec l'Etat, les communistes revendiquent, n'en déplaise à M. Le Theule, cette « inadmissible responsabilité », celle d'être parvenus à débloquer la France dans la bataille contre une politique de démission nationale et d'austérité et pour la défense de l'emploi, des revendications et des conditions de vie des Français. »

« FRANKFURTER ALLEGEMEINE ZEITUNG » : irrationalité patriotique et égoïsme syndical.

Bonn (A.F.P.). — Dans un commentaire consacré le 18 août au *Norway*, le quotidien allemand « Frankfurter Allgemeine Zeitung » remarque que « qu'il n'aurait pas été donné à l'ex-paquebot de l'Etat français de continuer à servir la France dans la dignité. La C.G.T., le syndicat contrôlé par les communistes, pourrait-il se moquer des questions de frais d'exploitation et des droits de propriété ? »

Après avoir rappelé la « mutinerie » en septembre 1974 du personnel du « France », lors de la décision du gouvernement de le désarmer en raison du déficit d'exploitation, le journal ajoute : « Cette affaire est bien française : irrationalité patriotique, égoïsme politique, incapacité d'accepter sans passion les données économiques, trait-trait inhérent au capitalisme étatique et égoïsme syndical. »

Commentant cet article, l'« Humanité » du 20 août écrit : « On a encore outre-Rhin des déman-ges de nous imposer une nouvelle fois l'ordre allemand. »

• Etats-Unis - Chine : reprise des relations aériennes ? — Interrompues depuis 1949, les liaisons aériennes régulières entre la Chine et les Etats-Unis pourraient reprendre prochainement, grâce à un accord conclu, le 16 août, à New-York, entre la compagnie américaine Panam et la Compagnie nationale chinoise. Aux termes de cet accord, qui sera soumis à l'approbation du Bureau de l'aéronautique civile (CAB), la Compagnie chinoise louerait, pour la somme de 549 000 dollars, des Boeing 747 et leurs équipages pour assurer trois vols qui décolleraient de San-Francisco les 17 décembre, 14 janvier et 14 février prochains. — (A.F.P.)

Pour lutter contre la pollution des rivières

LES USINES DOIVENT DÉSORMAIS ÊTRE ÉQUIPÉES DE RÉFRIGÉRANTS ATMOSPHÉRIQUES

Le refroidissement des installations industrielles en circuit ouvert, c'est-à-dire par pompage et rejet direct en rivière, sera désormais interdit. Une récente circulaire du ministère de l'environnement et du cadre de vie adressée à tous les préfets leur demande de refuser toute autorisation de construction de nouvelles usines qui adopteraient ce dispositif traditionnel.

En effet, les rejets d'eau de refroidissement ont plusieurs effets dommageables. Ils provoquent d'abord une pollution thermique nuisible pour la faune des cours d'eau. Ensuite, les industries profitent souvent de ces déversements pour y mélanger effluents polluants ou toxiques. Dès lors l'épuration devient très difficile et coûteuse. Et c'est la porte ouverte aux pollutions accidentelles, pratiquement impossibles à combattre.

D'où l'obligation nouvelle pour les entreprises de s'équiper en systèmes de refroidissement en circuits fermés avec réfrigérants atmosphériques. L'eau qui a refroidi les machines va perdre ses calories dans une sorte de radiateur à travers lequel circule un courant d'air. Puis elle retourne dans l'usine et le cycle recommence. Désormais les raffineries de pétrole et les sucreries ont été obligées de s'équiper ainsi. La mesure va s'étendre progressivement à l'ensemble des entreprises.

TOURISME

• Référé pour le Plaza. — Le comité d'entreprise et les syndicats C.F.D.T. et F.O. de l'hôtel Plaza-Athénée, à Paris, ont assigné en référé Sir Charles Forte, président de la société propriétaire de l'établissement, le demandant la nomination d'un expert pour établir les conditions du licenciement de M. Paul Bourenaux, ancien directeur du Plaza. L'affaire sera plaidée le mercredi 22 août.

l'efficacité pour votre expansion

A Montreuil, aux portes de Paris, nous avons construit MOZINOR. Une solution rationnelle et confortable pour vous, vos collaborateurs, clients et fournisseurs.

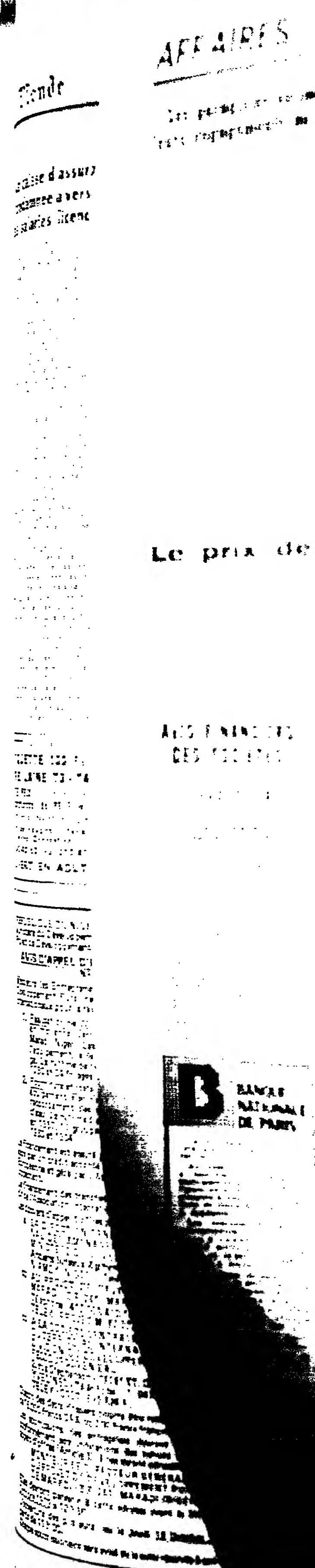
MOZINOR, une zone industrielle en étage avec une autoroute intérieure en prise directe avec la A3 / des aires de stationnement P.L. - V.L. à tous les étages / 42.000 m² de surface utile pour usines ou entreprises / l'eau, l'électricité, l'air comprimé, les fluides primaires, le chauffage / bientôt une cafétéria et des salles de conférence / des systèmes de sécurité de haut de gamme / 2,5 hectares d'espace vert / la propriété ou le bail classique avec des formules de location ponctuelle (à partir de 600 m²) / une hauteur de plafond permettant de doubler votre surface...

MOZINOR

l'ensemble industriel confortable en service aux portes de Paris

Toutes informations : Monsieur TABARE à SADEMO 15, avenue de la Résistance 93100 MONTREUIL Tél. 858.15.60

MOZINOR



... sous pavillon français
... de la CGT
... concrètes en 1979

La caisse d'assurance-chômage de Nancy est condamnée à verser près d'un million de francs à des salariés licenciés des Ateliers de Longwy

Allant à l'encontre d'une jurisprudence de la Cour de cassation, le tribunal de commerce de Nancy (Meurthe-et-Moselle) vient de donner gain de cause au syndicat d'une entreprise de Longwy dont les salariés risquaient d'être licenciés sans indemnités.

Les faits remontent à mars 1978, quand les Ateliers de Longwy, spécialisée dans la grosse chaudronnerie, ont été mis en règlement judiciaire : la moitié des quatre-vingt-dix salariés de l'entreprise ont été alors licenciés sans indemnités. Les quarante-cinq autres étaient maintenus à leur poste par le syndicat, qui obligeait l'entreprise à l'exploitation dans l'espoir de redresser la situation.

Ce ne fut pas le cas : en juin dernier, les Ateliers de Longwy étaient définitivement fermés. Le règlement judiciaire fut converti en liquidation de biens et le personnel restant était licencié à son tour. Le montant des primes et des indemnités dues aux salariés était d'environ 870 000 F. Le syndicat, qui ne disposait pas de cette somme, se tourna alors vers l'Assedic (caisse d'assurance-chômage) de Nancy où l'entreprise n'avait cessé de cotiser. On sait en effet que les salariés sont obligatoirement assurés contre les risques de non-paiement des sommes qui leur sont dues en cas de fermeture de l'entreprise. C'est la raison pour laquelle a été créé, auprès de l'Assedic, le régime d'assurance des créances des salariés régi par l'Association de garantie des salariés (A.G.S.).

Mais quand le syndicat présenta la note à l'Assedic de Nancy, celle-ci refusa de payer. Pour cela, elle se référait à une jurisprudence de la Cour de cassation selon laquelle « l'intervention de l'A.G.S. et de l'Assedic se limite aux salariés licenciés dans un court délai suivant le prononcé du jugement et sans avoir participé à une éventuelle poursuite de l'exploitation ». L'affaire fut alors portée devant le tribunal de commerce de Nancy. L'Assedic soutint, pour sa part, que les salariés des Ateliers de Longwy, qui avaient poursuivi l'exploitation de l'entreprise, n'étaient plus des « créanciers privilégiés » mais des « créanciers de la masse ». De ce fait, leurs salaires et indemnités n'étaient plus garantis par l'A.G.S.

Le syndicat fit valoir de son côté qu'il s'agissait là d'une interprétation erronée de la loi du 27 décembre 1973 : « Il serait paradoxal et contraire à toute justice que ces salariés soient pénalisés par rapport à ceux qui ont été licenciés dès le règlement judiciaire, alors qu'ils étaient considérés comme possédant de meilleures qualités professionnelles », déclarait-il. D'autre part, durant cette année d'exploitation, l'Assedic de Nancy a continué à percevoir les cotisations du personnel. Son obligation de payer doit donc se poursuivre sous peine d'enrichissement sans cause.

Le tribunal de commerce de Nancy a rendu son jugement. Il a condamné l'Assedic de Nancy à verser la somme de 870 297 F, qui servira à indemniser les quarante-cinq salariés des Ateliers de Longwy. Estimant qu'il y avait urgence, le tribunal a ordonné « l'exécution provisoire » : c'est-à-dire, en fait immédiate, — de cette décision.

SOCIAL
CORRESPONDANCE

Les expulsés de l'été

A la suite de l'article sur les expulsés de l'été — les immigrés des foyers SONACOTRA — publié dans le Monde de l'économie (14 août 1979), Jean Brenus, préfet de la région Lorraine, nous a envoyé la lettre suivante :

Je ne puis laisser sans réponse l'article relatif aux expulsions de résidents de foyers d'immigrés, présentées comme un nouvel aspect des mesures de rigueur appliquées par les pouvoirs publics à la faveur de la trêve des congés payés. On peut lire dans cet article : « A Thionville, le maire communiste a réquisitionné les chambres vides d'un foyer : ses deux adjoints ont été molestés par la police. »

J'observe tout d'abord que les faits remontent au mois de juin : d'autre part, si les chambres du foyer de Thionville étaient vides, c'est parce qu'elles avaient été évacuées la veille, sans incident, en exécution de jugements du tribunal de grande instance relatifs aux vols de novembre et de mars derniers. (...)

L'arrêté municipal réquisitionnant des locaux et ordonnant la réintégration des expulsés était de toute évidence illégal, et la police ne pouvait manquer de s'opposer à l'intrusion des personnes qui voulaient pénétrer dans les lieux au moyen de fausses clés : s'il est regrettable que deux élus municipaux se soient trouvés parmi les manifestants qui se sont heurtés à la police, on ne saurait en l'espèce parler de brutalités des forces de l'ordre.

J'ajoute que l'arrêté du sous-préfet constatant la nullité de la réquisition municipale n'a été attaqué par quiconque devant le tribunal administratif et que les personnes qui prétendent avoir subi des violences se sont de même abstenues de saisir la juridiction compétente des voies de fait dont elles auraient été victimes.

AGRICULTURE
M. CHIRAC : une nouvelle loi d'orientation est indispensable.

(De notre correspondant.)

Limoges. — M. Jacques Chirac a évoqué, dimanche 19 août, au concours ovin de Meymac (Corrèze), les problèmes posés aux éleveurs français de moutons : « Si l'on acceptait, a-t-il dit, les propositions de la Commission des Communautés européennes, on en arriverait à la disparition de l'élevage ovin français. Il est indispensable que le gouvernement refuse les décisions prises par les fonctionnaires irresponsables, à Bruxelles. » Pour M. Chirac, une nouvelle loi d'orientation agricole est indispensable, et il estime insuffisant le projet qui sera soumis prochainement au Parlement. M. Chirac a condamné la politique de « grivoiserie » qui consisterait à se dire Européens et à ne pas conserver l'identité de la politique communautaire.

CONJONCTURE
LES PRIX DE GROS DE NOBRES LÉGUMES FRAIS ONT CONTINUÉ DE MONTER A RUNGIS.

Sur le marché de Rungis, la plupart des légumes frais ont vu leur prix continuer de monter fortement. En dépit des importations néerlandaises, les salades viennent, par exemple, d'augmenter de 150 % en une semaine, passant de 1 F à 2,50 F pièce, tandis que les melons ont progressé en moyenne de 65 % pour ceux qui proviennent de Provence et de 82 % pour ceux des Pyrénées. Hausses des poireaux (+ 55 %), des haricots verts (+ 50 %) des mangetout (+ 40 %), des tomates, exceptées celles d'Italie — de France (+ 30 %), ou encore des artichauts (+ 27 %).

Les prix des fruits ont monté moins vite. Les pêches, dont les prix étaient peu élevés au début du mois, ont augmenté de 18 % en moyenne en quelques jours.

ÉTRANGER
En Grande-Bretagne

LA CROISSANCE RAPIDE DE LA MASSE MONÉTAIRE A COMMENCÉ À SE RALENTIR

Après environ six mois de dépassement, l'expansion de la masse monétaire britannique a été ramenée en juillet en-deçà du plafond fixé par le gouvernement. La Banque d'Angleterre annonce qu'en juillet la croissance monétaire n'a été que de 0,8 %, soit un taux annuel de 10 %. Le gouvernement conservateur entend limiter l'expansion de la masse monétaire à un pourcentage compris entre 7 et 11 % pendant l'exercice budgétaire commencé en juin. Ce ralentissement, qui fait suite à des accroissements de 1,2 % en juin et 1,4 % pendant les deux précédents mois montrés, estime-t-on dans la City, que la forte hausse des taux d'intérêt ordonnée par les pouvoirs publics pour parer à l'inflation excessive de la masse monétaire est efficace et que les émissions massives d'emprunts effectués par le Trésor — plus de 5 milliards de livres depuis avril, soit 47,8 milliards de francs — ont permis de neutraliser efficacement les capitaux ayant afflué de l'étranger.

Dans les milieux boursiers, on exprime l'espoir que le gouvernement pourra bientôt se permettre de desserrer l'étau, notamment en abaissant le taux d'escompte, actuellement fixé à 14 %. Cependant, à la Banque d'Angleterre, on affirme qu'il serait prématuré d'agir immédiatement. Pour les trois derniers mois pris dans leur ensemble, fait-on remarquer, le taux annuel de croissance de la masse monétaire reste de 13,8 %. En outre, malgré le ralentissement de celui-ci, l'expansion des avances bancaires demeure trop rapide. Enfin, les revendications syndicales sont préoccupantes. On laisse donc entendre que le gouvernement ne renoncera pas rapidement à sa politique. — (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	EN FRANCS	EN DOLLARS	EN LIRE	EN YEN
\$ N.-U.	4,28	1,25	160	360
£	1,48	0,42	160	360
DM	2,32	0,65	160	360
FF	16,50	4,50	160	360
Esc.	166,67	45,00	160	360

TAUX DES EURO-MONNAIES

Devise	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
\$ N.-U.	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
£	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
DM	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
FF	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2
Esc.	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/2

MOQUETTE 100 % PURE LAINE T3-T4

à MOITE PRIX, divers coloris au prix exceptionnel de 98 F le m2. Pose par spécialistes et devis gratuits. 334, rue de Valenciennes, Paris-15^e. Métro Convention.

Tél. 842-42-62 ou 250-41-95

OUVERT EN AOUT

REPUBLIQUE DU NIGER
Ministère du Développement Rural
Projet de Développement Rural de Maradi

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 3/INT/OP/79

Messieurs les Entrepreneurs sont informés que le Projet de Développement Rural de Maradi, lancé deux appels d'offres internationaux pour la réalisation des travaux suivants :

1. Réalisation de 72 forages de 35 mètres de profondeur en moyenne, destinés à l'irrigation dans la vallée de Maradi (Niger). Les travaux comprennent la réalisation, l'équipement, le développement et les essais de pompage. Le rythme de réalisation prévu est de 38 forages en 1980 et 34 forages en 1982.
2. Fourniture et installation de 72 groupes électropompes, équipement électrique de contrôle et commande, et raccordement des groupes au réseau de distribution d'eau. Le rythme d'équipement prévu est de 6 groupes en 1980, 16 groupes en 1981 et 1982, 17 groupes en 1983 et 1984.

Le financement est assuré pour une première tranche de travaux par un crédit accordé par la Communauté Economique Européenne et géré par l'Association Internationale de Développement.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être consultés à LA DIRECTION GENERALE DE L'OFFICE NATIONAL DES AMENAGEMENTS HYDROAGRIQUES, MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL, Anciens bureaux Agrhyment NIAMEY (NIGER) - Téléphone : 72.30.42

ou AU PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE MARADI - B.P. 243 - MARADI (NIGER) - Téléphone : 410.003/410.187/410.054. - TELETYPE : PROJET M. 82.22.NI

ou A LA SOCIETE CENTRALE POUR L'EQUIPEMENT DU TERRITOIRE INTERNATIONAL, DIVISION DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES RESSOURCES EN EAU, 2, rue Stephenson - 78181 ST. QUENTIN-EN-YVELINES - Téléphone : (01) 043.99.27 - TELETYPE : SCETI 695.836 F.

Chacun des deux dossiers pourra être retiré contre la somme de 15.000 francs CFA ou 300 francs français.

Les soumissions des entreprises devront être présentées conformément aux indications des cahiers des charges des appels d'offres (Article 8). Elles seront adressées à : MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DU PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DE MARADI - B.P. 243 - MARADI (NIGER)

Elles devront parvenir à cette adresse avant le Mercredi 12 Octobre 1979 à 12 h 00.

L'ouverture des plis aura lieu le Jeudi 18 Octobre 1979 à partir de 11 h 00.

Chaque soumissionnaire sera avisé de la suite réservée à son offre

Naissances

— Jean-Pierre et Martine CHRESTEN, ainsi que Sophie, ont la joie d'annoncer la naissance de Lucie.

le 18 août 1979.

— M. et Mme Raoul CRESSPIN sont heureux de vous annoncer la naissance de leur deuxième petit-enfant, Sophie.

au foyer de Monique et Denis MANGADO.

Décès

— Les familles Canat, Laurent et Grandperrin ont la douleur de faire part du décès de

Mme Anne-Marie CANAT, survenue le 5 août 1979.

Les obsèques ont eu lieu, à Nîmes, le 6 août, dans l'intimité.

Docteur et Mme Laurent, 42, avenue Alphons-Cherrier, 92330 Bouc.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 15 août 1979, à Montreux (Suisse), de

M. André, Charles, René CHARON,

président honoraire de Shell française, ancien administrateur de Royal Dutch,

commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance.

De la part de : Mme André Charon, son épouse, M. et Mme Jacques Charon, ses enfants, M. et Mme Robert Charon, ses frères et belles-sœurs, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces.

Les obsèques religieuses seront célébrées, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris-8^e, le mardi 21 août 1979, à 10 h. 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

78, Promenade des Anglais, 06000 Nîmes.

— Le groupe Royal Dutch Shell et Shell française, ont le regret de faire part du décès de

M. André CHARON,

président honoraire de Shell française, ancien administrateur de Royal Dutch.

Ses obsèques auront lieu le mardi 21 août, à 10 h. 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris-8^e. (Né le 27 octobre 1909 à Hanoï (Indochine). M. André Charon est entré au groupe Royal Dutch Shell en 1929 comme chef de succursale en Chine. Directeur de la Société des pétroles d'Algérie de 1929 à 1934, puis de la Société pour l'utilisation rationnelle des gaz. M. Charon a été nommé en 1937 directeur général de la Shell française, puis, en 1945, P.-D.G., fonctions qu'il occupa jusqu'en 1960. 1939-1945 et de la médaille de la Résistance.)

Président honoraire de Shell française et administrateur de Royal Dutch de 1960

à 1970, M. André Charon fut élu président de 1961 à 1974, administrateur de la Compagnie française Philips. M. André Charon était commandeur de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance.

— La direction et le personnel de l'Union des artistes ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude COCHET, survenu le 3 août.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 5 août.

— Luc, Marie-Dominique, Elysée, Anne-Thérèse, Xavier, Séverine, Marie-Emmanuel, Jérôme, Frédéric, Claire-Elisabeth, Anne-Marie et Jean-Marie Mounthon, Jacques et Yvonne Julien, René et Magali Julien, Martine Julien, Maurice Julien, ses petits-enfants, enfant, mari, ainsi que ses proches et ses fidèles amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice JULIEN, née Jeanne Turpin, le 12 août 1979.

La messe de funérailles sera célébrée le mardi 21 août, à 15 h. 45, à Saint-Denis de Vanves (Hauts-de-Seine).

43, avenue Marcel-Martinie, 92170 Vanves.

— Le président et le conseil d'administration, la direction et le personnel de Schneider Radio-Télévision, ont le regret de faire part du décès de leur secrétaire général, Michel LAGRANGE, survenu le 3 août 1979.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, à Annecy, le 14 août 1979.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André GERSON, survenu le 9 août 1979, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et Mme Pierre Cahen, ses beau-frère et belle-sœur et de leurs enfants, M. et Mme Jacques Cahen et leur fille, M. et Mme Denancourt, M. et Mme Damange et leurs enfants, ses neveux et nièces, Et de toute la famille.

Les obsèques ont été célébrées le 10 août 1979, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

2, rue Gervais, 75017 Paris.

20, avenue Ambroise-Brendu, 92119 Paris.

1, rue Anguste-Barbier, 75011 Paris.

14, rue de Neuilly, 92110 Cligny.

1, rue Jean-Jaurès, 92300 Levallois.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— Le président et le conseil d'administration, la direction et le personnel de Schneider Radio-Télévision, ont le regret de faire part du décès de leur secrétaire général, Michel LAGRANGE, survenu le 3 août 1979.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, à Annecy, le 14 août 1979.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— Cannes, Paris, Milan.

Edmée Grassian.

Et ses enfants Ghislaine, Jean et Albert-Maxime, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard GRASSIAN.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Luc, Marie-Dominique, Elysée, Anne-Thérèse, Xavier, Séverine, Marie-Emmanuel, Jérôme, Frédéric, Claire-Elisabeth, Anne-Marie et Jean-Marie Mounthon, Jacques et Yvonne Julien, René et Magali Julien, Martine Julien, Maurice Julien, ses petits-enfants, enfant, mari, ainsi que ses proches et ses fidèles amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice JULIEN, née Jeanne Turpin, le 12 août 1979.

La messe de funérailles sera célébrée le mardi 21 août, à 15 h. 45, à Saint-Denis de Vanves (Hauts-de-Seine).

43, avenue Marcel-Martinie, 92170 Vanves.

— Le président et le conseil d'administration, la direction et le personnel de Schneider Radio-Télévision, ont le regret de faire part du décès de leur secrétaire général, Michel LAGRANGE, survenu le 3 août 1979.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, à Annecy, le 14 août 1979.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André GERSON, survenu le 9 août 1979, dans sa quatre-vingt-troisième année.

M. et Mme Pierre Cahen, ses beau-frère et belle-sœur et de leurs enfants, M. et Mme Jacques Cahen et leur fille, M. et Mme Denancourt, M. et Mme Damange et leurs enfants, ses neveux et nièces, Et de toute la famille.

Les obsèques ont été célébrées le 10 août 1979, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

2, rue Gervais, 75017 Paris.

20, avenue Ambroise-Brendu, 92119 Paris.

1, rue Anguste-Barbier, 75011 Paris.

14, rue de Neuilly, 92110 Cligny.

1, rue Jean-Jaurès, 92300 Levallois.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la société Optique chevalier de l'Ordre national du Mérite.

De la part de : Mme Marie-France Niel, son épouse, Mme Thérèse Foucart, sa belle-mère, M. et Mme Lemerle, ses enfants, Et de toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 9 août 1979, au cimetière Saint-Pierre, à Amiens, dans la plus stricte intimité.

Cordialement, Philippe de Thimencourt, 92770 Lussarches.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel NIEL, président-directeur général de la

AFFAIRES

Les garagistes estiment avoir respecté leurs engagements de modération des prix

La Chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile (C.S.N.C.R.A.) dément formellement les accusations lancées par l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) à l'encontre des garagistes, coupables à ses yeux de faire flamber les prix en appliquant depuis le 1^{er} août des hausses considérables et injustifiées. (Le Monde du 15 août), après que M. Monory, ministre de l'économie, ait décidé de repousser au 1^{er} janvier la libération de leurs prix. « Pour la période couvrant l'engagement de modération allant du 1^{er} avril au 1^{er} juillet 1979, précise le communiqué de la C.S.N.C.R.A., le coût des réparations a augmenté suivant l'indice officiel de 3,34 %, donc inférieur aux 4,5 % prévus dans l'engagement. Pour le premier semestre, l'augmentation de l'indice général des 295 articles s'est élevée à 5,5 %. Dans le même temps, l'indice « coût des réparations » a atteint également 5,5 %, comprenant pièces et main-d'œuvre, ce qui laisse pour la main-d'œuvre seule une augmentation de 4,99 % (4,36 % seulement pour la région Ile-de-France). « Devant ces résultats incontestables, rien ne permet donc d'est-

imer que, depuis le 1^{er} août, les taux horaires ont considérablement augmenté. S'appuyer sur des constatations isolées ne permet pas, en toute bonne foi, de tirer une conclusion générale. Seule l'analyse de l'indice officiel du mois d'août et des mois qui suivront pourra avoir une signification sérieuse. » L'U.F.C. maintient cependant ses accusations. Selon les sondages effectués par cette association de consommateurs auprès de quarante « garagistes-témoins », les hausses immédiates constatées depuis le 1^{er} août s'échelonnent entre 5 % et 10 % en province, et entre 5 % et 18 % à Paris. Les responsables de l'organisation affirment, en outre, qu'en mélangeant les prix de main-d'œuvre et de pièces détachées, la C.S.N.C.R.A. contribue à entraîner une certaine confusion. Par leur avertissement, ils entendent ménager l'intérêt du consommateur dans les négociations qui doivent reprendre courant septembre avec les organisations professionnelles de la réparation automobile, en vue d'établir un code de bonne conduite tendant à garantir pleinement l'information et la protection des usagers.

CORRESPONDANCE

Le prix des disques

Dans l'article « Le disque français tourne mal » paru dans le Monde du 9 août, nous citions parmi les exemples de hausses des prix « celle de disques de musique classique édités en souscription par Phonogram, passé de 338 F à 590 F ». Nous avons reçu à ce sujet de M. Grandemange, directeur général de Phonogram, la lettre suivante :

Nous ne pouvons laisser passer une bêtise qui peut paraître amusante, mais qui est incontestablement de nature à nous porter préjudice.

Le coffret qui semble visé par la phrase extraite de votre collaborateur, comportant l'intégrale des trente-deux sonates de Beethoven enregistrées par le pianiste Alfred Brendel, a été lancé comme toutes les souscriptions en usage dans la profession : les acheteurs peuvent se le procurer pendant six mois à un prix nettement plus bas que le prix définitif.

Notre collaborateur cite le prix de lancement et le prix définitif et, par comparaison indique qu'il s'agit d'une hausse spectaculaire qui est souvent citée en exemple. Exemple de quoi et cité par qui ?

Si votre collaborateur s'était renseigné avec un minimum de sérieux, il aurait mentionné ce coffret comme un exemple de baisse spectaculaire par rapport au prix normalement pratiqué par la suite.

Le consommateur constate simplement qu'un produit nouveau, lancé le 1^{er} septembre 1978, a été vendu pendant six mois à la FNAC, 338 F, puis est brutalement passé, toujours à la FNAC, à 590 F, cet organisme représentant, à une nuance près, la hausse pratiquée par Phonogram. Comment convaincre ce même consommateur qu'il y a là un exemple de « baisse spectaculaire » ? Baisse par rapport à quoi ? A un prix fixé par qui, et comment ?

Comment le consommateur pourrait-il s'y retrouver, à travers le maquis des prix de souscription, entre spectacle de lancement, rabais exceptionnel, etc. Prix de souscription qui, soit dit en passant, est au mieux un artifice, au pire un terme abusif, les tirages s'étant le plus souvent illimités, et limités, et numérotés. L'ambiguïté de l'expression n'a pas échappé à Phonogram, qui a l'intention de supprimer cette formule des prix de souscription et de les remplacer par « les offres annuelles Philips ».

Précisons enfin que la FNAC a reçu plusieurs réclamations au sujet de la vente du coffret Brendel et que 590 F, les acheteurs se sont plus que rarement — J.-M. G.J.

● Fusion R.C.A.-C.I.T. Financial. — Radio Corporation of America (R.C.A.) et la compagnie financière C.I.T. Financial Corp. vont fusionner. Les deux groupes qui avaient annoncé l'ouverture de discussions il y a quelques jours (Le Monde du 15 août) sont parvenus à un accord aux termes duquel R.C.A. s'engage à racheter toutes les actions de C.I.T. Financial au prix de 65 dollars pièce (dernier cours coté 53,50 dollars). Le montant de cette acquisition, une des plus importantes de l'histoire des Etats-Unis, s'élève donc à 1,35 milliard de dollars.

● La banque espagnole Banco Hispano Americano a ouvert un bureau à Moscou pour permettre « le développement des liens économiques entre l'Espagne et l'U.R.S.S. », ainsi que les autres pays socialistes européens, indique l'agence Tass. La Banco Hispano Americano est la première banque espagnole à avoir reçu l'accréditation auprès de la Gosbank (banque d'Etat soviétique).

● Le groupe français Pechiney construira une fonderie d'aluminium en Australie. Le contrat remporté par la firme française porte sur 600 millions de dollars australiens environ, a annoncé vendredi 17 août le premier ministre de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud, M. Neville Wran. Pechiney était en concurrence avec un consortium australo-suisse dirigé par la société coloniale Sugar Refining Company Ltd.

● La situation au 3 juillet 1979 s'élève à 282 milliards 745 millions.

● Au passif, la rubrique « banques, organismes et établissements financiers » figure pour 10 233 millions en comptes à vue et 44 622 millions en comptes et emprunts à échéance.

● Les comptes de sociétés, entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 30 402 millions en comptes à vue et 18 823 millions en comptes à échéance.

● Les comptes de particuliers atteignent 24 854 millions pour les comptes à vue, 5 819,2 millions pour les comptes à échéance et 33 302,8 millions pour les comptes d'épargne à régime spécial.

● Les bons de caisse approuvés pour 31 714,5 millions.

● Le total des ressources de clientèle s'élève à 148 117,1 millions.

● A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 122 782,2 millions, répartis comme suit : 38 164,1 millions de crédits commerciaux, 22 388,3 millions d'autres crédits à court terme, 38 482,1 millions de crédits à moyen terme, 29 700,1 millions de crédits à long terme. Les comptes débiteurs atteignent 14 537,6 millions.

● Les banques, organismes et établissements financiers figurent pour 3 915,3 millions (comptes à vue) et pour 53 940,4 millions (comptes et prêts à échéance).

● Le total de la situation consolidée du groupe à la date du 3 juillet 1979 s'élève à 205 milliards 404 millions.

● La situation au 3 juillet 1979 s'élève à 282 milliards 745 millions.

● Au passif, la rubrique « banques, organismes et établissements financiers » figure pour 10 233 millions en comptes à vue et 44 622 millions en comptes et emprunts à échéance.

● Les comptes de sociétés, entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 30 402 millions en comptes à vue et 18 823 millions en comptes à échéance.

● Les comptes de particuliers atteignent 24 854 millions pour les comptes à vue, 5 819,2 millions pour les comptes à échéance et 33 302,8 millions pour les comptes d'épargne à régime spécial.

● Les bons de caisse approuvés pour 31 714,5 millions.

● Le total des ressources de clientèle s'élève à 148 117,1 millions.

● A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 122 782,2 millions, répartis comme suit : 38 164,1 millions de crédits commerciaux, 22 388,3 millions d'autres crédits à court terme, 38 482,1 millions de crédits à moyen terme, 29 700,1 millions de crédits à long terme. Les comptes débiteurs atteignent 14 537,6 millions.

● Les banques, organismes et établissements financiers figurent pour 3 915,3 millions (comptes à vue) et pour 53 940,4 millions (comptes et prêts à échéance).

● Le total de la situation consolidée du groupe à la date du 3 juillet 1979 s'élève à 205 milliards 404 millions.

● La situation au 3 juillet 1979 s'élève à 282 milliards 745 millions.

● Au passif, la rubrique « banques, organismes et établissements financiers » figure pour 10 233 millions en comptes à vue et 44 622 millions en comptes et emprunts à échéance.

● Les comptes de sociétés, entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 30 402 millions en comptes à vue et 18 823 millions en comptes à échéance.

● Les comptes de particuliers atteignent 24 854 millions pour les comptes à vue, 5 819,2 millions pour les comptes à échéance et 33 302,8 millions pour les comptes d'épargne à régime spécial.

● Les bons de caisse approuvés pour 31 714,5 millions.

● Le total des ressources de clientèle s'élève à 148 117,1 millions.

● A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 122 782,2 millions, répartis comme suit : 38 164,1 millions de crédits commerciaux, 22 388,3 millions d'autres crédits à court terme, 38 482,1 millions de crédits à moyen terme, 29 700,1 millions de crédits à long terme. Les comptes débiteurs atteignent 14 537,6 millions.

● Les banques, organismes et établissements financiers figurent pour 3 915,3 millions (comptes à vue) et pour 53 940,4 millions (comptes et prêts à échéance).

● Le total de la situation consolidée du groupe à la date du 3 juillet 1979 s'élève à 205 milliards 404 millions.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Progression des commandes dans toutes les Divisions

Durant les neuf premiers mois de l'exercice allant du 1^{er} octobre 1978 au 30 juin 1979, les sept Divisions de Siemens AG ont pris un volume de commandes supérieur à celui de la même période de l'année précédente.

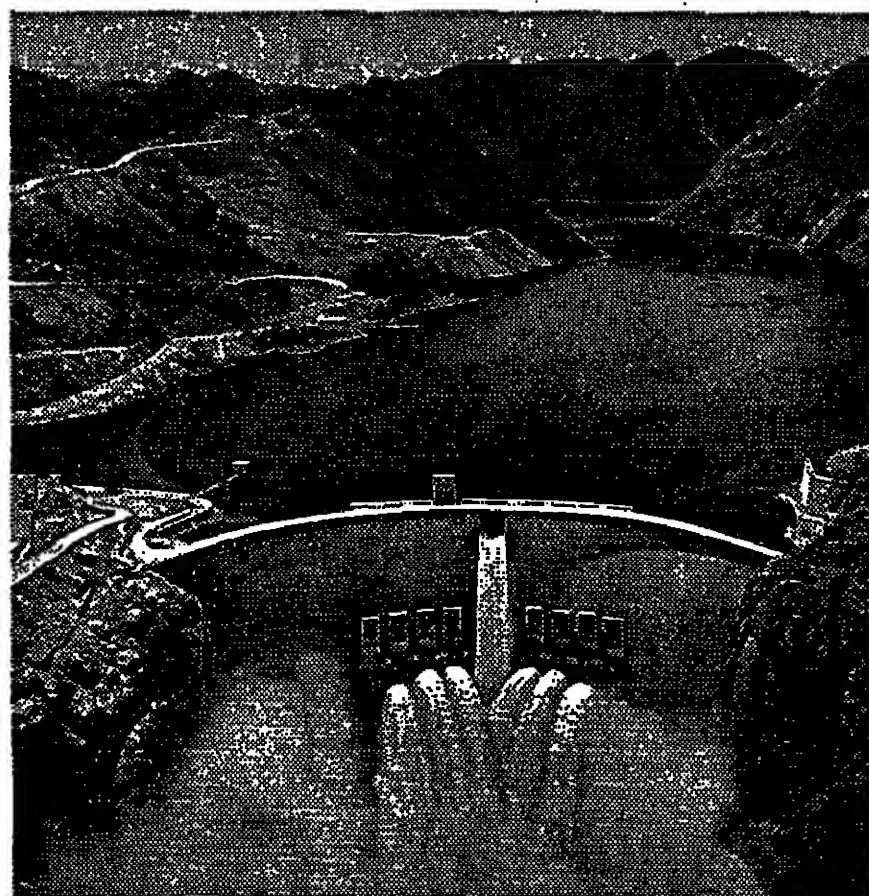
Le montant des ordres, en hausse de 6 %, a atteint 51,0 milliards de francs. Sur le marché allemand, où la reprise conjoncturelle s'est poursuivie, les commandes sont passées à 24,7 milliards de francs, soit 11 % de plus et à l'étranger le montant des ordres a progressé de 2 % pour s'établir à 26,3 milliards de francs. Les deux Divisions vedettes ont été, une fois de plus, l'Informatique avec 25 % de hausse et les Composants avec près de 20 %. La Division Energie électrique, la plus importante de toutes, a vu augmenter les ordres reçus de 11 %. Parmi les sociétés Siemens, Kraftwerk Union (KWU) est la seule à ne pas avoir tout à fait enregistré le même volume de commandes que l'an passé. Compte non tenu de KWU, le montant des ordres pris par Siemens a même progressé de 8 %.

En milliards de francs	du 1.10.77 au 30.6.78	du 1.10.78 au 30.6.79	Siemens	Variations sans KWU
Marché allemand	21,9	24,7	+11%	+10%
Marché étranger	28,1	26,3	+2%	+6%
Chiffre d'affaires	24,2	26,3	+8%	+8%
Marché allemand	21,9	22,3	+1%	+4%
Marché étranger	24,3	23,4	-3%	+5%

En milliards de francs	30.9.78	30.6.79	Siemens	Variations sans KWU
Composants	2,2	2,6	+18%	+18%
Electronique	2,2	2,6	+18%	+18%
Automatisme	2,2	2,6	+18%	+18%
Electronique	2,2	2,6	+18%	+18%
Automatisme	2,2	2,6	+18%	+18%

Avec 45,7 milliards de francs, le chiffre d'affaires de Siemens est presque égal à celui de l'an passé (46,2 milliards de francs). La facturation a atteint en R.F.A. 22,3 milliards de francs soit 1 % de plus et à l'étranger 23,4 milliards de francs, contre 24,3 précédemment. Si l'on exclut KWU, la hausse des ventes a été conforme aux prévisions. La facturation des Divisions Informatique et Composants a même été supérieure à la moyenne.

La légère progression des commandes s'est traduite par un accroissement des stocks de 15 % qui passerait ainsi de 27,9 à 32,1 milliards de francs.



Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

	30.9.78	30.6.79	Variations
Personnel en milliers	322	324	+1%
Allemagne	223	224	+1%
Etranger	99	100	+1%

	du 1.10.77 au 30.6.78	du 1.10.78 au 30.6.79	Variations
Effectifs moyens en milliers	310	324	+4%
Frais de personnel en milliards de francs	21,5	21,5	0%

Certaines Divisions ont embauché du personnel. En hausse de 1 % depuis le début de l'exercice, les effectifs sont passés de 322 000 à 324 000, dont 224 000 en R.F.A. et 100 000 à l'étranger, soit 1000 personnes de plus dans les deux cas.

En moyenne, durant les neuf premiers mois de l'exercice, les effectifs de Siemens ont été de 324 000 personnes contre 317 000 durant la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 2 %. Les frais de personnel ont également connu une hausse de 8 % pour atteindre 21,5 milliards de francs.

En millions de francs	du 1.10.77 au 30.6.78	du 1.10.78 au 30.6.79	Variations
Investissements	2,2	2,2	0%
En % du C.A.	2,2	2,2	0%

Comme prévu, les investissements de Siemens en immobilisations corporelles ont été légèrement supérieurs à ceux de l'an dernier. Ces investissements associés à l'acquisition de diverses participations se sont élevés pendant les neuf premiers mois de l'exercice à 2350 millions de francs, soit 11 % de plus que durant la même période de l'année précédente.

Avec 1008 millions de francs contre 997 précédemment, le bénéfice net est du même ordre de grandeur que l'an passé en dépit des pertes comptables sur les titres à revenu fixe pour lesquels il a fallu constituer des provisions en raison de la baisse des cours. Durant les neuf premiers mois de l'exercice, le rapport bénéfice net/C.A. ressort à 2,2 % comme l'année dernière.

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 29 juin 1979: 100 F = 43,15 DM.

Recours intensifié à la houille blanche

Après 10 ans de travaux, un consortium regroupant 16 entreprises, dont Siemens, vient d'achever à Cabara Bessa (cf. photo) la plus grande centrale hydraulique d'Afrique. Cinq alternateurs de plus de 2000 MW délivrent plus de courant que n'en consomme une ville d'un million d'habitants; Siemens participe actuellement à la construction d'importantes usines hydrauliques en Afrique et en Amérique du Nord. La rareté et la hausse des prix de l'énergie, à l'échelle mondiale, pourra donner dans l'avenir un regain d'intérêt à l'exploitation des ressources hydrauliques.

LES M

LA COTE DANS LE MONDE

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

